

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16602 - 7,50 F - 1,13 EURO - SAMEDI 13 JUIN 1998 - FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La récession au Japon entraîne un nouveau plongeon des marchés

APRÈS deux trimestres consécutifs de croissance négative, l'économie japonaise est entrée officiellement en récession. Le PIB de l'archipel a reculé de 1,3 % au premier trimestre 1998, a révélé, vendredi 12 juin, l'Agence de planification économique, après avoir déjà baissé de 0,4 % entre octobre et décembre 1997. La faiblesse de l'économie japonaise a entraîné une nouvelle baisse du yen, à son plus bas niveau depuis huit ans face au dollar américain. La crainte de voir la crise échapper à tout contrôle en Asie a provoqué des replis sensibles, un peu partout dans le monde, des marchés boursiers. Paris, qui avait perdu 1,59 % jeudi, cédait 0,38 % vendredi dans la matinée.

Lire page 16

Kosovo : l'OTAN menace Belgrade

L'Alliance atlantique menace les Serbes de représailles militaires s'ils poursuivent leur politique de répression contre les Kosovars. p. 2 et 13

Une politique familiale de gauche

M. Jospin annonce le rétablissement des allocations familiales pour tous en 1999 et l'abaissement du plafond du quotient familial. p. 6

Helmut Kohl lâché par les libéraux

Le FDP, partenaire de la coalition de centre droit à Bonn, prend ses distances avec les chrétiens-démocrates, à trois mois des élections générales. p. 3

Révolution à Goldman Sachs

La banque d'affaires américaine envisage son introduction en Bourse. Ses 190 associés-gérants pourraient, grâce à cette opération, s'enrichir de plusieurs centaines de millions de dollars. p. 12

La presse de rue va mal

La diffusion des journaux de rue, vendus par des sans-abri, s'effondre. Certains responsables ont des pratiques de gestion douteuses. p. 19

Nuage de césium

La radioactivité de l'air s'est accrue dans le sud de la France et dans plusieurs pays d'Europe, début juin. Des concentrations de césium 137, faibles et sans danger, ont été relevées. p. 31

Abonnement : 8 DM ; Asie/Amérique : 12 \$; Australie : 12 \$; Belgique : 45 F ; Canada : 2,25 \$; Chine : 120 F ; Espagne : 120 F ; France : 7,50 F ; Grèce : 120 F ; Hongrie : 120 F ; Italie : 200 L ; Japon : 1200 ¥ ; Mexique : 1200 P ; Pays-Bas : 120 F ; Portugal : 120 F ; Royaume-Uni : 120 F ; Russie : 120 F ; Suède : 120 F ; Suisse : 120 F ; Taiwan : 120 F ; Thaïlande : 120 F ; Turquie : 120 F ; USA : 120 F ; Venezuela : 120 F ; Yémen : 120 F

M 0147-613-750 F

Sang contaminé : un non-lieu est requis pour M. Fabius, M. Hervé et M^{me} Dufoix

Le procureur général estime que le gouvernement a, en 1985, agi dans des « délais conformes »

LE PROCUREUR général près la Cour de justice de la République (CJR), Jean-François Burgelin, a demandé, jeudi 11 juin, à la CJR de rendre une décision de non-lieu à l'égard des trois anciens ministres poursuivis dans l'affaire du sang contaminé pour « complicité d'empoisonnement », Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé. M. Burgelin réserve dans son réquisitoire une bonne part de ses critiques au corps médical à qui il reproche de ne pas avoir cherché à informer en temps utile l'administration et les ministères des risques liés à l'apparition de l'épidémie de sida et à la transmission du virus par voie sanguine. Concernant d'éventuels retards pour la mise en place du dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang, M. Burgelin écrit que « le gouvernement français a tranché le problème dans des délais conformes, sinon



meilleurs que ce qui a été fait dans les autres pays ». En outre, il révèle l'existence de documents versés au dossier qui montrent que la firme américaine Abbott n'était pas en mesure, au premier semestre 1985, d'approvisionner complètement le marché français avec des tests fiables. S'agissant de l'action spécifique de M. Fabius, alors premier ministre, M. Burgelin écrit qu'il a « de manière décisive contribué à une reprise en main du dossier » en décidant, le 19 juin 1985, d'instaurer un dépistage systématique et obligatoire du virus du sida dans les dons de sang. Au tribunal de Paris, faute d'avoir obtenu une saisine globale sur l'ensemble de l'affaire du sang contaminé, le juge Marie-Odile Bertella-Greffroy s'apprete pour sa part à clore son instruction.

Lire page 8 et notre éditorial page 14



Pays-Bas - Belgique : les matches à risques commencent

Les Bleus détendus, les Bafana Bafana soutenus par Mandela

Trafic de faux billets

La bibliothèque du futur

UNE VASTE bibliothèque virtuelle, unique, planétaire, réunissant, grâce à Internet, les contenus des plus grandes « mémoires » du monde entier : cette perspective suscite, légitimement, curiosité et interrogation. A l'initiative du président de la Bibliothèque nationale de France, Jean-Pierre Angrémy, et du président de la New York Public Library, Paul LeClerc, des chercheurs se sont réunis à Paris pour confronter leurs points de vue sur l'avenir. Comment cet « accès planétaire » aux documents va-t-il modifier les processus de recherche et le travail intellectuel ? Le chercheur sera-t-il, comme le craint Elisabeth Baudin, dans une quasi-« obligation de tout lire » et une sorte de « dévotion de l'exhaustivité » ?

Lire page 26

Monica Lewinsky mime Marilyn Monroe à Malibu

NEW YORK de notre correspondante

Le numéro de juillet de Vanity Fair arbore en couverture une photo de Ronald et Nancy Reagan, toujours radieux malgré l'épreuve de la maladie d'Alzheimer dont est atteint l'ancien président, désormais retiré dans sa ville californienne de Bel Air. Mais la véritable bombe se trouve à l'intérieur, étalée sur six pages du magazine : éclatante de vie et de sensualité sous le soleil de Californie, insolentement souriante dans des poses qui évoquent tour à tour Marilyn Monroe et Liz Taylor dans leurs plus belles années, Monica Lewinsky affiche, pour la première fois, la vitalité de ses vingt-quatre ans devant l'objectif de l'un des plus prestigieux photographes américains, Herb Ritts.

Le résultat, pour ceux qui se sont habitués à ne voir d'elle, depuis bientôt six mois, que les apparitions furtives à la télévision d'une femme-tronçon un peu boulotte sortant d'un taxi, est à couper le souffle. Et c'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans la communauté des chroniqueurs politico-médiatico-judiciaires de Washington dès la publication de ces photos qui coïncide avec un regain d'activité dans

l'enquête menée par le procureur spécial Kenneth Starr à propos de ses relations avec le président Clinton. « Elle a osé », se sont-ils effusqués en chœur devant une telle impudence. La plus sévère, jusqu'ici, a été Maureen Dowd, brillante et impitoyable commentatrice du New York Times, qui qualifie carrément l'ensemble de photos de « pornographie » : « Il y a quelque chose d'éclairant, écrit-elle, dans cette jeune femme qui joue à la vamp sur fond de drapeau américain alors qu'elle est au centre d'une affaire qui pourrait faire tomber le président. » « Pornographie » ? Vanity Fair n'est ni Playboy ni même People Magazine. Hormis une épaule émergeant d'une robe noire sans manches, Monica Lewinsky ne révèle rien de son anatomie sur ces clichés pris sur la plage de Malibu, en Californie. Mais la coupe est pleine pour ceux que les frasques de Bill Clinton et leurs conséquences continuent de choquer profondément. Il faut imaginer leur haut-le-cœur lorsque Vanity Fair salue « l'entrée de Monica au panthéon des femmes qui ont ébranlé des hommes au point d'ébranler l'Histoire », aux côtés de « Hélène de Troie, de Cléo

pâtre et de Wallis Simpson ». Entre la plage de Malibu et les prétoires de Washington, jamais la distance n'aura été aussi grande. Porte-parole du magazine, Beth Kseniak précise que Monica Lewinsky n'a pas touché d'argent pour ces photos : « Monica a un physique de star des années 50 et on s'est dit, faisons-la dans ce style. Ces photos sont un clin d'œil. Elles sont rafraîchissantes, il ne faut pas y voir beaucoup plus que cela. » Pour Henry Connel, directeur artistique de Cosmopolitan, ces photos « sont très flatteuses pour Monica Lewinsky et elle peut s'en féliciter. Elles nous permettent d'en savoir un peu plus sur sa personnalité : elle sait, par exemple, utiliser les médias ». De victime, Monica serait-elle devenue manipulatrice ? « Elle est victime d'une culture qui accorde tant d'importance à la célébrité, et elle a appris à l'utiliser à son avantage. » Visiblement, elle a aussi appris à se taire : si elle a bien voulu poser longuement pour Herb Ritts, l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche n'a, en revanche, accordé aucun entretien à Vanity Fair.

Sylvie Kauffmann

Le « yuan fort », une stratégie pour Pékin

POUR la première fois depuis que le grand mouvement de mondialisation de l'économie s'est amorcé, la Chine détient vraiment une carte forte entre ses mains qui peut décider du sort de toute une région, l'Asie, voire même de l'équilibre global entre plusieurs zones-cibles de la planète. Cet atout majeur, c'est tout simplement le maintien de l'actuelle parité entre ses deux

devises nationales, yuan et dollar de Hongkong, avec les principales monnaies du monde développé, essentiellement le yen japonais et le dollar américain. Une dévaluation chinoise pourrait en effet provoquer, en retour, une nouvelle descente en ville des autres monnaies asiatiques, particulièrement du won sud-coréen et du baht thaïlandais, en ce moment

même en pleine période d'une convalescence tirée par les seules exportations. Outre les dommages considérables chez des voisins ténaisés par une nouvelle dépréciation en chaîne des monnaies de la zone, une telle dévaluation traiterait le courant d'importations asiatiques (notamment sud-coréennes et japonaises) en Chine et affecterait sans doute durablement le flux d'investissements étrangers dont les bénéfices rapatriables deviendraient de plus en plus incertains.

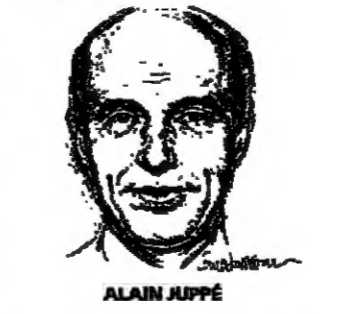
Au contraire, un maintien des deux parités monétaires chinoises dans la tempête asiatique constituerait un ancrage suffisamment solide pour ramener progressivement la production et les échanges de toute la zone environnante vers un équilibre moins précaire : le Japon pourrait exporter davantage vers une Chine plus solvable, les diasporas de Taiwan, de Singapour et d'Amérique, pour l'instant épargnées, engageraient à leur tour une impressionnante épargne, intacte parce que « dollarisée », dans les nouvelles entreprises privatisées de la République populaire, avec la garantie d'un retour sur investissement en monnaie forte. Un allègement des barrières douanières interasiatiques pourrait alors stimuler la croissance de toute la région, tirée par un moteur beaucoup plus chinois qu'européen.

Comment, dans ces conditions, Pékin pourrait-il hésiter entre un tel cercle vertueux de croissance durable et la perspective, en ouvrant la boîte de Pandore de la dévaluation compétitive, de plonger tous ses alliés de demain (Vietnam, Corée, Thaïlande, notamment) dans un nouveau cycle déflationniste aux conséquences imprévisibles ?

Alexandre Adler pour Le Monde

Lire la suite page 14

Bordeaux retrouve le sud



PAS FACILE de ranimer une ville qui, depuis une décennie, était nonchalamment endormie entre les bras rassurants de Jacques Chaban-Delmas. Alain Juppé s'y emploie aux commandes de la mairie de Bordeaux. La cité aquitaine retrouve des couleurs. Les projets commencent enfin à aboutir et elle redevient la ville du sud qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. Même si l'ancien premier ministre ne déclenche pas de passion et qu'il reste un peu raide dans ses bottes.

Lire page 11

International	2	Tableaux de bord	21
France	6	Asie/Pacifique	24
Société	8	Météorologie-jeux	25
Régions	11	Culture	25
Histoire	12	Calendrier	28
Carrel	15	Kiosque	29
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	19	Radio-Télévision	30

PIERRE DAUZIER
La vérité sur un système absurde, destructeur et amoral
MARKETING DE L'APOCALYPSE
144 pages 75 FF
L'HORREUR CAPITALISTE LA TABLE RONDE

rain

blessés, le passage ger, selon nel » a été révisé un es étaient nois cent bilans pu-comprend otes », les par les au- es GLD ces sse d'Alger s des GLD, aba (est) et

ie de 1999

labille, a an-aux élections e être désigné ans un entre-résienne, que d l'Assemblée ne sera cer-a été choisi, je s pliqué. ncienne colo-juité, vendre- clemence. Le tent de libérer un vaste mou-ldent Suharto.

is

is communistes ormalisation de Fuwa, se rendra Jlang Zemin. La ituelle dont les dogme. L'agres-Pékin de Akaha-pture. timent que « les poids régional de irratégique du Ja-ttement des rela-sifier ses contacts convergentes sur périmètre de dé-

IRE

PON procès

apon ?
te les autres ?
ision de Vichy ?
e
à la barre ?
spécialistes :
s Bédarida,
ney, Henry Rouso
ka.

l :
quis l'Europe
IOSQUE - 38 F

« C
nants
Mr Pa
sar, a
exame
ceme
pour
biens
vice-
grand
leix (L
Le j
L'Hon
tonne
de h.
l'Opé
comm
mote-
cité
lyonn
ment
judici

PROC
Les
ont é
Sylvi
jorati
factu
de 11
milli
de J.
clers
Hem
dans
pour
ont t
soup
ferts
de ce

de t
Be
ton ;
nou
l'esp
par t
dem
natic
ion.
des,
sa ré
les j
beau
imp
gard

C

L

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

C

INTERNATIONAL

LE MONDE/SAMEDI 13 JUIN 1998

YUGOSLAVIE Les seize ministres de la défense de l'OTAN, réunis jeudi 11 juin à Bruxelles, ont notablement durci le ton à l'égard de Belgrade en menaçant les autorités

serbes de représailles militaires si elles poursuivaient leur politique de répression brutale au Kosovo. Les ministres de l'Alliance ont évoqué en détail « une gamme complète d'op-

tions » allant de l'établissement de zones d'exclusion aérienne jusqu'à un engagement de troupes terrestres. ● LA JUSTICE internationale pourrait constituer un autre moyen de pres-

sion sur Slobodan Milosevic, les pays occidentaux évoquant la possibilité pour le Tribunal pénal international d'étendre à la province du Kosovo le champ de ses activités. ● EN ALBA-

NIE, dans les montagnes du Nord-ouest du Kosovo, le trafic d'armes se développe alors qu'affluent les réfugiés en provenance de la province serbe à majorité albanaise.

L'OTAN lance un avertissement musclé à Slobodan Milosevic

La brutale répression menée par les forces serbes au Kosovo et l'exode qu'elle provoque ont conduit les seize membres de l'Alliance atlantique à annoncer des préparatifs militaires dans la région

BRUXELLES
de notre correspondant
« A la place de M. Milosevic, je serais préoccupé », a déclaré, jeudi 11 juin à Bruxelles, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, à l'issue de la réunion des ministres de la défense de l'Alliance, consacrée pour l'essentiel à une discussion sur l'évolution de la situation au Kosovo. Les Seize ont en effet notablement durci le ton, et menacent maintenant les responsables serbes de représailles militaires précises si Belgrade poursuit sa politique de répression brutale contre les Kosovars.



PANCHO

« Nous sommes profondément préoccupés par la situation au Kosovo qui s'est gravement détériorée ces derniers jours », précise le communiqué final, qui ajoute : « les rapports indiquent qu'un nouveau degré de violence de la part des forces de sécurité serbes a été atteint. Nous condamnons tout recours à la violence à des fins politiques, que ce soit par les autorités de Belgrade ou par les extrémistes de la communauté albanaise du Kosovo. »

Mais cette fois-ci, à la différence des conclusions prises fin mai par l'assemblée des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Luxembourg, on ne se contente plus de tenter d'intimider Slobodan Milosevic par l'organisation de manœuvres militaires en Albanie et en Macédoine, mais on évoque l'hypo-

thèse de l'étude d'une « gamme complète d'options, qui fondées sur la base juridique pertinente, auront pour objectif de faire cesser ou d'entraver une campagne systématique de répression et d'expulsion par la violence au Kosovo. »

thèse de l'étude d'une « gamme complète d'options, qui fondées sur la base juridique pertinente, auront pour objectif de faire cesser ou d'entraver une campagne systématique de répression et d'expulsion par la violence au Kosovo. »

LE RÔLE DE LA RUSSIE

Dans les rangs de la délégation française, on notait avec une certaine satisfaction que les propositions de Paris, formulées il y a trois semaines, visant à élargir le champ des options militaires au-delà de simples manœuvres, avaient cette fois-ci reçu l'assentiment de l'ensemble des alliés. L'objectif de cet éventuel engagement sera de « mettre fin à la disproportion des moyens utilisés par Belgrade pour rétablir la sécurité au Kosovo », a précisé Alain Richard, le ministre français de la défense.

Autre préoccupation majeure de l'Alliance : maintenir la Russie dans le processus de pression sur les parties en conflit pour qu'elles reviennent à la table de négociation. « L'expérience bosniaque nous a montré que rien ne pouvait marcher si tous les partenaires du groupe de contact n'étaient pas au diapason », expliquent des diplomates en soulignant que « les parties en conflit en profitent alors pour en tirer bénéfice ». Le maréchal Sergueiev, ministre russe de la défense, devait,

vendredi 12 juin, se voir exposer par ses collègues des Seize les vues de l'OTAN sur la manière de mettre fin à la crise du Kosovo. D'autre part, la rencontre prévue lundi prochain à Moscou, entre Boris Eltsine et Slobodan Milosevic, pourrait permettre que soit évité, in extremis,

de la réunion des ministres des affaires étrangères du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Russie), notamment le problème délicat de « la base juridique pertinente » d'une éventuelle intervention militaire. Les Européens

Le maintien du Kosovo dans la RFY est « plus difficile », estime Robin Cook

La répression visant les civils kosovars rend désormais « plus difficiles » les efforts visant à trouver une solution au conflit maintenant la province serbe à majorité albanaise au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), a estimé, jeudi 11 juin, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook. « La tragédie de la situation actuelle résulte du fait que les opérations excessives de maintien de la sécurité (...) ont rendu plus difficiles [les efforts en vue] d'obtenir le soutien des Kosovars à des solutions qui incluent le Kosovo dans la RFY », a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse à Londres. Jusqu'à présent, la Grande-Bretagne, comme tous les pays occidentaux, a toujours rejeté l'idée d'une indépendance du Kosovo, prônant seulement l'octroi d'une forte autonomie à la province au sein de la fédération yougoslave.

l'usage de la force. Parallèlement, Londres et Paris s'attacheront à expliquer à Ibrahim Rugova, qui doit rencontrer Tony Blair et Jacques Chirac en fin de semaine, qu'il lui faut retourner à la table des négociations. Le volet diplomatique de la crise du Kosovo devait être examiné, vendredi 12 juin à Londres, lors

tiennent à un mandat explicite du Conseil de sécurité des Nations unies, alors que Washington, par la voix du secrétaire à la défense William Cohen, estime que ce mandat « est souhaitable, mais non impératif ».

Luc Rosenzweig

Les montagnes du nord de l'Albanie saisies par la fièvre des armes

BAJRAN SURRI
de notre envoyé spécial
Propulsé par un moteur poussif, la barque a discrètement accosté à l'arrière du ferry. Sur le pont oppo-

L'arme, du même type que celle qui équipe l'armée albanaise, n'est pas de toute première jeunesse. Peut-être a-t-elle été subtilisée l'année dernière dans les armureries nationales lors des émeutes, ou bien a-t-elle été achetée cette année dans une caserne, comme cela arrive fréquemment dans un pays où l'autorité de l'État est quotidiennement remise en question ?

La mitrailleuse trouvera-t-elle acquéreur le lendemain sur la place centrale de Tropoja, à deux heures de route de son point de débarquement ? Elle prendra la direction du Kosovo où elle arrivera chargée à dos de mulet, seul moyen pour parcourir le sentier escarpé qui traverse dans la montagne la frontière albano-yougoslave.

Autre côté de la frontière par la crête de Padesh pour un voyage nécessairement risqué. On raconte, en effet, que des paramilitaires serbes, aguerris pendant le conflit bosniaque, participent aux affrontements au Kosovo.

Partout dans le village de Tropoja, des hommes aux allures de contrebandiers parcourent les rues,

une arme à la main. « Pratiquement tout le monde possède une arme et nous sommes traditionnellement des passeurs, mais nous n'allons pas nous battre au Kosovo. Pas encore », explique l'un d'entre eux. « Si la communauté internationale tarde à faire pression sur Belgrade, les habitants de la région se sentiront de plus en plus concernés par le sort de leurs frères kosovars », affirme Isa Nemia, le maire de Tropoja. « Quant au trafic d'armes, il est impossible de l'empêcher, mais il n'est pas encore trop bien organisé », ajoute-t-il.

REPORTAGE Colonnes d'armes et groupes de combattants croisent les réfugiés

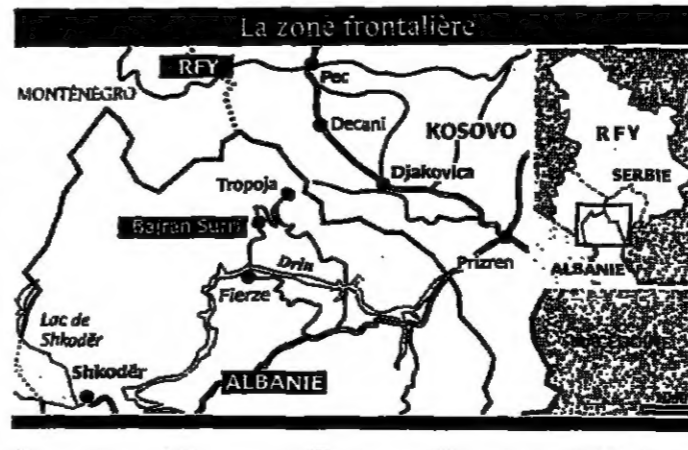
se, les camions surchargés et les passagers sont engagés dans un ballet bruyant et anarchique pour monter ou descendre du bateau en provenance de Fierze, de l'autre côté de ce lac enserré dans les montagnes, à deux heures et demie de navigation. Utile diversion que ce remue-ménage car personne, ou presque, ne prête attention à l'embarcation qui vient de se cotter à la poupe du bac. Prestement une mitrailleuse lourde, ses accessoires et quelques caisses de munitions sont transbordés et dissimulés dans la salle des machines sous le regard attentif du commandant de bord et de quelques hommes de main.

Sanctuaire pour des groupes de civils kosovars, Tropoja est aussi, en sens inverse, le point de départ de caravanes qui alimentent l'autre côté de la frontière en armes et en hommes. A diverses heures de la journée, plusieurs dizaines de cavaliers et leurs montures harnachées se réunissent sur la place du village pour un marché improvisé qui a déjà ses règles et ses prix. Deux cents deutschemarks la kalachnikov, 100 Funiforme camouflé issu des surplus allemands, 150 le passage de

LES PROPUS tenus ces derniers jours par plusieurs responsables occidentaux ne laissent plus guère de doute : parallèlement à la menace d'une intervention militaire qui pose de nombreux problèmes et se heurte à de fortes réticences, on est en train de faire pression sur Slobodan Milosevic par un autre moyen, celui de la justice internationale.

ALLURES DE CONTREBANDIERS

Partout dans le village de Tropoja, des hommes aux allures de contrebandiers parcourent les rues,



Si les armes et les passeurs font sonner, les combattants essaient de se faire plus discrets. Ce sont les hommes parmi les réfugiés qui repartent, très rapidement, à pied ou à cheval, dès qu'ils savent leur famille en sécurité. Ils ne savent pas s'ils rentrent pour se battre ou pour tenter de sauver ce qui reste de leurs biens. Ce sont également les hommes de l'UCK (armée de libération du Kosovo), casquette ornée de l'insigne de leur armée sur la tête, qui ont pratiquement pignon sur rue. Ils sont visibles, notamment dans l'une des fermes de l'ancien président, Sali Berisha, où ils viennent se reposer, stocker des armes... Et repartir.

Christophe Châtelot

La justice internationale, un autre moyen de pression

La culture a ses trésors
Stockholm
CAPITALE CULTURELLE DE L'EUROPE 1998
Programme des manifestations, documentation gratuite sur week-ends et séjours : Office Suédois du Tourisme, 18, bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27. fax 01 53 43 26 24.
Nom : _____
Adresse : _____

LES PROPUS tenus ces derniers jours par plusieurs responsables occidentaux ne laissent plus guère de doute : parallèlement à la menace d'une intervention militaire qui pose de nombreux problèmes et se heurte à de fortes réticences, on est en train de faire pression sur Slobodan Milosevic par un autre moyen, celui de la justice internationale.

De fait, la compétence territoriale du TPIY porte sur l'ensemble de l'ex-Yougoslavie ; quant à sa compétence dans le temps, le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'a pas limitée. En mars, M^{me} Louise Arbour avait indiqué qu'elle rassemblerait informations et témoignages sur les événements du Kosovo, au cours desquels notamment des hommes désarmés avaient été abattus de sang-froid par les forces serbes.

De fait, la compétence territoriale du TPIY porte sur l'ensemble de l'ex-Yougoslavie ; quant à sa compétence dans le temps, le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'a pas limitée. En mars, M^{me} Louise Arbour avait indiqué qu'elle rassemblerait informations et témoignages sur les événements du Kosovo, au cours desquels notamment des hommes désarmés avaient été abattus de sang-froid par les forces serbes.

tamment les tirs à l'arme lourde contre des habitations civiles non suspectes d'abriter des « terroristes », dans le seul but de faire fuir les populations ; ou encore les villages incendiés après qu'ils eurent été désertés afin qu'il n'y ait pas de retour. Il a souligné la présence au Kosovo d'unités spéciales de l'armée et de la police qui s'étaient déjà illustrées en Croatie et en Bosnie.

UNITÉS SPÉCIALES

Mercredi 10 juin, à l'issue d'une réunion du Groupe de contact à Paris, le représentant français, Jacques Blot, a indiqué que d'un commun accord, les six participants ont souhaité que des enquêtes soient menées au Kosovo par le TPIY. Le même jour, un haut responsable américain a insisté sur les méthodes utilisées par les forces serbes, qu'il a qualifiées de crimes de guerre, no-

Naturellement, le nom de Slobodan Milosevic n'est pas cité, on ne le désigne pas nommément au Tribunal de La Haye, ce qui ferait perdre à ce dernier toute crédibilité quant à son indépendance par rapport au pouvoir politique. Seul le procureur est habilité à prononcer des inculpations, après enquête. Mais de toute évidence, les Occidentaux sont mieux disposés aujourd'hui à transmettre au TPIY les informations recueillies au Kosovo par leurs services diplomatiques et

leurs services de renseignements qu'ils ne l'ont été à propos de la Bosnie. Le message qu'ils adressent ainsi à Milosevic est clair : leur bonne volonté à coopérer avec le TPIY pourrait cette fois-ci faire merveille, il pourrait ne plus être à l'abri d'une mise en accusation.

Claire Tréan

n Milosevic

Le Parti libéral allemand prend ses distances vis-à-vis du chancelier Helmut Kohl

Les jeux tactiques se multiplient à l'approche des élections

Le petit Parti libéral (FDP), partenaire de la coalition de centre-droit à Bonn depuis seize ans, a peur d'être entraîné dans la chute des chrétiens-démocrates aux prochaines élections législatives de septembre, annonce par les sondages. En affichant sa différence, afin d'avoir des chances de franchir la barre de 5 % des suffrages, nécessaire pour être représenté au Bundestag, le FDP peut cependant aider le chancelier Kohl à garder le pouvoir.

Le FDP est le seul à pouvoir plaider ouvertement pour le remplacement de M. Kohl. Les chrétiens-démocrates ne peuvent plus tenir ce discours sans donner le sentiment qu'ils se sont trompés de candidat. Les réactions plutôt modérées de la CDU aux propos du FDP montrent qu'elle n'est guère gênée par cette polémique.

Ces « disputes » semblent relever d'un calcul tactique, au même titre que la diabolisation systématique de la guerre. C'est lui qui avait permis aux sociaux-démocrates emmenés par Willy Brandt de prendre le pouvoir en 1969. En lâchant Helmut Schmidt en 1982, le FDP avait signé l'arrivée de Helmut Kohl à la chancellerie.

BONN
de notre correspondant
A trois mois des élections, les libéraux du FDP petit partenaire de coalition des chrétiens-démocrates depuis 1982, font tout pour ne pas être entraînés vers le bas par un chancelier Kohl en perte de vitesse dans les sondages. Le secrétaire général du parti, Guido Westerwelle, a estimé, lundi 8 juin, que « la fin de l'ère Kohl a déjà commencé » (*Le Monde* du 10 juin). Pendant la semaine, la vice-présidente du FDP, Cornelia Pieper, a déclaré que M. Kohl, en cas de victoire, devrait « laisser sa place en cours de législature à son successeur désigné, le président du groupe parlementaire CDU-CSU, Wolfgang Schäuble ». Un autre membre du parti est allé plus loin, plaçant pour un renversement de coalition et une alliance avec le SPD, car le FDP n'aurait « quasiment aucune chance » de rester au gouvernement avec Helmut Kohl.

Il y a quelque chose de théâtral dans les déclarations du FDP. Un retournement d'alliance, qui couperait le parti de sa base néolibérale, est exclu avant les élections. Il est trop tard pour opérer un virage à gauche pour un parti accusé d'ultralibéralisme, dans un pays viscéralement attaché à son modèle social. Même après les élections, une alliance avec les sociaux-démocrates (SPD) apparaît difficile, tant les conceptions économiques et sociales des deux partis sont éloignées. Il n'est pas exclu que certaines individualités rejoignent le SPD après les élections. Une coalition SPD-FDP pourrait se créer dans un seul cas de figure : si le SPD n'obtient pas de majorité avec les Verts, il pourrait éventuellement en former une avec le FDP, bien que cette hypothèse ne soit jamais évoquée à gauche. A moyen

terme, une partie du FDP convainc que la CDU va devoir affronter une longue cure d'opposition, veut prendre date au cas où une coalition rouge-verte ne fonctionnerait pas. Le Parti libéral-démocrate doit marquer sa différence avec la CDU, afin d'avoir des chances de franchir la barre de 5 % des suffrages, nécessaire pour être représenté au Bundestag. C'est une question de survie pour ce parti, mais aussi

pour Helmut Kohl qui risque de ne pas pouvoir former de majorité si le FDP n'entre pas au Parlement. Les pas-de-deux du FDP sont cependant risqués dans la mesure où des électeurs chrétiens-démocrates votent traditionnellement pour lui afin d'assurer la victoire de la coalition de centre-droit. Une autre analyse est possible : en incitant l'actuel chancelier à passer rapidement la main, le FDP peut aider la CDU à conserver un parti de son électoral, lassé par seize années de gouvernement Kohl. Au sein de la coalition gou-

Klaus Kinkel, le ministre non informé
Le chef du Parti libéral et ministre des affaires étrangères allemand Klaus Kinkel n'a pas du tout été associé à la rédaction de la lettre commune de Jacques Chirac et Helmut Kohl à Tony Blair sur la décentralisation des compétences européennes (*Le Monde* du 10 juin). L'idée de cette lettre, datée du 5 juin, avait été proposée lors du sommet franco-allemand d'Avignon début mai. Le chef de la diplomatie allemande a été tenu à l'écart du débat jusqu'à la fin de la rédaction du texte. Lorsque Klaus Kinkel a rencontré les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, lundi 8 juin à Luxembourg, ses partenaires connaissaient tous le contenu de la lettre - qu'il ignorait toujours. M. Kinkel a eu du mal à faire bonne figure ; furieux et humilié, il a alors téléphoné à la chancellerie depuis Luxembourg, selon les informations de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Helmut Kohl a dit à son ministre qu'il ignorait que le ministère des affaires étrangères n'avait pas été impliqué dans cette affaire.

vernementale, le FDP est le seul à pouvoir plaider ouvertement pour le remplacement de M. Kohl. Les chrétiens-démocrates ne peuvent plus tenir ce discours sans donner le sentiment qu'ils se sont trompés de candidat. Les réactions plutôt modérées de la CDU aux propos du FDP montrent qu'elle n'est guère gênée par cette polémique. Ces « disputes » semblent relever d'un calcul tactique, au même titre que la diabolisation systématique de la guerre. C'est lui qui avait permis aux sociaux-démocrates emmenés par Willy Brandt de prendre le pouvoir en 1969. En lâchant Helmut Schmidt en 1982, le FDP avait signé l'arrivée de Helmut Kohl à la chancellerie.

Le FDP donne aujourd'hui le sentiment d'être un parti clientéliste, au service des médecins, des avocats et des patrons de PME. Il a déjà revendiqué publiquement son attachement pour « ceux qui gagnent le plus », avec pour seul programme la baisse des impôts. Il ne parvient pas à imposer ses vues libérales plutôt de gauche sur les problèmes de société - écoutes à domicile, code de la nationalité, intégration des étrangers -, notamment en raison de l'opposition de la très conservatrice CSU bavaroise, parti sœur de la CDU. Ce rôle est désormais dévolu aux Verts, qui rêvent de supplanter le FDP dans le rôle de « junior partner » indispensable à toute coalition future.

Arnaud Leparmentier

Douze Algériens tués dans un attentat contre un train

ALGER. Douze personnes ont été tuées et vingt et une blessées, jeudi 11 juin, par l'explosion d'une bombe artisanale au passage d'un train dans la région d'Aïn Defla, au sud-ouest d'Alger, selon un premier bilan des services de sécurité. Cet « acte criminel » a été commis en début de matinée au lieu dit Condeck, a précisé un communiqué. La radio d'Etat a indiqué que douze blessés étaient dans un « état grave ». Ce nouvel attentat porte à au moins cent dix-sept le nombre de morts en une semaine, selon les bilans publiés par la presse d'Alger. Ce décompte non confirmé comprend cinquante-neuf islamistes armés et dix-neuf « patriotes », les membres des groupes de légitime défense (GLD, armés par les autorités). Les groupes armés ont multiplié les embuscades contre les GLD ces derniers jours dans plusieurs régions du pays. La presse d'Alger rapportait, jeudi, que neuf personnes, dont sept membres des GLD, avaient été tuées, mardi, par des groupes armés à Annaba (est) et Tizi Ouzou (Kabylie). - (AFP)

En Indonésie, le président Habibie ne se présenterait pas au scrutin de 1999

DIJAKARTA. Le nouveau président indonésien, Jusuf Habibie, a annoncé, jeudi 11 juin, qu'il ne se porterait pas candidat aux élections qu'il a prévues pour 1999. « Ne pensez pas que je veuille être désigné président une nouvelle fois », a déclaré Jusuf Habibie, dans un entretien aux dirigeants de la Chambre de commerce indonésienne, que publie vendredi l'agence officielle Antara. « Quand l'Assemblée consultative populaire élira un nouveau président, ce ne sera certainement pas moi, et quand le nouveau président aura été choisi, je considérerai ma tâche comme étant terminée », a-t-il expliqué. Par ailleurs, douze prisonniers du Timor-Oriental, l'ancienne colonie portugaise envahie par l'Indonésie en 1975, ont quitté, vendredi, leur prison après avoir bénéficié d'une mesure de clémence. Le nouveau gouvernement indonésien a pris l'engagement de libérer la plupart des prisonniers politiques dans le cadre d'un vaste mouvement de réformes ouvert depuis le retrait du président Suharto, fin mai. - (AFP)

Normalisation entre les partis communistes chinois et japonais

TOKYO. Après trente et un ans de rupture, les partis communistes chinois et japonais ont annoncé, jeudi 11 juin, la normalisation de leurs relations. Le président du PC japonais, Tetsuo Fuwa, se rendra à Pékin, fin juillet, pour y rencontrer le président Jiang Zemin. La rupture remonte à l'époque de la révolution culturelle dont les communistes japonais avaient refusé d'épouser le dogme. L'agression, par deux gardes rouges, du correspondant à Pékin de *Akaha-ta*, l'organe du PCJ, en 1967, avait consommé la rupture. Dans le communiqué commun, les deux partis estiment que « les questions héritées de l'histoire ont été résolues ». Le poids régional de la Chine et les nouvelles dispositions de l'alliance stratégique du Japon avec les Etats-Unis sont à l'origine du réchauffement des relations entre les deux partis. Pékin cherche à diversifier ses contacts dans l'archipel et les deux partis ont des positions convergentes sur la question de la non-inclusion de Taïwan dans le périmètre de défense nippon. - (Corresp.)

Les socialistes espagnols malmenés au procès des GAL

MADRID
de notre correspondant
L'ETA est omniprésente dans l'actualité espagnole, ces derniers jours. L'organisation séparatiste basque armée est au centre de deux procès importants qui se déroulent simultanément à Madrid : dans un cas, l'ETA et son entourage sont les victimes ; dans l'autre, les bourreaux. Le premier procès, qui a commencé le 25 mai, traite de l'enlèvement, « par erreur », en 1983, d'un petit entrepreneur français, Segundo Marey, confondu avec un chef de l'ETA. A travers cet enlèvement, c'est toute l'affaire des GAL, ces commandos antiterroristes de libération, responsables de 28 assassinats dans les milieux basques radicaux du sud de la France, entre 1983 et 1987, qui est sur la sellette. Un procès à forte teneur politique, dans lequel l'ancien état-major antiterroriste du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez est sur le banc des accusés. A cet égard, l'interrogatoire, mardi 9 juin, de celui qui fut ministre de l'Intérieur, José Barrionuevo, et risque aujourd'hui vingt-trois ans de prison, a sans doute été un grand moment. Pendant plusieurs fois tout contrôle,

M. Barrionuevo, qui clame toujours son innocence, a dénoncé « la machination politique » effectuée par la droite, dans ce procès, pour nuire au Parti socialiste. Il a également traité de « délateurs » deux de ses coaccusés, Ricardo Garcia Damborenea, ex-dirigeant socialiste de Biscaye, et Julian Sancristobal, ex-gouverneur civil de Biscaye, qui tous deux affirment que l'ex-ministre était parfaitement au courant de l'enlèvement, puisqu'ils lui avaient parlé au téléphone la nuit même de la séquestration.

« UN ENLEVEMENT POLITIQUE »
Enfin, autres déclarations embarrassantes cette fois pour Felipe Gonzalez, l'ex-agent des services secrets militaires (Cesid) Juan Alberto Perote a affirmé qu'en ce qui concerne la « sale guerre » contre l'ETA, « seul le chef du gouvernement avait pu l'autoriser », ajoutant que le Cesid n'avait « jamais enquêté sur les GAL, mais surveillé, en revanche, tous ceux qui s'y étaient intéressés ». Propos démentis par l'ex-directeur du Cesid, Emilio Alonso Mangano, qui a juré « n'avoir jamais abordé cette affaire avec M. Gonzalez ». Cet ensemble de déclarations très contradictoires n'a pas aidé à éclaircir la vé-

Marie-Claude Decamps

Affaibli, le lobby des armes veut reconquérir l'Amérique

NEW YORK
de notre correspondant
Début 1995, la National Rifle Association, organisation de défense des intérêts des amoureux des armes à feu, comptait 3,5 millions d'adhérents et était rarement mentionnée sans le qualificatif de « toute-puissance ». Trois ans plus tard, elle plafonne à 2,8 millions de membres et ses actifs financiers ne dépassent guère la moitié de ce qu'ils étaient en 1991. Touchée de plein fouet par l'attentat d'Oklaoma City qui, en avril 1995, provoqua un vaste mouvement d'hostilité dans l'opinion américaine à l'égard des rebelles et des marginaux d'extrême droite, la NRA a désespérément besoin de se débarrasser de son image d'organisation extrémiste et de regagner les faveurs de l'Amérique modérée : parmi les quelque 700 000 membres qui l'ont désertée, on relève, par exemple, l'ancien président George Bush qui a renvoyé sa carte en signe de protesta-

tion contre une circulaire de la direction qualifiant les forces de l'ordre fédérales de « voyous et naziens du gouvernement ». Déchaînée par des joutes internes entre partisans d'une ligne dure et ceux qui prônent une ligne moins radicale, la NRA pense s'être trouvée un sauveur en la personne de Charlton Heston, l'acteur qui incarna Moïse à l'écran dans *Les Dix Commandements* et qu'elle vient d'être président à l'issue de son congrès annuel, à Philadelphie. Une vague de meurtres commis par des adolescents à l'aide de pistolets ou de fusils ces derniers mois dans des établissements scolaires ne facilite en tout cas pas la tâche du nouveau président. La NRA a tenté de contrer l'effet négatif de cette série de drames en faisant acclamer au cours de son congrès deux héros de la dernière fusillade, celle d'un lycée de l'Oregon, Jake et Josh Ryker, deux frères qui ont réussi à maîtriser leur camarade de classe qui venait de viser son chargeur dans la café-

teria, tuant deux adolescents après avoir abattu ses parents. Le père de Jake et Josh Ryker est membre de la NRA et, en venant au congrès avec ses deux fils, a voulu aider l'organisation à prouver que le problème n'est pas le port légal des armes à feu, mais l'environnement social et le « laxisme judiciaire ». Au lendemain du congrès de la NRA, des représentants des communautés affectées par cinq récents massacres en milieu scolaire se sont réunis à Memphis pour tenter de trouver des solutions au problème des armes à feu chez les jeunes et voir comment détecter des signes de troubles chez des adolescents perturbés avant que le pire ne se produise. Pour la NRA, l'opinion publique américaine sera dure à reconquérir : selon plusieurs sondages récents, une grande majorité des Américains restent favorables au contrôle des armes à feu.

Sylvie Kauffmann

L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

LE CAS PAPON

Les leçons d'un procès

- Fallait-il condamner Maurice Papon ?
- Était-il un fonctionnaire comme les autres ?
- Le procès a-t-il modifié notre vision de Vichy ?
- L'épuration a-t-elle été mal faite après la Libération ?
- Faut-il appeler les historiens à la barre ?

Les réponses des meilleurs spécialistes :
Jean-Pierre Azéma, François Bédarida, Philippe Burrin, Jean-Noël Jeanneney, Henry Rousso et Olivier Wieviorka.

A LIRE AUSSI :
Ces Barbares qui ont conquis l'Europe

N° 222 - JUIN 1998 - EN KIOSQUE - 38 F

هكذا امتد الأصل

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 13 JUIN 1998 / 5

Ces 2 petits pois ont le même goût, mais lequel, issu des BIOTECHNOLOGES, est le plus riche en acides aminés essentiels ?

Les futurologues qui nous menaçaient pour la fin de ce siècle d'une alimentation à base de pilules se sont trompés : les petits pois seront toujours ronds et verts mais les biotechnologies permettront d'améliorer leur composition nutritionnelle.

Aujourd'hui, les fruits et les légumes fragiles, comme la tomate ou le melon, sont récoltés quand ils sont encore verts de façon à supporter le délai et les conditions de transport. Récoltés trop tôt, ils n'ont pas le temps d'intégrer les substances indispensables au développement des arômes. Les biotechnologies permettent de produire des fruits et des légumes qui se conservent plus longtemps. Ils n'ont plus besoin d'être récoltés trop tôt et peuvent mûrir sur la plante. Ils ont ainsi tout le temps de développer leurs arômes. Les melons à maturation ralentie sont par exemple plus sucrés. Les tomates que l'on peut cueillir à maturité gardent

leur fraîcheur et leur goût jusque dans notre assiette.

Les biotechnologies permettent aussi de faire pousser des aliments naturellement meilleurs pour la santé.

Parmi les cultures en cours de développement, on trouve des pommes de terre qui absorbent moins de matières grasses lors de la cuisson, des pois contenant plus d'acides aminés essentiels, des tomates à plus forte teneur en bêta-carotène, élément précurseur de la vitamine A. Bientôt seront également disponibles des huiles végétales plus riches en certains acides gras qui jouent un rôle déterminant dans le développement du cerveau, et qui contiennent moins d'acides gras saturés responsables des problèmes cardio-vasculaires.

Perdu.



A LA SEMAINE PROCHAINE, POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES BIOTECHNOLOGIES, POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION SUR LES BIOTECHNOLOGIES, **NOUVEAU 0 800 047 057** OU CONSULTER NOTRE SITE WEB : www.monsanto.fr

ET LES BIOTECHNOLOGES... LES BIOTECHNOLOGES PERMETTENT D'AMÉLIORER LA GÉNÉRIQUE POUR FAISSEUR DES PRODUITS... LES BIOTECHNOLOGES PERMETTENT D'AMÉLIORER LA GÉNÉRIQUE...
MONSANTO EST UNE SOCIÉTÉ QUI SE CONSACRE AUX SCIENCES DE LA VIE EN DÉVELOPPANT SES COMPÉTENCES DANS LES DOMAIRES DE L'AGRICULTURE, DE LA NUTRITION ET DE LA SANTÉ. À CÔTÉ DE MONSANTO COMME UNE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE DANS LA CHIMIE EN 1970, MONSANTO A DÉCOUVERT "ROUNDO", CHIMIQUE CONSIDÉRÉ COMME LE PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT. "ROUNDO" EST AUJOURD'HUI LE PLUS VENDU AU MONDE. EN 1970, MONSANTO A CÉLÈBRÉ LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE SES BIOTECHNOLOGES VÉGÉTALES. EN 1997, MONSANTO S'EST SÉPARÉ DE SA DIVISION DÉTACHÉE POUR SE CONCENTRER EXCLUSIVEMENT SUR LES BIOTECHNOLOGES DE LA VIE.

MONSANTO
Nutrition - Santé - Agence

Le consensus sur la Nouvelle-Calédonie masque les réticences de certains élus de droite

Les députés ont achevé l'examen du texte sur la mise en œuvre de l'accord de Nouméa

Les députés ont examiné en première lecture, jeudi 11 juin, le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie. Destiné à per-

mettre la mise en œuvre de l'accord de Nouméa du 5 mai, ce texte fera l'objet d'un vote solennel mardi 23 juin. Dans l'hypothèse, probable, d'un

vote conforme par le Sénat, le projet de loi devrait être définitivement adopté par le Congrès le 6 juillet.

COMME l'avaient laissé présager les travaux de la commission des lois (*Le Monde* du 11 juin), l'examen, en séance publique, du projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie, jeudi 11 juin, à laquelle assistait une délégation du Front de libération kanak et socialiste (FLNKS), conduite par son ancien président Paul Néaoutyine, a confirmé qu'il recevait le soutien de tous les groupes de l'Assemblée nationale.

Dans l'hémicycle, un seul député a pris clairement position contre le projet de gouvernement. Refusant de « voir ainsi condamner le rôle de la France dans son histoire », inquiet de « voir remis en cause un certain nombre de

grands principes constitutionnels », Lionel Luca (RPR, Alpes-Maritimes), comme il l'avait déjà fait en commission, a défendu en vain la suppression de plusieurs articles. Pour contrer cette intervention, exprimée « à titre personnel », le chef de file des députés RPR, Jean-Louis Debré, a rappelé que son groupe « approuve le projet de loi et les accords de Nouméa ». « La France doit être fière de ce qui se passe dans le Pacifique », a affirmé M. Debré, ajoutant, en faisant référence au discours de Brazzaville prononcé par le général de Gaulle, le 30 janvier 1944 : « Notre responsabilité est d'accompagner la Nouvelle-Calédonie dans sa recherche de paix et de fraternité. » Evoquant, dans les

couloirs, une possible influence du Front national sur la position prise par M. Luca, le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), Jacques LaBreur, a reconnu que plusieurs de ses collègues « ne veulent pas » participer au scrutin du 23 juin.

UN CHOIX DE RAISON

L'isolement du député des Alpes-Maritimes, parmi la trentaine de députés présents dans l'hémicycle, ne doit pas masquer, en effet, les réticences d'un certain nombre d'élus de l'opposition, contraints de s'effacer derrière l'accord obtenu par les signataires de Nouméa auprès de l'ensemble des formations politiques, à l'ex-

ception du Front national. Porteparole des députés DL, Dominique Bussereau (Charente-Maritime) a ainsi, « par honnêteté », fait part des « réticences de quelques-uns » de ses collègues. Elles portent sur « l'aspect républicain et la philosophie » du préambule de l'accord de Nouméa, sur la « préférence nationale de fait instituée par le texte », et sur les restrictions apportées au corps électoral en Nouvelle-Calédonie. « Certains de mes amis n'ont pas manqué de s'inquiéter de la limitation du corps électoral (...) ou du régime juridique différencié dont bénéficient les "citoyens de Nouvelle-Calédonie", notamment en matière d'accès à l'emploi », a relevé à son tour Didier Quentin (RPR, Charente-Maritime).

Saluée avec enthousiasme par la plupart des élus de gauche, la mise en œuvre programmée de l'accord de Nouméa semble davantage être, à droite, un choix dicté par la raison. « Le choix est entre ce texte et une reprise des affrontements, qui (...) risqueraient de déboucher sur l'indépendance, ou une partition dans les pires conditions », a ainsi relevé M. Quentin, tandis qu'Henry Jean-Baptiste (UDF, Mayotte) regrettait que « la voie de l'indépendance soit quelque peu privilégiée, voire présentée comme inéluctable ».

Plusieurs élus d'outre-mer, comme Christiane Taubira-Delanon (app. PS, Guyane), ou, de façon plus virulente, le député indépendantiste de la Martinique, Alfred Marie-Jeanne, ont saisi l'occasion de ce débat pour réclamer une autonomie accrue dans les DOM.

Laurent Mauduit

Jean-Baptiste de Montvalon

La prestation-dépendance modifiée en commission au Sénat

L'AMENDEMENT de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, sur la prestation spécifique dépendance (PSD) a été adopté par la commission des affaires sociales du Sénat, jeudi 11 juin. Introduit dans le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions, cet amendement vise à corriger les inégalités d'application de la PSD, créée par la loi du 24 janvier 1997, dans les départements (*Le Monde* du 12 juin).

Le gouvernement va publier « dans les plus brefs délais » un décret réformant la tarification des établissements hébergeant des personnes âgées ; puis, selon l'application de cette réforme par les conseils généraux, le gouvernement prendra, « si cela est nécessaire », un décret fixant le barème minimal de prestation. Les conventions tripartites entre les conseils généraux, l'Etat et les directeurs d'établissement devront être signées dans un délai de deux ans à compter de la réforme de la tarification.

Le conseil régional d'Ile-de-France retarde un dossier impliquant la MNEF

JEAN-PAUL HUCHON (PS), président du conseil régional d'Ile-de-France, a renoncé à soumettre au vote de la commission permanente de la région, réunie jeudi 11 juin, l'attribution d'une subvention de 7,7 millions de francs à la construction de deux programmes de logements pour étudiants, dont l'un (cent logements), situé à Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, aurait dû voir sa gestion déléguée à la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF).

La gestion de cet organisme fait l'objet de deux enquêtes, de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de la Cour des comptes. L'opposition, prête à financer l'autre programme de 163 logements situé à Paris (12^e), souhaite disposer du résultat de ces enquêtes avant d'engager l'argent de la région.

DÉPÊCHES

■ PARIS : la fédération RPR de Paris a procédé, jeudi 11 juin, à l'élection de plusieurs secrétaires de circonscription. Patrick Stefanini, proche d'Alain Juppé, a été élu dans le 18^e arrondissement, où il avait été candidat aux législatives. Dans le 17^e, fief de Bernard Pons, un proche de celui-ci, Jean-Didier Berthault, a été réélu sans difficulté, de même que Dominique Estienne et Pascal Vivien, dans les deux circonscriptions du 13^e arrondissement, dont Jacques Toubon est le maire.

■ DROGUES DOUCES : Lionel Jospin se déclare hostile à la dépénalisation des drogues douces, dans un entretien publié par *Le Parisien* du 12 juin. Pour le premier ministre, « l'interdit de consommation de drogue contribue à la prévention comme à la répression ». Lionel Jospin souhaite que, dans le cadre de la prévention, « la prise en charge thérapeutique, sociale et psychologique des toxicomanes », qu'ils soient dépendants de l'alcool, de la drogue ou de médicaments, « soit approfondie ».

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : le projet de loi d'aménagement durable du territoire sera soumis « dans les tout prochains jours » au Conseil d'Etat et transmis pour avis au Conseil économique et social », a indiqué, jeudi 11 juin, le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, à l'issue d'une réunion du Conseil national d'aménagement et de développement du territoire. Le Conseil souhaite « préciser la place des départements » et le rôle des « pays » dans la future loi, ajoute le ministre.

La réponse de Dominique Strauss-Kahn au PS

LE DÉBAT FISCAL connaît un rebondissement inattendu. Alors que le gouvernement et la majorité se sont mis d'accord, depuis plusieurs mois, pour que les projets de réforme mis en œuvre à partir de 1999 portent sur trois volets - fiscalité locale, fiscalité du patrimoine et fiscalité écologique -, la bataille s'est déplacée sur un nouveau front, celui de la fiscalité de l'épargne.

C'est François Hollande qui en est à l'origine. Craignant visiblement que la baisse du taux de rémunération du Livret A ne soit mal perçue par l'opinion, alors que la Bourse est en forte hausse depuis le début de l'année, le premier secrétaire du PS a émis le souhait que « ceux qui ont un enrichissement rapide, ceux qui font des plus-values importantes », soient « appelés à la solidarité » (*Le Monde* du 11 juin).

Tout en affirmant qu'il ne s'agit pas d'une fin de non-recevoir, Dominique Strauss-Kahn a ressenti le besoin de réagir. Lors d'un rendez-vous avec la presse, jeudi 11 juin, il a d'abord fait cette remarque : « Le fait que la Bourse se porte bien n'est pas un scandale. La Bourse reflète fondamentalement, même si

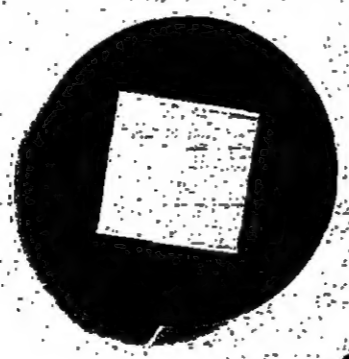
parfois elle est un peu spéculative, les anticipations de résultats des entreprises, et donc c'est un signe parmi d'autres que la croissance est de retour. »

Puis, dans la foulée, le ministre des finances a rappelé qu'une « part considérable du chemin », dans la taxation des revenus de l'épargne, avait été fait, avec la loi de finances pour 1998 et la loi de financement de la Sécurité sociale. Compte tenu de différentes mesures, dont le relèvement de la CSG et la réforme de l'assurance-vie, la taxation des revenus de l'épargne, a-t-il indiqué, devrait s'élever à environ 70 milliards de francs en 1998, contre 50 milliards de francs en 1997, soit une hausse de 40 %. « Tout le monde n'a pas à l'esprit ce qui a déjà été fait dans la loi de finances », a insisté M. Strauss-Kahn. « Dans ces conditions, a-t-il ajouté, il faut commencer à en regarder les effets, avant de vouloir s'engager dans une autre phase. »

Officiellement, donc, M. Strauss-Kahn n'a pas répondu à M. Hollande par la négative. Mais on admettra que c'est tout comme...

Laurent Mauduit

Jean-Baptiste de Montvalon



Encore une bonne raison d'aller à la Fnac



En démonstration les 11, 12 et 13 juin dans toutes les Fnac et Fnac Telecom.

Le Pack SFR Complice contient 2 portables Alcatel One Touch Club avec deux lignes distinctes dont les frais de mise en service sont inclus. Chacun des "complices" a accès à 2 forfaits SFR au choix : 1H + 1H week-end ou 2H + 2H week-end. De plus, ils bénéficient à vie d'1 heure gratuite par mois entre les 2 numéros (30 minutes pour chaque numéro).

www.fnac.fr

هكذا امتد الأصل

(Publicité)

Le monde bouge. Voici son sismographe.

M. Fabius et M. Hervé
des de...
ore prêt au... en... 1985

dures distinctes

de 1986

Le monde bouge. Voici son sismographe.

The Economist

Les militants FN accusés du meurtre d'Ibrahim Ali continuent d'invoquer la légitime défense

Cette thèse est fortement contestée par les camarades du jeune Français d'origine comorienne

Lors de la troisième journée du procès du meurtre d'Ibrahim Ali, Robert Lagier, accusé du crime, et ses deux autres complices colliers d'aff-

iches du Front national ont tenté de convaincre les jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône que le drame est « un accident malheu-

reux » dû à une peur panique. Parties civiles au procès, les camarades du jeune homme assassiné donnent, eux, une toute autre version.

AIX-EN-PROVENCE

Quand il apprend le 22 février 1995 la mort d'Ibrahim Ali, Robert Lagier, un maçon au chômage, militant du Front national, se dit « confusé-ment » qu'il en est responsable. La veille au soir, il a fait usage à trois reprises de son



pistolet 22 long rifle alors qu'il participait à Marseille, avec deux autres militants frontistes, Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio, à un collage d'affiches. Au troisième coup de feu, Ibrahim Ali, un lycéen de dix-sept ans, Français d'origine comorienne, s'effondre touché d'une balle dans le dos (Le Monde du 10 juin). Accompagné d'une répétition du groupe de rap B. Vice.

Devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône où il comparait aux côtés de ses deux acolytes pour répondre du meurtre d'Ibrahim Ali, Robert Lagier tente de convaincre les jurés que le drame est un « accident malheureux » provoqué par une peur panique. A en croire sa version, un ensemble de faits l'aurait persuadé que lui-même et ses amis allaient être victimes d'une agression.

Au carrefour des Ayygalades, dans

les quartiers nord de la ville, où le trio s'apprête à coller ses affiches, Robert Lagier s'inquiète du manque de visibilité. Il fait demi-tour, stoppe aux feux tricolores et entend « des pierres qui commencent à tomber sur sa voiture ». Pour lui, aucun doute, les jeunes, de « conviction » avec les passagers de la 309, ont décidé de s'en prendre à eux. Il est même certain d'en voir un brandir un couteau. « J'ai entendu des cris que j'ai interprétés comme un encouragement à nous casser la gueule », précise-t-il. Il sort alors de sa voiture et tire. Peu après, d'Ambrosio lui-même fait usage à deux reprises de son pistolet 7,65.

Malgré la minutieuse enquête policière, Robert Lagier a du mal à admettre certaines évidences. Lors des premiers interrogatoires, il soutient que le groupe de jeunes comptait dix-sept à dix-huit personnes. « Quand on m'a dit qu'ils n'étaient que dix, j'ai pensé qu'on avait demandé aux autres de ne pas témoigner parce que peut-être ils n'étaient pas présentables », avoue-t-il aujourd'hui à ses juges. Même

si l'enquête balistique a totalement exclu la possibilité d'un tir par ricochet, l'accusé croit que l'hypothèse est « toujours envisageable ». « Ça permettrait d'attribuer ma responsabilité », glisse-t-il sans rire.

UN PÉCHARD ?

Mario d'Ambrosio a lui aussi vu des pierres, notamment une qui « a traversé le faisceau des phares de la 205 ». Pourtant, l'expertise du véhicule a démontré qu'au moins cinq des six impacts relevés sur la carrosserie n'ont aucun lien avec les pierres. Pierre Giglio, lui, n'a pas vu les jets de pierres. « Mais j'ai entendu de violents coups d'arrière de la 205, j'ai pensé que c'étaient des pierres ». Présenté par ses proches comme un « péchard », il est pris de panique. « Je suis sorti de la voiture pour courir vers ma Renault 18. J'avais peur qu'elle soit esquivée et je craignais pour ma vie aussi ».

Contrairement aux deux autres accusés, il a même vu certains jeunes portant des bâtons, bien qu'aucune constatation n'ait permis d'étayer ses dires.

Des versions des faits, qui toutes mettent en avant la thèse de la légitime défense, sont contestées par les camarades d'Ibrahim Ali. Parties civiles au procès, ils viennent chacun à leur tour et dignement don-

ner une version autrement plus accablante pour les trois colliers d'affiches. Ils couraient, disent-ils, pour rejoindre l'arrêt du bus de nuit qui devait les ramener à leur domicile de la cité de La Savine. « L'un de nous a dit : "Il faut faire vite, on va rater le bus" », raconte Saïd Ahamada. Accusé par Robert Lagier d'avoir eu un couteau sur lui, Saïd Ibrahim dément formellement. « Après votre répétition vous avez bien fait des sandwiches ? », demande le président Bernard Fayolle. Avec quoi ? « Nous avons coupé le pain avec le couvercle d'une boîte de conserve », précise le témoin.

Y a-t-il eu des jets de pierres ? « Nous avions les bras chargés de matériaux de sona, explique Adeline Chamed, douze ans et demi à l'époque des faits. Moi-même je portais une platinette K7. L'enquête n'a d'ailleurs pas permis de retrouver trace, sur place, des pierres qui auraient servi à ce que Robert Lagier qualifie d' « injûda ». Seul Patrick Tavres, membre du groupe de rap B. Vice, confirme une information qu'il avait donnée aux enquêteurs : lui aussi a vu la fameuse 309, celle dont la présence « sus-pecte », le soir du 21 février, a convaincu Robert Lagier qu'une agression se préparait et a conduit au crime.

Acacio Pereira

Les experts concluent qu'Yves Montand n'est pas le père d'Aurore Drossart

Cette affirmation résulte de tests sur l'ADN

« DE NOS ANALYSES, il ressort que monsieur Yves Montand, né le 13 octobre 1921, n'est pas le père de mademoiselle Aurore Drossart, née le 6 octobre 1975. » Le rapport des professeurs Christian Dautremerpuich, Jean-Paul Moisan et Myriam Sabatier, tous trois mandatés par la cour d'appel de Paris, est formel mais intervient comme un nouveau coup de théâtre dans la polémique qui oppose depuis neuf ans les deux familles. Selon les conclusions des trois experts, dont Libération donne les grandes lignes, l'analyse des empreintes génétiques exclut tout lien de parenté entre Yves Montand et Aurore Drossart.

Cette affirmation résulte des prélèvements d'ADN faits sur les restes du cadavre d'Yves Montand. Le 6 novembre 1997, la cour d'appel de Paris avait ordonné l'exhumation du corps de l'acteur, mort le 9 novembre 1991. La première chambre avait pris sa décision au vu du rapport du professeur Philippe Rouger, expert en biologie, qui avait déclaré ne pas pouvoir répondre avec certitude à la question de la paternité sans disposer d'échantillons d'ADN d'Yves Montand. Il avait effectué une première analyse en comparant des échantillons de sang du fils et de la sœur d'Yves Montand avec ceux d'Aurore Drossart et Anne, sa mère (le Monde du 8 novembre).

La décision de la cour d'appel avait été fortement critiquée ; médecins, religieux et philosophes s'interrogeant sur le droit d'imposer à un mort une recherche en paternité à laquelle il s'était toujours opposé de son vivant. Le 11 mars, le corps d'Yves Montand était exhumé du cimetière du

Père-Lachaise en présence des deux familles et les prélèvements effectués à l'institut médico-légal de Paris, devant Anne Drossart et sa fille. Dans un entretien paru le 3 juin dans le quotidien France-Sol, la mère d'Aurore expliquait leur volonté d'assister à l'autopsie par le sentiment de « s'être tel-lement fait avoir jusqu'ici ».

NEUF ANNÉES DE PROCÉDURE

Depuis 1989, Anne Drossart affirme qu'Yves Montand est le père de sa fille. L'acteur avait admis sa liaison avec la jeune femme mais avait refusé de reconnaître sa paternité et de subir des tests sanguins. A sa majorité, Aurore renouait à son compte l'action en recherche de paternité. Le 6 septembre 1994, le tribunal de grande instance de Paris jugeait, au vu des témoignages et de la ressemblance physique d'Yves Montand et d'Aurore Drossart, que cette dernière est la fille de l'acteur. La famille d'Yves Montand, c'est-à-dire sa compagne Carole Amiel et Catherine Allègre, faisait appel de ce jugement.

Destinataire du dernier rapport d'experts, la cour d'appel de Paris devait rendre son arrêt définitif avant la fin de l'année, estime M^{me} Dominique Plwnica, avocate de Catherine Allègre et de Carole Amiel. Catherine Allègre, fille adoptive de l'acteur, a déclaré être « bouleversée en pensant à ces neuf années de procédure, de douleur, de monstruosité, et à l'ignominie de cette exhumation ». De son côté, Anne Drossart a affirmé qu'elle allait poursuivre son combat pour « prouver [sa] bonne foi et la légitimité de [sa] fille ».

Michèle Aulagnon

Les fréquences de Taiwan, entre audience civile et instruction pénale

C'EST un petit dossier bleu. Il ne contient que quelques dizaines de pages, mais il pourrait valoir 160 millions de francs. L'avocat de la société Thomson-CSF, M^{me} Jean-Etienne Giamarchi, l'a posé à sa gauche, sur un tas d'autres pièces. Jeudi 11 juin, en début d'après-midi, dans le calme feutré d'une salle de réunion où les avocats plaident assis, les trois magistrats de la première chambre de la cour d'appel de Paris l'écourent retracer les grandes lignes de ce qu'il est devenu d'appeler, hors l'enceinte du palais de justice, une « affaire d'Etat ».

Depuis sept ans, Thomson est opposé à une société fiduciaire suisse, dénommée Frontier AG Bern, qui lui réclame une commission de 1 % sur le montant d'un marché colossal : la vente au gouvernement de Taiwan de six fréquences françaises. En 1996, la Cour internationale d'arbitrage de Genève a condamné le groupe d'élec-

tronique à payer 160 millions de francs à la société suisse, dont l'ayant-droit paraît être un businessman de Hongkong, Edmond Kwan. Cette décision a été rendue exécutoire en France par une ordonnance du tribunal de Paris, dont Thomson a relevé appel. Le groupe industriel a, par ailleurs, déposé une plainte pénale pour « tentative d'escroquerie », le 26 février 1997, dont l'instruction a été confiée au juge Eva Joly. Une façon, pour Thomson, de « jouer sa toute dernière carte », commentera l'avocat général, Jean-Claude Lau-tru.

C'est ainsi que s'est rempli le petit dossier bleu. « Si nous n'avons pas pu convaincre le tribunal arbitral que la commission qui nous est réclamée était indue, nous serions aujourd'hui, grâce à la procédure pénale, en mesure de la faire, affirme l'avocat de Thomson-CSF, M^{me} Giamarchi. Désormais, nous avons des preuves. » Ces

« preuves », ce sont celles recueillies par M^{me} Joly, au détour de son enquête sur l'affaire Elf, et plus précisément sur les commissions perçues en Suisse par Christine Deviers-Joncour, amie et ancienne collaboratrice de Roland Dumas. L'avocat rappelle qu'elle a déclaré, sur procès-verbal, qu'une partie des sommes qui lui ont été accordées constituait « sa part sur la commission des fréquences », versée par avance, en contrepartie d'une « intervention » auprès de M. Dumas, alors ministre des affaires étrangères. Il évoque aussi une lettre rédigée par Edmond Kwan, et découverte lors d'une perquisition, qui prouve que l'« intervention » de l'homme d'affaires devait servir de « rideau de fumée » à une opération de détournement – ce document a été publié par Le Monde, le 26 janvier 1998. Si bien, conclut-il, qu'une validation, par la cour d'appel, de la décision arbitrale condamnant Thomson « reviendrait à valider la rémunération d'un trafic d'influence ».

La difficulté réside néanmoins dans le fait que ces éléments, divers notaires par leur publication dans la presse, sont officiellement ignorés par la cour d'appel. Fort logiquement, le défenseur de M. Kwan, M^{me} Jean-Pierre Karsenty, ne souhaite pas « entrer dans ces détails », dont il assure « tout ignorer ». Sept ans après, en dépit de toutes les découvertes – dont certaines ont conduit jusqu'à la mise

en examen du président du Conseil constitutionnel –, il réclame toujours, comme si de rien n'était, le versement des 160 millions de francs, en vertu de la sentence arbitrale suisse, et ce paradoxe confère aux débats une sorte d'immatérialité. M. Kwan n'est jamais reparu en France, pas plus que l'ancien et sulfureux directeur des « affaires générales » d'Elf, Alfred Sirven, que tout désigne comme son commanditaire, et aujourd'hui sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Mais Thomson, qui est encore « pour quelques semaines ou quelques mois » une entreprise publique, rappelle son avocat, est toujours sous la menace d'une obligation de payer.

Pour l'en délier, M^{me} Giamarchi demande que la cour puisse, simplement, prendre connaissance du petit dossier bleu. « Ce n'est pas grand-chose, dit-il humblement, ça se lit en une heure et demie. » Mais la transmission de pièces issues d'une procédure pénale se heurte au secret de l'instruction. Quadrature. Pour apporter la lumière dans une affaire « où l'on s'avance masqué », l'avocat général a estimé que la cour « ne pourrait pas faire l'économie de la connaissance de ces pièces », et a donc requis qu'elle en demande la communication au juge Eva Joly, avant de prendre sa décision. L'arrêt sera rendu le 10 septembre.

Hervé Gattegno

Deux projets de mosquée sont en lice à Strasbourg

STRASBOURG

Le maire de Strasbourg, Roland Ries (PS), se trouve confronté à un problème original : deux projets de construction d'une grande mosquée dont les promoteurs semblent irréconciliables ont été déposés sur son bureau.

Le premier, l'Institut musulman d'Europe, est défendu par une association créée en décembre 1997. Présidée par un universitaire français, le professeur Ali Bouamama, elle souhaite construire un vaste ensemble comprenant à la fois un centre culturel et scientifique musulman et une grande mosquée. Le projet affirme son indépendance, son ouverture, son pluralisme et promet la transparence financière : les statuts précisent qu'aucun donateur ne pourra dépasser 10 % de l'investissement. Le professeur Bouamama affirme fédérer 55 associations et représenter 70 à 80 % des musulmans strasbourgeois. L'importante communauté turque, un tiers de l'islam strasbourgeois, est représentée à ses côtés.

Ebauché depuis 1992, le second projet est défendu par l'équipe animée par le président marocain de l'actuelle mosquée de Strasbourg, Abdallah Boussouf. Partisan résolu du dialogue interreligieux, il est l'un des fondateurs d'une coordination des musulmans d'Europe. Il souhaite construire à Strasbourg une grande mosquée, un projet « porté par des musulmans pratiquants », où le culte prenne la première place, mais n'exclut ni l'action culturelle ni l'ouverture aux non-pratiquants. M. Boussouf estime avoir le soutien de la quasi-totalité des associations qui gèrent des lieux de culte dans l'agglomération.

Les deux groupes, qui rêvent d'un terrain emblématique juste en face de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, espèrent décrocher le soutien de la municipalité. La ville pourrait offrir le terrain et subventionner les travaux à hauteur de 10 %. C'est l'usage à Strasbourg pour les

autres cultes (catholique, luthérien, réformé et israélite), qui sont reconnus par le statut particulier de l'Alsace-Moselle, le Concordat pour les catholiques, des articles organiques pour les protestants et les israélites.

PIGNON SUR RUE

Pour le maire de Strasbourg, Roland Ries, qui espère encore qu'une synthèse sera possible, le choix sera inspiré par le principe républicain et européen de la liberté religieuse et le souci d'un équilibre entre les différentes religions. « L'islam est la troisième religion d'Alsace, elle doit avoir pignon sur rue », a-t-il déclaré au Dernières Nouvelles d'Alsace. Bien qu'environ 40 000 à 50 000 personnes se réclament plus ou moins directement de l'islam dans l'agglomération de Strasbourg, un parti politique régionaliste et extrémiste, le Mouvement régionaliste d'Alsace, présent au conseil régional et au conseil municipal de Strasbourg, mène un combat sans relâche contre le projet.

Les responsables des autres cultes ont pris position à la mairie : au nom de la « solidarité spirituelle », Mgr Joseph Doré, archevêque de Strasbourg, les présidents Marc Lienhard pour les luthériens et Antoine Pfiffer pour les réformés, ainsi que René Gutman, grand rabbin du Bas-Rhin, ont estimé « justifiée » la présence d'une grande mosquée à Strasbourg. Sans évoquer les deux projets concurrents, ces responsables religieux estiment que « cette mosquée centrale devrait avoir en priorité une destination culturelle » mais pourrait être aménagée de façon à favoriser aussi « la transmission de la culture et de la pensée musulmanes ». Ils espèrent que cette mosquée, dans « le respect des lois de la République et le refus de toute ingérence étrangère », pourra « contribuer à l'intégration culturelle et politique, dans notre société, des musulmans qui vivent parmi nous ».

Jacques Fortier

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE
ARRONDISSEMENT DE POITIERS
Communes de CHASSENEUIL DU POITOU
et JAUNAY CLAN

AVIS D'ENQUETE

Par arrêté préfectoral n° 98-D2/B3-138 en date du 12 juin 1998 a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'implantation d'une station T.G.V. au Futuroscope sur le territoire des communes de Chasseneuil du Poitou et Jaunay Clan dont le maître d'ouvrage est le Conseil Général de la Vienne.

Les pièces du dossier d'enquête seront déposées, avec un registre, en Mairies de CHASSENEUIL DU POITOU, JAUNAY CLAN et POITIERS (siège du District de Poitiers) à la disposition du public pendant 33 jours consécutifs, du lundi 29 juin (9 h) au vendredi 31 juillet 1998 (17 h 30) inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance en mairies de :

- CHASSENEUIL DU POITOU du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h le samedi de 9 h à 12 h.
- JAUNAY CLAN du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 h 30.
- POITIERS du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

Chacun pourra consigner ses observations sur les registres ou les adresser, par écrit, soit aux Maires, soit au commissaire enquêteur, M. Georges LEHIDEUX, Receveur Principal des Impôts en retraite dans les mairies concernées.

Le commissaire enquêteur siègera en mairie de Chasseneuil du Poitou les :

- lundi 29 juin 1998 de 9 h à 12 h
- samedi 18 juillet 1998 de 9 h à 12 h
- mercredi 23 juillet 1998 de 14 h 30 à 17 h 30
- vendredi 31 juillet 1998 de 14 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur disposera du délai d'un mois pour faire connaître ses conclusions qui seront déposées en mairies de Chasseneuil du Poitou, Jaunay Clan et Poitiers (siège du District de Poitiers) et à la préfecture de la Vienne où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance. Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au Préfet (Direction des Relations avec les Collectivités Locales et du Cadre de Vie - Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie).

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE
ARRONDISSEMENT DE POITIERS
Communes de CHASSENEUIL DU POITOU
et JAUNAY CLAN

AVIS AU PUBLIC

Le Conseil Général de la Vienne envisage d'implanter une station d'arrêt T.G.V. au Futuroscope sur le territoire des communes de Chasseneuil du Poitou et de Jaunay Clan.

En complément de cette réalisation, il est prévu de créer deux voies de déchargement pour les T.G.V., parallèles aux voies existantes dont le maître d'ouvrage est le Réseau Ferré de France (R.F.F.).

Conformément à la réglementation en vigueur, une étude d'impact relative à la réalisation de ces voies est mise à la disposition du public en mairies de CHASSENEUIL DU POITOU, JAUNAY CLAN et POITIERS (siège du District) du lundi 29 juin (9 h) au vendredi 31 juillet 1998 (17 h 30) aux heures d'ouverture des bureaux des mairies, à savoir :

- CHASSENEUIL DU POITOU du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h le samedi de 9 h à 12 h.
- JAUNAY CLAN du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 h 30.
- POITIERS du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

DP 100 1320

هناك اصل

Les experts concluent
Yves Montand n'est
père d'Aurore Drossé

RÉGIONS
LE MONDE / SAMEDI 13 JUIN 1998

Bordeaux : les premiers signes du réveil de « la belle endormie »

Les nouvelles municipalités à mi-mandat. Après le règne anesthésiant de Jacques Chaban-Delmas, Alain Juppé a engagé, avec quelques succès, la rénovation de la capitale aquitaine. Mais les relations entre les Bordelais et l'ancien premier ministre restent distantes

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Parce que c'était elle, parce que c'était lui... on serait tenté de parodier Montaigne, l'enfant du pays, pour évoquer la rencontre d'Alain Juppé et de Bordeaux. Si un « groupe des neuf » représentants des milieux économiques lui avait fait un bon de cour pour emporter une décision de candidature qui méritait, les épousailles de l'ex-premier ministre et de la préfecture de la Gironde correspondent pourtant moins à un coup de foudre qu'à un mariage de raison. La capitale de l'Aquitaine voulait garder à sa tête un « homme d'Etat ». Les trois années que M. Juppé vient de passer à la mairie de Bordeaux ne peuvent échapper à une mise en perspective avec le quasi-demi-siècle qu'a tenu son prédécesseur. Juppé 1 ne sortira pas si aisément de l'après Chaban.

TROIS ANS APRES
fait un bon de cour pour emporter une décision de candidature qui méritait, les épousailles de l'ex-premier ministre et de la préfecture de la Gironde correspondent pourtant moins à un coup de foudre qu'à un mariage de raison. La capitale de l'Aquitaine voulait garder à sa tête un « homme d'Etat ». Les trois années que M. Juppé vient de passer à la mairie de Bordeaux ne peuvent échapper à une mise en perspective avec le quasi-demi-siècle qu'a tenu son prédécesseur. Juppé 1 ne sortira pas si aisément de l'après Chaban.

A droite comme à gauche, chacun s'accorde à dire que « Chaban-Delmas a fait, au moins, un mandat de trop ». Entièrement redoutable. Outre les mauvaises habitudes d'un règne sans partage, des choix aventureux, des caprices « girondins », ont creusé un surendettement calamiteux qui imposait une cure d'assainissement. Lourde handicap devant lequel l'impétrant - qui a su remettre de l'ordre dans les finances - s'est pourtant partiellement dérobé. « Juppé gère la ville comme il a géré la France », observe Bertrand de Bentzmann, président de la chambre de commerce et d'industrie qui fut l'un des neuf ambassadeurs-intercesseurs. Comme il n'y a pas de sous dans les caisses et qu'il se refuse à augmenter les impôts, il s'est privé de marge de manœuvre pour marquer une rupture ou un changement. C'est tout à son honneur mais c'est sans doute une erreur. Prudence ou filiosité, Alain Juppé n'a pas encore laissé son empreinte de bâtisseur, mais a néanmoins concocté un projet urbain qui a reçu le soutien financier de la Commu-

nant européenne. « Le temps de l'urbanisme est un temps très long », plaide M. Juppé qui sait bien que c'est dans ce domaine que se fait la différence. « Ran » du maire, Didier Cazabonne, adjoint (UDF-FD) aux relations avec les collectivités territoriales, se félicite d'une « politique de proximité » capable de réveiller la « belle endormie » enclavée à vivre au-dessus de ses moyens, mais n'en estime pas moins qu'à mi-parcours « il est temps que les pioches sortent ». « MEGARAMA »
Alors que Bordeaux a toujours tourné le dos à son fleuve, le maire veut remédier à ce paradoxe historique en détruisant plusieurs des anciens hangars qui défigurent les quais pour en faire une promenade et un lieu de rendez-vous culturel. Mais le même a affirmé, à la manière d'un Napoléon, père du pont de pierre : « Un fleuve ça n'est pas fait pour être navigable mais pour être franchi ». D'où son grand dessein, tôt affiché, de jeter un nouveau pont sur la Garonne à la hauteur de la place des Quin-

conces afin de relier au cœur de la cité, le quartier délaissé de la Bastide, sur la rive droite, si proche, si lointaine. Et puis, patatras ! voilà que ce projet de pont vient de s'effondrer (Le Monde du 10 juin). Du coup, en renonçant à ce qui se serait apparu comme le geste fort de sa mandature - tout en prédisant que cette solution, « la meilleure », s'imposerait plus tard aux Bordelais - pour accéder le projet plus consensuel mais plus coûteux d'un tunnel nettement en aval, Alain Juppé se retrouve au milieu du gué. La revitalisation de la Bastide, ses friches industrielles et son habitat sinistré - autre idée forte, avec le tramway (lire ci-contre) - ne peut être efficacement mise en oeuvre sans un franchissement du fleuve. Lumineux symbole, la première réalisation visible à la Bastide, sur les ruines de l'ancienne gare d'Orléans, sera un multiplexe de 17 salles, construit par Bouygues et baptisé... « Mégarama ». Devrait suivre, une ZAC incluant un programme de logements et une zone d'activités et la « relocali-

sation » d'un pôle universitaire visant à ramener 6 000 à 8 000 étudiants face au centre-ville. A condition que soit réglé un problème récemment soulevé par le préfet : les risques d'inondabilité de la rive droite... Alain Juppé, se refusant à toute entrevue avec Le Monde, c'est dans le deuxième cercle de ses partisans qu'il faut aller glaner quelques « bons points ». Sur la sécurité, « il aurait remis des policiers sur le terrain pour dissiper le fameux « sentiment d'insécurité » - et sur la propreté : parce que Bordeaux était « l'une des villes les plus sales de France », un effort de nettoyage a été engagé au quotidien. Mais l'indice de satisfaction le plus fort, y compris parmi l'opposition, concerne assurément la réhabilitation du patrimoine architectural via une opération de ravalement systématique des façades, doublée d'un « plan lumière ». En sortant peu à peu de l'ombre et de la saie, l'austère cité de négoce dont la stagnation économique se mesure par un taux de chômage frisant les 17 %, retrouve la fierté de ses sublimes alignements

du XVII^e ou du XVIII^e, en pierres blanches, agrémentées de frises ou de mascarons, de ses places redevenues magiques où les terrasses débordent allégrement. On dirait, enfin, le Sud... Si le fort QJ du maire n'est pas contesté, un complexe de supériorité et une raideur indépassable ne le sont pas moins. « La gestion des affaires publiques suppose le doute et il ne doute pas assez », commente sans agressivité Alain Rousset, nouveau président socialiste du conseil régional qui avoue avoir avec M. Juppé des « rapports personnels assez chaleureux ». « Chez lui, le sentiment passe à la moulinette de son cerveau », reconnaît l'un de ses proches. C'est dire que la greffe de cet énarque n'est pas assurée de prendre sur une ville qu'on dit fermée et conservatrice mais qui cultive secrètement une chaleur méridionale. M. le maire fait du jogging et du « terrain » mais lors des manifestations officielles qui tissent le quotidien d'un édile, il ne force guère sa nature, assure le service minimum, fait des bisnes du bout des lèvres et expédie les vins d'honneur. Au moins ne peut-on le taxer de démagogie comportementale. Pour se rapprocher de ses administrés, M. Juppé qui loue un appartement jouxtant le jardin public, a acheté une maison de ville où il compte s'installer en famille à l'automne. « Le sens de l'écoute n'est peut-être pas la première qualité de cet énarque meneur d'hommes, concède Eric Saurat, PDG d'une société de transport, ancien président de l'Union patronale girondine, mais il cherche à s'humaniser et nous avons l'ambition de le borifier. » Alain Juppé serait ainsi un maire de garde, comme on dit d'un vin. L'avenir dira s'il s'agit d'un grand cru.

Robert Bellert avec Claudia Courtois

Un tramway pour oublier le métro
L'idée d'un transport en commun en site propre est ancienne mais le choix du tramway - jugé archaïque par Jacques Chaban-Delmas - s'est imposé avec Alain Juppé. Pendant dix ans, le projet a engendré plus de 300 millions de francs en études. En trois ans, le nouveau projet du maire - trois lignes, soit 43 km qui devront à terme traverser l'agglomération d'est en ouest et du nord au sud - a emporté une large adhésion, des maires socialistes de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) aux communistes.

TROIS QUESTIONS A... GILLES SAVARY
1 Gilles Savary, vous êtes président du groupe socialiste au conseil municipal. Après cinquante ans de chabanisme, comment s'est accomplie, à vos yeux, la succession ?
Bordeaux a passionnément aimé Chaban-Delmas, qui était un personnage solaire, un immense séducteur, l'un de ces hommes d'Etat capables d'épuiser la psychologie d'un peuple. Le rapport affectif était si fort avec les Bordelais qu'ils lui ont pardonné toutes ses faiblesses. Du coup, d'après les indicateurs financiers, en

1995, la situation de Bordeaux était presque aussi compromise que celle d'Angoulême. La moitié des Bordelais ont estimé qu'un premier ministre jeune et fringant était l'homme idéal pour sortir la ville de ses ombrages tout en la gardant à droite. Alain Juppé, représentant de l'Etat-providence, a fait naître des grandes espérances, mais on est passé aujourd'hui aux illusions perdues. Comme nous l'avons annoncé, Bordeaux est devenu pour lui un asile politique, voire un camp retranché.

2 Comment analysez-vous les trois premières années du mandat d'Alain Juppé ?
Après avoir écarté sèchement Jacques Valade, qui était le dauphin désigné de Chaban, il n'a fait que jouer le coucou. Il a beaucoup picoré dans le programme de la gauche, notamment pour la rénovation des écoles, l'aménagement des places, la construction de logements sociaux. Et il a prolongé le programme de Chaban : franchissement du fleuve, aménagement des quais, accueil de la Coupe du monde, projet de tramway, tout cela était dans l'air. A son actif, je mettrai le plan lumière et la mise en valeur du patrimoine architectural. Mais si l'une des urgences était de redresser les finances publiques, il l'a fait parfois maladroitement, dans le domaine de la culture, par exemple.

3 Et sur le style du maire, que diriez-vous ?
Vu de près, l'homme ne supporte pas la contradiction et se montre de plus en plus agressif à l'égard de ceux qui, comme moi, contestent ses positions. Il pratique une concertation en trompe-l'œil, très sélective, qui étouffe la démocratie et suscite l'indifférence civique. Alors que Chaban était un homme de réseau dont l'influence débordait sur toute la région, Juppé n'est qu'un homme d'appareil, entouré d'une garde prétorienne et de caciques du RPR. Reste l'homme privé, plutôt sympathique, sincère et probablement traversé de débats intimes sur l'engagement public.

POUR VOUS...
SERNAM
De l'Express à la Logistique, toutes vos solutions transport : Sernam Flight, Sernam Express, Sernam Messagerie, Sernam Lots, Sernam Logistique.
Dialogue Service... pour plus d'informations, appelez le 0 303 300 304
... ON N'EST PAS PRÈS DE S'ARRÊTER.

HORIZONS

ENQUÊTE

Une révolution chez Goldman-Sachs

Surnommée par certains concurrents « la tortue », cette richissime banque d'affaires, où le secret est de rigueur, est tentée par les sirènes de Wall Street. Ses cent quatre-vingt-dix associés-gérants débattent de son introduction en Bourse. Entre une tradition qu'ils vénèrent et l'appât du gain, ils hésitent

POUR faire carrière chez Goldman-Sachs, faut-il nécessairement être mince, soigné jusqu'au bout des ongles, porter d'invisibles lunettes cerclées, une chemise d'un blanc immaculé, une cravate de soie club aux tons sobres, avoir le teint blafard et pratiquer affablement la langue de bois ? Il faut, en tout cas, être le plus discret possible et se fondre dans le décor anonyme des salons de réception de la plus prestigieuse, la plus performante, mais aussi la plus secrète des banques d'affaires américaines.

Sous ce look aseptisé, sans aspérité, se dissimule un financier multimillionnaire, en passe de tripler ou quadrupler sa fortune s'il vote - comme c'est probable - en faveur de l'introduction de la banque en Bourse. Le sujet est brûlant : le 12 juin a commencé, dans un lieu jadis tenu secret, un conclave de trois jours. Les cent quatre-vingt-dix associés-gérants invités détiennent le capital de l'institution, la dernière des grandes maisons de Wall Street à avoir conservé son statut de *partnership* (« partenariat »). Il s'agit d'une société de personnes, en commandite, dont le capital - et les bénéfices - appartient à un petit groupe d'associés. L'an dernier, cent quatre-vingts hommes et une dizaine de femmes se sont ainsi partagés 18 milliards de francs avant impôt. Un peu moins que le produit national brut de la Tanzanie, un pays de 30 millions d'habitants.

C'est un tournant historique pour la banque fondée en 1869 par un instituteur juif bavarois, Marcus Goldman, rejoint, quelques années plus tard, par son gendre Samuel Sachs, l'inventeur du papier commercial. En Bourse, Goldman-Sachs vaut, selon les spécialistes de Wall Street, entre 130 et 180 milliards de francs. En votant « oui », les plus jeunes *partners* auront l'espoir de s'enrichir de plus de 100 millions de francs chacun, et les plus anciens... d'au moins 500 millions. Pris entre une tradition qu'ils vénèrent et l'appât du gain, ils hésitent.

Banque d'affaires, comme on dit en Europe, ou banque d'investissement, selon la terminologie anglo-saxonne, Goldman-Sachs conseille les grandes entreprises et les investisseurs dans le monde entier. Elle les aide dans leurs acquisitions stratégiques, dans leurs appels aux marchés financiers, dans la gestion de leurs avoirs. Active en coulisses dans presque toutes les fusions industrielles et financières de grande taille aux Etats-Unis, elle a aussi conseillé le groupe allemand Daimler-Benz, qui vient de s'unir avec l'américain Chrysler, ou Krupp dans son rapprochement avec Thyssen. Elle a aidé Elf à prendre une participation dans le géant pétrolier russe Yukos et a défendu les AGF face à l'attaque de l'assureur italien Generali. Elle a porté la plus grande banque italienne sur les fonds baptismaux, regroupant l'IMI et San Paolo.

L'établissement du 85, Broad Street, au sud de Manhattan, épaulé encore les gouvernements qui empruntent ou privatisent. Après avoir dirigé une émission d'obligations pour la Corée du Sud, la firme vient d'aider la Russie à lever 7,5 milliards de francs sur les marchés. Cette fourniture de onze mille personnes, qui se relaient jour et nuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, place en outre ses propres capitaux sur les marchés, dans l'immobilier ou dans le tour de table de sociétés à fort potentiel. Ses analystes financiers et ses économistes sont parmi les plus écoutés de la planète. Si seules les très riches familles peuvent ouvrir un compte chez Goldman-Sachs, tous les épargnants sont suspendus aux lèvres d'Abby Cohen, la spécialiste des actions américaines. Un seul mot de sa part peut peser



sur l'indice Dow Jones, ou le dopé.

En attendant que la fumée blanche s'échappe du « lieu tenu secret » (un hôtel de la banlieue new-yorkaise), les salariés et rivaux de Goldman-Sachs s'interrogent : la banque pourra-t-elle préserver sa culture et sa position de numéro un mondial du conseil en fusions et acquisitions si elle devient une banale société cotée, comme les autres firmes de Wall Street ? L'imposant Peter Sutherland, président de Goldman-Sachs International à Londres, définit cette culture que chérissent tous les « *goldman-sachsians* » comme « guidée par le goût d'entreprendre, une hiérarchie plate et une très grande autonomie des équipes ». Cette organisation fut la plus grande surprise de cet ancien commissaire européen - et ancien directeur général du GATT -, à son arrivée dans la banque d'affaires, en 1994.

Paradoxalement, ce sont les associés les plus anciens, ceux qui doivent leur carrière et leur réussite à la « vieille » culture de partenariat, qui se montrent les plus favorables au changement. Les plus jeunes et leur relève, les directeurs, freinent des quatre fers. Un ana-

lyste de Wall Street avance une explication : « Les associés qui possèdent le plus de capital de Goldman-Sachs ont intérêt à profiter du niveau élevé de la Bourse pour valoriser leur participation dans la banque. Les plus jeunes et ceux qui ne sont pas encore associés sont convaincus qu'ils gagneront plus en attendant encore quelques années. »

DE cette division, il ne filtrera rien : la discipline du secret est de tradition chez Goldman-Sachs. La banque y fait une entorse en vantant parfois son rôle dans les grandes opérations financières et en révélant son bénéfice, mais elle ne va guère plus loin, surtout pas en ce qui concerne la vie de son *partnership*. Ses associés fuient les interviews avec la presse et refusent le plus souvent d'être cités. Le coprésident de la banque, M. Paulson, s'est même offert le luxe de refuser une interview au tout-puissant *Wall Street Journal*, qui demandait à le voir pour comprendre les enjeux de la cotation.

Pour ne pas menacer une tradition plus que centenaire, « la tortue » - le surnom donné par cer-

histoire, de sinistre mémoire : celle d'Eric P. Sheinberg, contraint de quitter la Goldman-Sachs à cause de ses liens avec Robert Maxwell. « Il n'y a pas de place chez nous pour ceux qui mettent leurs intérêts propres avant ceux de l'entreprise et ceux des clients », résume d'ailleurs le septième « commandement » des « quatorze points » qui définissent la culture maison.

Goldman-Sachs ne s'interdit par pour autant de prendre des risques. En 1994, ses positions sur les marchés de capitaux lui ont coûté très cher. N'ayant pas de comptes à rendre à des actionnaires facilement impressionnés par les modes, elle peut se permettre d'anticiper et de réinvestir très vite sur un secteur qui aurait été décrié sinistré par toute une profession. Ainsi pour l'immobilier. Dès 1989, la banque a étudié le marché et a commencé à investir massivement aux Etats-Unis. Elle est aujourd'hui propriétaire du Rockefeller Center, l'immense ensemble construit sur la Cinquième Avenue de New York autour d'une pittoresque « patinoire », et possède trois mille immeubles aux Etats-Unis. En France, par son fonds Whitehall, elle est devenue un acteur de premier plan, en achetant des biens et des créances pour une valeur de 5 à 7 milliards de francs.

Les dépenses somptuaires sont bannies. Contrairement aux stars d'autres maisons de Wall Street, ses banquiers n'ont ni voiture de fonction ni avion privé. Sur les lignes aériennes, ils ne voyagent jamais en première classe, mais en business

Chez Goldman-Sachs, les dépenses somptuaires sont bannies. Contrairement aux stars d'autres maisons de Wall Street, ses banquiers n'ont ni voiture de fonction ni avion privé. Sur les lignes aériennes, ils ne voyagent jamais en première classe, mais en business, comme tout homme d'affaires moyen. L'autre alchimie du *partnership* est encore plus subtile. Elle motive toutes les jeunes recrues, qui acceptent un salaire inférieur à celui offert par la concurrence avec l'espoir secret de décrocher un jour la timbale du partenariat. Un accord faustien entre la firme et ses troupes : la vie personnelle est « sacrifiée » en échange de l'espoir de devenir associé, donc multimillionnaire.

Resteront-ils, comme les décrit le *London Financial News*, cette « armée qui ressemble aux puritains de Cromwell, sérieux, pas drôles pour un sou, mais toujours vainqueurs » ? Les dirigeants de Goldman-Sachs, qui font tout pour que l'argent ne soit pas le seul moteur de leurs troupes, y comptent bien. « Quand on décide d'être banquier d'affaires et d'entrer chez Goldman-Sachs, ce n'est pas avec l'obsession de faire fortune. On devient plus vite multimillionnaire en créant une entreprise dans la Silicon Valley, en travaillant dans une banque qui offre des *stock-options* [le droit pour les salariés d'acheter des actions à un prix avantageux] ou en lançant un fonds d'investissement à la Soros », commente Sylvain Hefes, le seul associé-gérant français. « Devenir un partenaire est une ambition très lointaine », reconnaît modestement un jeune analyste français de vingt-six ans recruté à Londres.

Lionel Assant. Ce polytechnicien se déclare satisfait d'une rémunération déjà confortable.

GOLDMAN-SACHS sélectionne donc ses poulains pour leur solide formation universitaire, leur capacité de concentration et de travail, mais aussi pour leurs qualités sportives. Malgré leur emploi du temps très chargé, tous doivent s'impliquer dans des activités caritatives et laisser un moment leur téléphone portable décroché. Le directeur général, Jon Corzine, ancien marin, qui a aussi été une star de basket, a associé 60 % des salariés au programme d'actions sociales qu'il a lancé en 1996. Ancien international irlandais de rugby, Peter Sutherland donne l'exemple : il continue à enseigner ce sport à des jeunes défavorisés un jour par mois. A Paris, beaucoup consacrent du temps à la Croix-Rouge ou au Secours catholique.

Pour charitable qu'il soit, ce dévouement n'est pas exempt d'arrière-pensées. Dans le monde anglo-saxon, « être au conseil d'administration d'un hôpital ou d'une fondation charitable permet de tisser des liens utiles en affaires », relève un observateur. Mieux que toute autre banque, Goldman-Sachs sait tirer avantage de ses contacts, comme elle a su jouer sur les différentes sensibilités politiques de ses associés, ou encore sur les fantastiques carnets d'adresses de conseillers internationaux recrutés avec le plus grand soin. Aux Etats-Unis, la banque a été dirigée, dans les années 80, par le démocrate Robert Rubin, devenu, en 1995, secrétaire d'Etat au Trésor et couronné « meilleur ministre des finances de l'année » par le magazine *Euromoney*, en 1996.

Jon Corzine est démocrate et M. Paulson, républicain, a conseillé Nixon. Dans le monde entier, ses conseillers sont d'éminentes personnalités. Au Japon, la banque bénéficie de l'appui de l'ancien vice-président de Jimmy Carter et ex-ambassadeur de Bill Clinton à Tokyo, Walter Mondale, et de Hideo Suzuki, qui fut ministre des finances. En Europe, elle s'est appuyée sur l'influent Peter Sutherland, sur Jacques Mayoux, ou encore sur Romano Prodi, aujourd'hui premier ministre italien.

Goldman-Sachs est maintenant enracinée en Europe comme aux Etats-Unis. Jon Corzine peut raisonnablement dire à ses troupes que le moment est bien choisi pour se poser la question de la cotation en Bourse. Et, le cas échéant, aborder ce tournant sans trahir le principe cher à Sidney Weinberg et Gus Levy, deux figures de légende des années 50 à Wall Street : innover pour le compte d'un client-roi. Un tournant qui donnera à Goldman-Sachs les moyens d'une croissance toujours soutenue. « Goldman-Sachs est gagnante. Nous ne souhaitons pas nous diversifier », prévient Peter Sutherland. Alors que les fusions et les rapprochements se poursuivent dans la finance américaine et internationale, il affirme ne pas vouloir s'occuper d'assurance ni se lancer dans une activité de banque commerciale : « S'écarter de son métier d'origine comporte des risques. La course à la taille, quant à elle, est un phénomène de mode. La prudence est de rigueur. »

Sophie Fay et Marc Roche (à Londres)
Dessin : Stanislas Bouvier

« Remake » en accéléré au Kosovo par Pierre Hassner

L est un type fréquent de névroses dans lesquelles le sujet retrouve de manière répétée la même situation, le même comportement et le même échec auxquels il s'est juré d'échapper. On l'appelle parfois « névrose de destinée ». Le cas de la « communauté internationale » face au drame du Kosovo, après celui de la Bosnie serait comique s'il ne risquait d'être infiniment tragique. Tous les jours, un chef d'Etat ou un premier ministre, un ministre des affaires étrangères ou le secrétaire général de l'ONU répètent que l'on ne tolérera pas que le Kosovo suive le sort de la Bosnie et que l'on n'y répètera pas les mêmes erreurs. Et tous les jours il se confirme que le même déroulement implacable sur le terrain et les mêmes hésitations et divisions chez les puissances extérieures se reproduisent.

Certes, après un quasi-immobilisme de près de dix ans, le rythme de l'escalade et celui des réunions internationales aboutissant à des avertissements et à des mesures symboliques sont devenus considérablement plus rapides. Autant qu'à un remake, on assiste au déroulement du film bosniaque en accéléré. Mais le décalage entre ce qui se passe sur le terrain et ce qui se passe sur le plan diplomatique reste le même.

D'ailleurs, le même Milosevic manifeste la même maestria dans l'art de jouer l'un de ces plans contre l'autre. L'esquisse d'un début d'application de l'accord serbo-albanais sur la réintégration des établissements d'enseignement a permis à la France et à la Russie d'obtenir qu'on suspende l'aggravation des maigres sanctions envisagées après les massacres du mois de mars. L'ouverture à Belgrade, sous l'égide de l'inévitable Richard Holbrooke, de négociations entre Milosevic et Rugova, a conduit les Etats-Unis, à leur tour, à suggérer la suspension du gel des investissements en

Serbie. Dans les deux cas, le geste de bonne volonté internationale a donné le signal d'une nouvelle offensive contre les populations civiles, plus grave que la précédente.

Et pourtant, dans le cas de la Bosnie, la guerre a fini par s'arrêter sous le triple effet des sanctions économiques, de la contre-offensive croato-bosniaque et des bombardements de l'OTAN et de la force de réaction rapide franco-britannique. Comment ne pas voir que seule une action similaire pourrait arrêter, à son tour, les massacres du Kosovo ?

Certes, les différences avec la situation de la Bosnie et de la Croatie dans l'été 1995 ne manquent pas et elles peuvent favoriser l'inaction comme l'action.

Le contexte régional - bien plus dangereux encore car le conflit implique déjà l'Albanie et risque, demain, de mettre en cause la Macédoine et tout l'équilibre balkanique - explique que les grandes puissances - ou du moins les Etats-Unis - aient dès 1992 tenu un langage plus ferme pour le Kosovo que pour la Bosnie et aient pris des mesures de précaution comme la présence de troupes en Macédoine. Mais ce même contexte régional est unanimement hostile à l'indépendance du Kosovo et encore plus à son union avec l'Albanie.

Sur le plan des moyens, le blocus économique de la Serbie, tel qu'il eut lieu de 1992 à 1995, a probablement contribué à amener Milosevic à Dayton, mais a certainement, et gravement, déstabilisé l'économie et la société non seulement de la Serbie mais de ses voisins (Bulgarie et Roumanie) qui n'aimeraient guère le voir réédité.

L'intervention militaire se heurterait à de plus grands obstacles qu'en 1995. Sur le plan juridique, il s'agirait non de défendre un Etat reconnu par l'ONU, mais de menacer de faire la guerre à la Serbie puisque le Kosovo est considéré

comme faisant partie de son territoire bien que, selon les Albanais, Tito en ait fait une province autonome de la Yougoslavie, non de la Serbie.

Sur le plan pratique, le terrain est encore plus montagneux qu'en Bosnie et il n'y a pas d'équivalent des forces terrestres croates et bosniaques capables de faire équilibre à la Serbie. Inversement, depuis l'apparition de l'armée de libération albanaise (UCK), les destructions de villages entiers opérées par les forces spéciales serbes peuvent ne plus apparaître pour ce qu'elles sont (des massacres criminels de populations civiles, entrant dans un plan de nettoyage ethnique), mais comme des mesures classiques de lutte anti-guérilla, visant à créer une zone frontalière où les rebelles ne puissent trouver secours ou refuge. Milosevic peut penser qu'en leur for intérieur, malgré leurs protestations, les puissances extérieures considèrent son offensive comme un mal passager, inévitable, voire légitime.

Mais c'est là que, précisément, à la fois l'action de Milosevic et la relative inaction occidentale sont suicidaires. Prises dans l'instant, on peut, à quelques crimes et mensonges près, leur trouver une justification. Mais il n'en va pas de même si l'on considère le passé et, surtout, l'avenir.

Pendant plus de huit ans, les efforts d'un leader non violent

comme Rugova et de ses rares rivaux à l'étranger, comme le Comité Kosovo, pour attirer l'action de l'Occident sur le caractère à la fois injuste et explosif du régime d'apartheid auquel était soumise la majorité albanaise du Kosovo, n'ont rencontré en Occident qu'un silence poli. Comment un nombre croissant d'Albanais n'auraient-ils pas conclu - malheureusement avec raison - que seule la violence inscristrait leur drame à l'ordre du jour international ?

L'action de Milosevic et la relative inaction occidentale sont suicidaires

Surtout, maintenant que celle-ci est déclenchée, tous les maux dont la crainte motivait l'inaction occidentale se produisent de manière accélérée : radicalisation des populations albanaises (y compris en Macédoine et en Albanie même, où l'union avec les Kosovars avait peu d'adeptes), modérés en perte de vitesse, dizaines de milliers de réfugiés, débordement du problème sur les voisins. Si l'escalade n'est pas arrêtée immédiatement, un conflit plus généralisé et l'indépendance du Kosovo, voire une aspiration unanime des

Albanais à être unis dans un même Etat, se réaliseront presque inévitablement.

Aujourd'hui il est encore temps, mais tout juste, d'éviter cette évolution. Des négociations sur le statut à long terme du Kosovo, inévitablement évolutif et dépassant l'alternative de la province serbe ou de l'Etat indépendant sans lien avec la Yougoslavie, peuvent être engagées. Elles le sont, déjà en principe, mais sont déjà suspendues et n'ont aucune chance si un climat de confiance entre les deux communautés n'est pas créé, parallèlement, par des mesures concrètes d'abolition de l'apartheid et de lutte contre les atteintes aux droits de l'homme.

Ces mesures ne peuvent être que dérisoires tant que durent les campagnes conjointes de la police serbe, des unités spéciales criminelles comme celles d'Arkan et de ce qui reste de l'armée yougoslave. C'est pourquoi un cessez-le-feu et le retrait des unités spéciales sont des préalables absolus.

Pour la question du statut, la communauté internationale peut et doit ouvrir une perspective à long terme. Elle ne doit pas, pour autant, s'identifier aux revendications des Albanais et elle peut marquer les limites qu'imposent l'équilibre régional et le respect des frontières. Pour l'évolution des rapports entre communautés, elle doit pousser et aider à un changement qui ne peut être que

progressif. Mais pour l'arrêt des opérations militaires ou pseudo-militaires de part et d'autre, l'urgence et la priorité imposent une action immédiate, sans atermoiements ni réserve. Une action obligatoirement dirigée, pour l'essentiel, contre Milosevic lui-même.

Tant qu'on ne reprendra pas, en la crédibilisant, la menace d'action militaire contenue dans le message du président Bush à Noël 1992 et les sanctions économiques maximales, il n'y aura aucune chance de voir le dictateur aller au-delà des manœuvres dilatoires. Certes, les objections liées à l'ONU, à la Russie, à l'économie des voisins, ne sont pas à négliger. Mais elles étaient présentes en d'autres circonstances (guerre du Golfe, Bosnie en 1995) et ont pu être surmontées. Il est des circonstances (crise irakienne de février 1998) où la différenciation des positions, la diplomatie franco-russe, le recours à l'ONU, ont joué un rôle positif. Il en est où ces facteurs risquent d'être un alibi pour l'inaction et d'ouvrir la voie à des catastrophes et à des interventions futures dans des conditions encore plus défavorables et douloureuses.

Pierre Hassner est directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Vaccination contre l'hépatite B : la vérité des juges

par Bernard Rouveix et Didier Sicard

DEPUIS le 5 juin, pour les juges « qui se fondent sur un faisceau d'arguments », la vaccination contre l'hépatite B déclenche la sclérose en plaques. Le lecteur « normal », à la lecture de cet arrêt, se dit : « Voilà enfin confirmées les rumeurs qui traitent depuis plusieurs mois. Après le virus du sida, les priens, voilà encore une nouvelle agression médicale que les juges ont le devoir et le courage de condamner avec fermeté. » Des juges modernes, « épidémiologistes », se fondent sur leurs convictions pour dire le droit, donc la vérité de l'épidémiologie.

Certes, les experts n'ont pas été consultés, mais l'évidence de cette relation est telle que ce serait une perte de temps, un péché contre l'esprit, que de vouloir avant de juger demander à des instances scientifiques leur avis.

Certes, la commission nationale technique de pharmacovigilance a estimé qu'après 25 millions de vaccins (75 millions de doses) les notifications de symptômes neurologiques n'avaient pas montré d'associations entre ce vaccin et des maladies neurologiques.

Certes, après plus de 300 millions de vaccinés dans le monde, aucune instance française, européenne, américaine n'a démontré d'augmentation sensible de survenue de scléroses en plaques. Certes, le nombre attendu de scléroses en plaques n'a pas bougé depuis les campagnes massives de vaccination contre l'hépatite B. Certes, il y a eu moins d'observations neurologiques en 1997 qu'en 1996 et 1995. Certes, une étude rétrospective sur dix ans n'a montré aux Etats-Unis, après 100 millions de doses, quelque 35 cas d'atteinte neurologique de relation absolument hasardeuse. Certes, l'Europe n'a pas jugé les arguments suffisamment convaincants pour accepter même les précautions d'emploi proposées en France, certes. Les conclusions scientifiques

sont prudentes, car la médecine est par nature prudente. Cette prudence a été d'éviter de vacciner les malades porteurs de sclérose en plaques. Cette prudence, c'est d'éviter d'aller plus loin que de dire que le risque, s'il existe, est extrêmement faible. Après une campagne de vaccination massive, le risque statistique d'une manifestation neurologique existera toujours de façon fortuite. On imagine, désormais, l'inquiétude de tous les vaccinés dès l'apparition du moindre fourmillement, vertige ou mal de tête.

Il est grave de voir une justice devenir dogmatique, triomphante, suffisante, préférant ses convictions aux données scientifiques

Mais ces chiffres ne sont probablement qu'un fatras scientifique, des études biaisées, des documents falsifiés. Bref, la médecine ment et les juges disent enfin la vérité.

Il est grave d'ignorer l'expertise contradictoire. Il est grave de voir une justice devenir dogmatique, triomphante, suffisante, préférant ses convictions aux données scientifiques. Après l'Église, après le scientisme, voici le temps de la vérité scientifique dictée par le droit. Quel retour à l'obscurantisme !

Bernard Rouveix est pharmacologue-clinicien à l'hôpital Cochin. Didier Sicard est chef de service (médecine interne) à l'hôpital Cochin.

Etrange comme ici rien ne change... Jamais...
La pluie, le Pub, notre whiskey... Ses trois distillations...

JAMESON L'IRLANDAIS...

L'ALBUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

كاريكاتير

DISPARITIONS

Bernard Alliot

Ancien journaliste au « Monde » et écrivain

A PROPOS de Bernard Alliot, qui fut journaliste au Monde jusqu'en 1985 et qui est mort dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 juin des suites d'un cancer, on a envie de citer cette phrase de Chamfort : « Je ne dis pas du bien de cet homme parce qu'il était mon ami, mais il était mon ami parce qu'il y avait du bien à en dire. » Bernard, je l'ai côtoyé longtemps dans ce journal, à l'époque de la rue des Italiens. D'abord secrétaire de rédaction, il avait rejoint ensuite le service Littéraire. C'était un homme intègre, rigoureux et délicat. Sous ses dehors parfois rugueux, il dissimulait ce qu'on appelle « les élans du cœur ». Et quand l'arrogance et les injustices ne le mettaient pas en colère, il portait le masque de l'humour. C'était un « homme de qualité », comme l'écrivait Roger Vailland à propos du cardinal de Bernis.

Cependant, Bernard Alliot n'avait guère d'accointances avec la religion, ni de similitudes avec les aristocrates de jadis. Sa vie n'avait pas été facile. Issu d'une

famille de prolétaires, il avait dû se battre pour obtenir son permis de séjour dans le journalisme et dans la République des lettres. Il n'en retirait aucune amertume, seulement, quelquefois, de la mauvaise humeur... Entre quinze et vingt ans, on a des révélations, en littérature. Des engouements ou des coups de foudre. La « révélation » de Bernard, ce fut le *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline, car on pouvait entrer dans ce livre sans avoir mis une tenue de soirée. Pourtant, les romans que Bernard écrivait, après avoir abandonné le journalisme, étaient d'une autre école. Celle d'Henri Calet, peut-être. L'école du style sec et du misérabilisme ironique. Pas de larmes, s'il vous plaît, même si l'on a le cœur gros.

Dans ses romans d'espionnage (*Eaux troubles*, éd. Mazarine, *L'Adieu à Kouriline*, Fayard), et dans les autres (*L'Etreinte des sirènes*, *Le Cœur engagé*, Belfond), Bernard Alliot dénonçait les moeurs et les turpitudes de notre société. Il détestait le règne de

l'argent, la suffisance des riches, les vanités, les impostures et la comédie sociale. Il aimait le calme des rivières, la pêche, les déjeuners et les conversations entre amis, les bons vins et (naturellement) la littérature. Dans sa manière d'écrire, il a montré comment la feinte froideur se confond avec la vraie tendresse. Et le dernier mot qu'il aurait aimé qu'on lui dise, c'est « salut, Bernard ».

François Bott

[Né le 9 mai 1938 à Châteaubriant (Loire-Atlantique), Bernard Alliot était fils de cheminot. Après un apprentissage aux chantiers navals de Saint-Nazaire, il travaille en usine puis exerce divers métiers, notamment un travail de nuit aux NMPR, ce qui le rapproche du milieu de la presse où il souhaite entrer. Au début des années 60, cet autodidacte est engagé par un bulletin sur les questions agricoles, *Agro-Press*. Il y rencontre François-Henri de Vienne. Il quitte ce poste en conflit avec la direction. Après une période de chômage, il travaille dans une publication spécialisée dans les questions viticoles, *Le Moniteur agricole*, puis à *Le Ve*

des artisans. Parallèlement, il écrit un premier roman sur la guerre d'Algérie, qui ne sera jamais publié. En février 1966, ce dont il avait rêvé arrive, il entre au *Monde*, comme secrétaire de rédaction. Il lui faudra attendre quelques années pour rejoindre le lieu où il pourra être son amour fou de la littérature, il entre au *Monde des livres* en novembre 1977, appelé par Jacqueline Piérier et François Bort. Il quitte volontairement *Le Monde* en 1985 pour prendre la responsabilité de la culture au *Matin de Paris*. Mais il est licencié en juillet 1985 et abandonne le métier de journaliste pour écrire des romans.]

[Pendant vingt ans, Bernard Alliot fut un cœur de débats, des combats, des passions qui font la singularité de la vie de ce journal, qu'il aimait avec la même ardeur que la littérature. *Le Monde* présente ses condoléances à sa famille et à ses amis. J.-M. C.]

■ **SERGE KERVAL**, chanteur, est mort vendredi 5 juin. Agé de cinquante-neuf ans, il s'est suicidé à son domicile de Nantes. Né le 2 avril 1939 à Brest, Serge Kerval avait suivi des études de musicien classique et était diplômé de

chant du Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Il se destinait à la comédie musicale lorsque sa rencontre avec Jacques Douai le fait bifurquer vers la « chanson rive gauche ». Dans les années 50 et au début des années 60, il est un habitué des cabarets parisiens (la Colombe, le Port du salut, Chez Ubu...). En 1966, il obtient le Grand Prix de l'Académie du disque français. Serge Kerval fut l'interprète de Félix Leclerc, Charles Trenet, Georges Brasseur, Georges Moustaki, Anne Sylvestre (*Si la pluie te mouille*). Il mit aussi en musique Hugo, Musset, Jules Verne. Au cours de sa carrière, il a enregistré vingt-cinq albums. Les deux derniers, *Solo* et *35 ans de chanson, 35 ans de passion*, étaient parus chez Scalen en 1993 et 1995.

■ **JEAN-LUC CRIMÉ**, alias DJ Cool, compositeur et disc-jockey du groupe de rap parisien Mellowman, a trouvé la mort samedi 6 juin dans un accident de la route. Il était âgé de trente ans. DJ Cool était le compositeur de Mellowman, groupe découvert par la compilation *Paris Groove Up* et connu du grand public en 1995 par *La Voix du mellow*. Le décès du musicien survient peu de temps avant la parution, prévue pour fin août, du nouvel album du groupe.

NOMINATIONS

ASSEMBLÉE NATIONALE

Jean Launay (PS) a été élu député du Lot dimanche 7 juin (*Le Monde* du 9 juin). Il succède à Martin Malby dont il était le suppléant. [Né le 24 juillet 1952, Jean Launay est marié et a trois enfants. Licencié en sciences économiques, il est inspecteur du Trésor. Maire de Bretenoux (Lot) depuis mars 1989, il a été conseiller général du canton de Bretenoux d'octobre 1988 à mars 1994. Pendant cette période, il a été, au conseil général, rapporteur du budget et vice-président chargé du tourisme et de l'environnement. Président de l'association des élus du Lot depuis mars 1996, il avait été le suppléant de Martin Malby aux élections législatives de 1993 et 1997.]

INNOVATION SOCIALE

Hugues Sibille a été nommé délégué interministériel à l'innovation sociale et à l'économie sociale, en remplacement de Claude Fontrot, lors du conseil des ministres de mercredi 10 juin.

[Né le 31 août 1951, Hugues Sibille est licencié en droit et en sociologie, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Consultant en politiques publiques et en développement des entreprises d'économie sociale de 1978 à 1987, il devient directeur général (1988-1993), puis PDG (1993-1997) de Ten-Com. Fondateur en 1990 de l'Institut des managers du développement local (IMDL), il en préside le directoire jusqu'en 1997. Depuis juillet 1997, Hugues Sibille était conseiller chargé des nouvelles activités et des emplois des jeunes auprès de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité.]

Conférences-débats

Le cinquantenaire d'Israël au regard laïque avec Pierre Vidal-Naquet et Marline Leibovici, auteur d'*Hannah Arendt, une juive*. Mardi 16 juin 1998, à 20 h 30, salle du 3^e arrondissement, 2, rue Eugène Spuller, Paris-3^e. Centre juif laïque : 01-42-78-26-85.

Formation continue

INALCO Cours intensifs 4 heures tous les mardis, arabe, chinois, russe, du 29 juin au 10 juillet 1998. Tél. : 01-49-26-42-81/59/31. Prise en charge FC possible, AFR.

Examens

ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu d'utilité publique et par l'Etat. Directeur : François Wehrlin. Président : Christian de Portzamparc. Retenue automne 1998. Lycéens préparant le baccalauréat, bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous désirez intégrer l'Ecole spéciale d'architecture à l'automne 1998 : les examens d'admission se dérouleront le 1^{er} juillet 1998, le 1^{er} septembre 1998. Renseignements : ESA, 254, boulevard Raspail, 75014 Paris. Tél. : 01-40-47-40-00. Fax : 01-43-22-81-16.

Thèses

- Le 3 juin 1998, à l'université Paris-Sorbonne, amphithéâtre Descartes, Anne Besson-Moré a soutenu sa thèse d'Etat en lettres sur *La Presse enfantine sous la monarchie de Juillet (1830-1848)* et obtenu la mention très honorable avec les félicitations unanimes du jury réunissant les professeurs Madeleine Ambrière (Paris-IV), Arletta Michel (Paris-IV), Patrick Bernier (U. Picardie), Roland Chollet (CNRS) et André Lorant (Paris-XII).

SOUTENANCES DE THÈSE 67 F HT la ligne Tarif Étudiants 98

Irlande randonnées dans le Connemara

5 jours/4 nuits
A partir de **5 175F*** A/R par pers. en ferry
Base 2 pers. en chambre double avec petit déjeuner irlandais - Thermes de Machree et Mer d'Irlande - 1 vol + 2 passages - (sous réserve de disponibilité et en soumettant conditions) - Offre valable jusqu'au 31/10/98. *Séjour dès le 12/07 au 31/08/98 : 1800 Francs.
Départs les 13/07, 20/07, 27/07, 03/08, 10/08, 24/08, 07/09, 14/09 - Conditions d'annulation particulières. Brochure "Irlande-Machree" de SeaFrance Voyages chez votre agence de voyages.

M. et M^{me} Albert Marie de Ficquelmont

M. et M^{me} Marie de Ficquelmont, M^{me} Odile Marie de Ficquelmont, M. et M^{me} René Dayva, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Christian Suchaut et leurs enfants, M. Gérard Marie de Ficquelmont (†), M. Laurent Marie de Ficquelmont, M. et M^{me} Nikos Stavros et leurs enfants, M. et M^{me} Eric Marie de Ficquelmont et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Paulette

sa femme, sa fille, sa belle-mère, sa mère, sa sœur, sa belle-sœur, ses enfants, leurs conjoints, Anne, Bruno, Xavier, ses petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Roger MORANDAT, déporté de la Résistance à Dachau, Auschwitz et Mauthausen le 15 mars 1943 au 7 mai 1945, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, King's Medal for Courage, survenu le 5 juin 1998, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Seul avis volent, son inhumation a eu lieu le jeudi 11 juin, dans l'intimité familiale.

32, rue Principale, 60890 Vailly.

- On nous prie de faire part du décès de

M. Paul VILLETORTE,

survenu le 8 juin 1998. Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale ce jour, vendredi 12 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

- Dix ans déjà, le 10 juin 1988,

Louis CORDESSE nous quitte.

« Les amis de Louis Cordesse. »

- En 1975, à vingt-trois ans, disparaissait tragiquement

Françoise DUCASSE, épouse PÉPIN LECHALLEUR. Nous nous souvenons.

- Il y a cinq ans, le 12 juin 1993,

Guy MARCHAND, citoyen du monde, nous quitte. Sa vie, il l'avait consacrée à défendre le mondialisme. Nous continuons. *Rendez Marchand.*

- Il y a dix-sept ans, disparaissait

Selma FRESBURGER. Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

- Le 13 juin 1995, **Fabrice VILLAIN.**

M. et M^{me} Jean Balzer et leurs enfants.

M. et M^{me} Henri Chomarat, M^{me} veuve André Chomarat et ses enfants, Ses collégiens et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CHOMARAT

professeur honoraire à la Sorbonne, survenu le 9 juin 1998, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée à l'église Saint-Merr, Paris-8^e, le jeudi 18 juin, à 10 h 30, et sera suivie de l'incinération au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Balzer, M. et M^{me} Jean Tramié, 3, rue du 11-Novembre-1918, 42400 Boanthen.

M. et M^{me} Renée Auran, son épouse.

M. et M^{me} Jacques Basdevant, sa belle-sœur, Florence Basdevant et Christian Pouillot, Carole Basdevant et Anais, ses neveux, nièces et petits-nièces, Ses cousins, cousines, Et ses amis très proches, ont la douleur de faire part du décès de

René AURAN, receveur principal des impôts (s.r.), survenu le 9 juin 1998, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée à l'église Notre-Dame de Vincennes, le lundi 15 juin, à 9 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

32, boulevard de la Libération, 94300 Vincennes.

M. et M^{me} Jacques Duchateau, M. et M^{me} Jean Tramié.

M. et M^{me} Jean Tramié, 4, rue de l'Albreuvic, 75018 Paris.

M. et M^{me} Jean Duchateau, M. et M^{me} Jean Tramié.

M. et M^{me} Jean Tramié, 4, rue de l'Albreuvic, 75018 Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juin, à 10 h 30, par le Père Michel Mombert, à l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52, boulevard Lefebvre, Paris-15^e.

L'incinération aura lieu le même jour à 14 h 15, au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Lacroixelle, 75015 Paris.

- C'est avec une grande tristesse que le ministre de l'emploi et de la solidarité annonce le décès de

M. Jean-Claude BOVE, directeur du travail hors classe, survenu le 9 juin 1998, dans sa soixante-quatrième année.

L'ensemble des agents du ministère s'associe à la douleur de ses proches.

M. Jean-Claude Bove fut notamment directeur régional du travail et de l'emploi d'Alsace entre 1983 et 1994 et était, depuis 1994, secrétaire général du comité de liaison des comités de bassins d'emploi.

La cérémonie religieuse est célébrée en la cathédrale de Senlis (Oise), le vendredi 12 juin, à 16 heures.

- M^{me} Félix Piérier, son épouse,

Jean-Pierre et Frédérique Neu, François-Xavier et Caroline Piérier, ses enfants, Guillaume, Giacomo, Marc-Antoine et Manon, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

FÉLIX PIÉRIER, survenu le 3 juin 1998, en Corse.

- M. et M^{me} Pierre-Charles KRIEG, officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, chevalier des Palmes académiques, chevalier du Mérite agricole, avocat honoraire, ancien député de Paris, membre honoraire du Parlement, ancien maire du 4^e arrondissement de Paris, ancien président du conseil régional d'Ile-de-France, ancien président de l'Agence des espaces verts de l'Ile-de-France, s'associe à la douleur de sa famille et lui présentent toutes leurs condoléances.

- Le président de l'Agence des espaces verts de l'Ile-de-France, Et le conseil d'administration, à l'occasion du décès de

M. Pierre-Charles KRIEG, survenu le 16 juin, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, suivie de l'inhumation au cimetière de Mareaux-Bois (Loiret).

4, rue Casimir-Périer, 75007 Paris.

NAISSANCES

M. Denis DORIA, M^{me} Sophie HESSEL sont heureux (et fiers) d'annoncer la naissance de)

Julie, le 2 juin 1998, à Paris.

- Meylan (Isère),

Jean Claude et **Annie CHARPENET** ont la joie de faire part de la naissance, le 31 mai 1998, de leur petit-fils,

Raphaël

au foyer de Sonia FRANK et Frédéric CHARPENET, à Mouchon.

Anniversaires de naissance

Fior SCERAMAMA, ses filles, Héléne, Laure et Marion, leur mari et compagnons, Rémy, Jean-Pierre et François, sa petite-fille, Yasmine et son mari Yann, souhaitent :

Raph,

pour ses quatre-vingts ans, de nombreuses années de bonheur à venir.

Mariages

Alice, Juliette, Anna, Jérémie, Ernest, Jonathan sont heureux d'annoncer le mariage de leurs parents,

Sabine SFEZ et Rémy SCHWARTZ.

célébré dans l'intimité, le 10 juin 1998.

M. et M^{me} Bernard ABRELL, M. et M^{me} Chia DUNGG

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Valérie et Liên, qui aura lieu le samedi 13 juin 1998, à Fains-les-Source (Meuse), en l'église Sainte-Cathérine.

Décès

- Jean-Paul Pouget, directeur du département des sciences physiques et mathématiques du CNRS. François Varret, directeur du laboratoire de magnétochimie et d'optique CNRS, université de Versailles, ont le regret de faire part du décès de

Jean-Louis DORMANN, directeur de recherche au CNRS, survenu le 6 juin 1998, dans sa soixante-cinquième année.

METTEZ VOS YEUX À L'OMBRE MEYROWITZ SAURA VOUS ADAPTER UNE LUNETTE SOLAIRE CORRECTIVE EXACTEMENT CONFORME À VOTRE VISION

5, RUE DE CASTIGLIONE PLACE VENDÔME 75001 PARIS TEL. 01 42 60 63 64

E. B. Meyrowitz

Hilditch & Key Shirtmakers

"Les plus belles chemises de Jermyn Street à des prix accessibles"

GRANDE VENTE SPECIALE D'ETE A PARTIR DU SAMEDI 13 JUIN

Chemises	895 F	545 F
Cravates	345 F	325 F
Casimir	2 450 F	1 850 F

252, rue de Rivoli (Place de la Concorde) - Tél. 01.42.60.36.09

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 13 JUIN 1998

MARCHÉS FINANCIERS La baisse du yen s'est brutalement accélérée, jeudi 11 juin dans l'après-midi. En quelques minutes, la devise japonaise a perdu près de 2 % vis-à-vis du

billet vert, pour tomber à son plus bas niveau depuis huit ans. ● VENDREDI, sur le marché des changes de Tokyo, le yen continuait à céder du terrain pour s'inscrire à 144,70 yens pour un

dollar. ● LE JAPON, la deuxième puissance économique du monde, est entré officiellement en récession après l'annonce vendredi 12 juin d'un recul de 1,3 % du produit intérieur (PIB) au

premier trimestre, après un repli de 0,4 % au cours des trois derniers mois de l'année 1997. ● LA MONDIALISATION de l'économie fait que les conséquences de la crise japonaise ne

se limitent pas au seul continent asiatique. ● LES MARCHÉS ÉMERGENTS, notamment la Russie, et les places boursières occidentales étaient en net repli jeudi et vendredi à l'ouverture.

L'entrée du Japon en récession accélère la chute du yen

La devise nipponne a atteint son plus bas niveau face au dollar depuis huit ans.

Le plus grand désordre règne à nouveau sur les marchés financiers. Wall Street a enregistré jeudi sa deuxième plus forte baisse de l'année

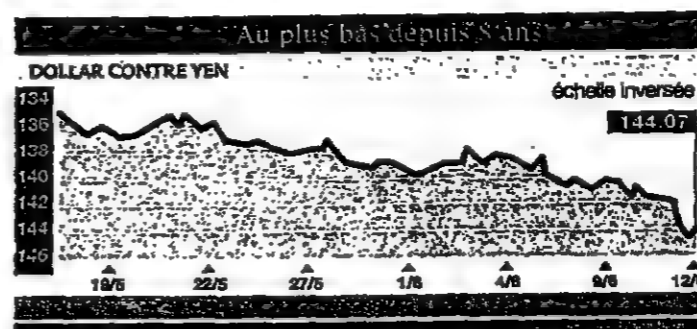
PRESQUE un an, jour pour jour, après la dévaluation du baht thaïlandais, qui marqua le début de la crise asiatique, le plus grand désordre règne à nouveau sur les marchés financiers mondiaux : effondrement du yen, envolée du dollar américain (6,06 francs vendredi matin), plongeon des monnaies et des Bourses asiatiques (-8,1 % vendredi à Séoul), attaques contre le rouble, chute du rand sud-africain, faiblesse des dollars australien et néo-zélandais, afflux de liquidités sur les marchés d'emprunts d'Etat occidentaux, pressions sur le dollar de Hongkong et le yuan chinois, glissade des actions brésiliennes (-4,83 % jeudi), recul des cours du pétrole, déstabilisation de Wall Street et des Bourses européennes. Aucune place n'est à l'abri de cette nouvelle tempête monétaire et boursière, qui se propage de façon rapide, multiforme, complexe

- parfois mystérieuse - à travers le monde entier, et dans laquelle la baisse de la devise japonaise joue, de l'avis unanime des experts, un rôle clef.

La baisse de la monnaie nipponne s'est brutalement accélérée, jeudi 11 juin dans l'après-midi. En quelques minutes, elle a perdu près de 2 % vis-à-vis du billet vert, pour tomber à son plus bas niveau depuis huit ans. Vendredi, sur le marché des changes de Tokyo, le yen continuait à céder du terrain pour s'inscrire à 144,70 yens pour un dollar.

Plusieurs éléments contribuent à expliquer la dépréciation du yen. Le premier est d'origine économique. Alors que le Japon connaissait déjà une situation très difficile, son système financier n'étant pas parvenu à digérer l'éclatement de la bulle de la fin des années 80, il a été frappé de plein fouet par la crise monétaire et boursière en

Asie du Sud-Est du second semestre de l'année 1997. L'importance de ses relations commerciales (environ 40 % de ses exportations) et des engagements de ses banques dans la région ont eu pour conséquence de transformer la stagnation dans laquelle se trouvait l'économie japonaise depuis plusieurs années en récession. Alors que Tokyo s'efforçait de minimiser la crise, les chiffres de croissance publiés vendredi ont confirmé sa gravité : le produit intérieur (PIB) a reculé de 1,3 % au premier trimestre dans l'archipel après un repli de 0,4 % au cours des trois derniers mois de l'année 1997. La deuxième puissance économique du monde est donc entrée officiellement en récession, celle-ci se définissant comme une contraction de l'activité au cours de deux trimestres consécutifs. Dans ce contexte, les opérateurs de marché préfèrent se débarras-



La baisse du yen déstabilise l'ensemble des places financières mondiales.

ser de leurs yens, de surcroît assortis de rendements extrêmement bas (0,5 % à trois mois), pour se porter vers les monnaies de pays présentant à la fois de meilleures performances économiques et des risques financiers moindres, comme le dollar ou le deutschemark. Pénalisé économiquement, le

yen l'est aussi politiquement. Il ne bénéficie plus d'un soutien international qui, en laissant planer la menace d'une action concertée des banques centrales, aurait pu freiner sa chute. A l'issue de leur réunion, mercredi, à Paris, les responsables du Trésor des sept pays les plus industrialisés (G7) s'étaient contentés d'affirmer qu'ils allaient « continuer à surveiller les évolutions sur le marché des changes ». Jeudi, le secrétaire d'Etat américain au Trésor Robert Rubin, qui exerce une très grande influence sur les marchés, a déclaré que les Etats-Unis interviendraient « au moment opportun, pas avant », en ajoutant que « les monnaies suivent les fondamentaux et qu'au Japon, les fondamentaux sont perturbés depuis longtemps ». L'attitude de passivité et d'indifférence des Américains à l'égard de la glissade du yen est nouvelle : jusqu'alors, la Maison Blanche dénonçait avec force la faiblesse de la devise nipponne susceptible d'aggraver le déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis du Japon. Aujourd'hui, l'administration américaine semble considérer que la dépréciation du taux de change est le seul moyen dont dispose Tokyo pour relancer son économie ; elle considère surtout qu'une opération, même musclée, sur le marché des changes serait vouée à l'échec compte tenu des difficultés économiques actuelles du Japon. L'attitude de laissez-faire des dirigeants monétaires internationaux est pour les investisseurs une incitation supplémentaire à vendre des yens.

La chute de la devise nipponne a pour conséquence d'aggraver les difficultés des économies d'Asie du Sud-Est, en compétition commerciale avec le Japon et qui avaient Tokyo pour principal banquier. Les monnaies de ces pays doivent s'ajuster et suivre le yen dans sa baisse. Les devises thaïlandaise, sud-coréenne et indonésienne sont d'autant plus fragiles que les conséquences de la crise monétaire et boursière de 1997 commencent à se faire ressentir dans l'économie réelle et sont bien plus fortes que prévu. Au lieu du

ralentissement escompté, c'est une récession profonde qui semble se dessiner en Asie du Sud-Est. En Indonésie, le PIB s'est replié de 8,5 % au premier trimestre. La région tout entière est entrée dans un cercle vicieux : les difficultés économiques et financières à Tokyo augmentent celles à Bangkok, Séoul, Djakarta, Kuala Lumpur, lesquelles fragilisent en retour l'activité économique et le système financier nippons. La situation est d'autant plus tendue dans la région que chacun s'interroge sur l'attitude monétaire de la Chine et de Hongkong, victimes d'un important ralentissement de leurs exportations que la chute du yen accentuera encore, et où les partisans d'une dévaluation, au sein même des instances dirigeantes, n'hésitent plus à donner de la voix.

La globalisation de l'économie mondiale et des marchés financiers fait aussi que les conséquences de la crise du yen ne se limitent pas au seul continent asiatique. Le regain de tensions en Asie a d'abord comme conséquence d'accroître la défiance des gestionnaires à l'égard des autres marchés financiers émergents. Passant au crible les données économiques dans tous ces pays, ils choisissent de retirer les capitaux de ceux qui leur apparaissent comme les plus fragiles. C'est le cas du Brésil, de l'Afrique du Sud, c'est surtout le cas de la Russie, où la Bourse a encore perdu 4,6 % jeudi, et où les craintes d'une faillite généralisée augmentent de jour en jour.

RÉSISTANCE EUROPÉENNE

Jusqu'à présent, et comme cela avait été le cas durant l'automne 1997, les places financières occidentales sont parvenues à résister à ces chocs extérieurs. Les marchés d'emprunts ont même profité d'un afflux de liquidités à la recherche de placements très sûrs, ce qui a permis une nette détente des taux d'intérêt en Europe et aux Etats-Unis. Les risques de contagion sur les Bourses sont toutefois importants. D'une part les conséquences de la crise asiatique, comme l'a prouvé la contraction des exportations en France au premier trimestre, ne seront pas aussi minimes qu'on le dit souvent. D'autre part, une défaillance de Moscou sur sa dette aurait sur l'Europe de graves conséquences, compte tenu des engagements financiers de l'Allemagne dans ce pays. Le risque serait alors grand de voir la Russie jouer pour l'Europe le même rôle que celui joué par la Thaïlande, la Corée du Sud et l'Indonésie pour le Japon.

Pierre-Antoine Delhommais

La crise financière s'aggrave en Russie

MOSCOU de notre correspondante La crainte d'un effondrement financier de la Russie est soudainement réapparue mercredi 10 juin après que les espoirs d'un soutien international se soient estompés. Les marchés financiers russes et le rouble sont repartis nettement à la baisse tandis que les taux d'intérêt sont remontés à nouveau. Le calme était revenu sur les marchés la semaine dernière dans l'attente de l'annonce d'un ensemble concret d'aide internationale lors de la réunion des financiers du G7 à Paris. Mais ceux-ci se sont bornés à le promettre « si cela se révélait nécessaire et approprié », présentant, selon le New York Times, de nouvelles et sévères exigences en termes de réduction du déficit budgétaire et de restructurations. Ils ont ainsi déçu des investisseurs persuadés que la Russie a besoin d'au moins 6 milliards de dollars (36 milliards de francs) pour éviter de se retrouver en cessation de paiement dans les mois qui viennent, et qui s'inquiétaient

au même moment des nouvelles venues d'Asie. La Bourse de Moscou a ainsi perdu 6 % mercredi et encore 3,3 % jeudi, après une chute de 40 % au mois de mai. Le rendement des bons d'Etat à six mois a bondi jeudi de 46 % à 56,5 % et dans le même temps le rouble a reflui à 6,295 pour un dollar contre 6,200 la veille. « Les gens s'attendaient à un grand plan d'aide du G7, mais personne n'est arrivé en proposant de l'argent », a déclaré Alex Gorelik, opérateur chez Rinako Plus. « Il y avait tant d'espoirs sur un plan d'aide que, quand il n'est rien sorti il y a eu un grand désenchantement ». Jeudi, le gouvernement a annoncé qu'il entendait pousser à 6 milliards de dollars ses emprunts à l'étranger sur l'année, qu'il voulait limiter à l'origine à 3,5 milliards. Il avait emprunté discrètement au moins 200 millions de dollars la semaine dernière à des banques commerciales étrangères.

Sophie Shihab

TRAVAIL AVEC LE STRESS. CONTACTEZ-NOUS!

Dans l'entreprise d'aujourd'hui, tout le monde est sous pression et la dernière chose dont vous avez besoin c'est d'un matériel bureautique défaillant.

Une imprimante fantaisiste. Un photocopieur capricieux. Un fax qui vous rend fou! Autant de stress inutile qu'il est si simple d'éviter. Alors n'attendez plus, contactez DANKA!

DANKA, fournisseur indépendant, vous conseille en toute liberté en vous offrant les solutions bureautiques adaptées à vos besoins. Un rapport coût performances sans équivalent, des équipements optimisés, une efficacité à toute épreuve.

C'est ce que vous garantissent aujourd'hui nos équipes d'ingénieurs spécialistes. Pas d'agitation inutile mais des interventions immédiates. Et maintenant, fini le stress, inspirez profondément et détendez-vous!

DANKA

M. Jospin ra la nécessité

106 à partir de

Handwritten text at the bottom of the page.

M. Jospin rappelle aux industriels du nucléaire la nécessité d'une plus grande transparence

Le gouvernement veut mettre fin à une « certaine culture du secret »

Sans remettre en cause la prépondérance de l'énergie nucléaire en France, le gouvernement souhaite relancer la politique d'économies

d'énergie et développer les énergies renouvelables. A l'occasion d'une rencontre organisée jeudi 11 juin à l'Assemblée nationale, le premier mi-

nistre a vigoureusement rappelé aux industriels de l'atome la nécessité d'adopter une plus grande transparence afin de gagner en crédibilité.

CONFRONTÉE à la nécessité du renouvellement de son parc de centrales nucléaires à l'horizon 2010, alors que le coût de l'énergie pétrole et gaz ne cesse de baisser, l'industrie de l'atome se prend à douter pour la première fois depuis sa création. Elle doit de plus se préparer à l'ouverture à la concurrence du secteur électrique en Europe, qui conduira à l'arrivée de nouveaux fournisseurs à partir de février 1999.

Quelles évolutions engager ? Une rencontre rassemblant quelques parlementaires et la « fine fleur de l'énergie », comme le constatait le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a tenté d'y répondre, jeudi 11 juin. Organisée à l'initiative de Michel Destot, député socialiste de l'Isère, elle s'est déroulée à l'Assemblée nationale sur le thème « Les défis internationaux de la politique énergétique française ». Il s'agissait, tout en réaffirmant la place prépondérante du nucléaire en France - qui fournit 80 % de l'électricité -, d'entrouvrir la porte aux énergies renouvelables comme l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire ou la biomasse. En France, ces dernières représentent 12 % du bilan énergétique, mais sont composées quasi exclusivement d'un parc de barrages vieillissants.

FAIS DE REMISE EN CAUSE
Concluant les débats, Lionel Jospin a déclaré qu'il fallait « passer d'une stratégie plutôt défensive, axée sur la sécurité de l'approvisionnement du pays, à une stratégie plus offensive, valorisant les compétences françaises à l'international ». Il s'est prononcé

pour une diversification des ressources énergétiques du pays. Le premier ministre a concentré son propos sur l'avenir de la filière nucléaire. Il a rappelé les trois enjeux majeurs : la maîtrise de l'aval du cycle (la gestion des combustibles usés et des déchets), la qualité et la transparence du contrôle de l'industrie nucléaire et la coopération internationale.

réalisé par Framatome, EDF, les électriciens allemands et Siemens pour équiper la prochaine génération de centrales. Il souhaite également « approfondir » la coopération avec les autorités allemandes en matière de sûreté. Le premier ministre, insistant sur la sûreté, est revenu sur le point sensible du moment : la qualité et la transparence du contrôle de l'industrie nucléaire.

Un nouveau président bientôt nommé à EDF

La décision de retirer la présidence d'EDF à Edmond Alphandéry a été prise par le gouvernement, confirme-t-on de sources autorisées. Le directeur général, Pierre Daurès, serait « démissionné » en même temps. Si l'Élysée n'a pas encore donné son accord au remplacement de M. Alphandéry et au choix de son successeur, les négociations entre les deux partenaires de la cohabitation sont en bonne voie. L'actuel président d'EDF, en déplacement en Chine, doit aussi rencontrer ses ministres de tutelle avant que ce mouvement ne soit rendu officiel.

Le nom du nouveau président de l'entreprise publique sera annoncé en conseil des ministres le 17 juin, ou plus probablement le 24. François Roussely, cinquante-trois ans, directeur de cabinet du ministre de la défense, Alain Richard, est l'un des candidats les plus en vue. Le directeur général d'EDF pourrait être remplacé un peu plus tard. Actuellement, ce poste est pourvu en conseil des ministres, système qui doit être prochainement modifié : cette décision serait désormais du ressort du président de l'entreprise.

S'agissant du retraitement ou du stockage des déchets, le premier ministre a indiqué que le gouvernement fera « prochainement » connaître sa décision : stockage en subsurface, stockage en profondeur ou transmutation et choix d'implantation des futurs laboratoires. Concernant l'international, il a insisté sur la nécessaire réalisation du futur réacteur franco-allemand EPR (European Pressurised Reactor),

Après les incidents à répétition qui ont émaillé l'actualité nucléaire ces dernières semaines - découverte de contaminations successives de convois de déchets nucléaires pris de personnes de centrales EDF -, le premier ministre souhaite mettre un terme à l'opacité qui règne dans cette industrie. « Il s'agit d'un élément-clé de sa crédibilité internationale », a affirmé M. Jospin, pour qui l'avenir du nucléaire

« passe par la fin d'une certaine culture du secret ».

Il appuyait ainsi les revendications de sa ministre de l'environnement, Dominique Voynet, qui plaçait quelques instants auparavant pour « un contrôle rigoureux et efficace », fustigeant « la foi irrationnelle dans la technologie et la confiance aveugle dans les habitudes prises par les exploitants ». Lionel Jospin avait également pris le soin de balayer toute remise en cause de la fermeture de Superphénix, qui « fut l'objet, après beaucoup de réflexion, d'un engagement électoral clair devant tous les Français ». Il prenait ainsi le contre-pied de l'audit, qui a plusieurs fois condamné cette fermeture. Franck Borotra, ancien ministre de l'industrie et député RPR des Yvelines, s'était fait leur porte-parole en déplorant cette erreur, « car elle ferme la porte et condamne une filière énergétique potentiellement intéressante ».

Alors que M. Destot demande un doublement du budget de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le chef du gouvernement a affirmé sa volonté de relancer « avec vigueur » la politique d'économies d'énergie et celle des énergies renouvelables, qui ne sont plus considérées depuis quelques années comme une priorité nationale. La discussion sur le schéma collectif de l'énergie prévu dans le projet de loi sur l'aménagement du territoire qui sera présenté cet automne devrait « beaucoup contribuer ».

Dominique Gallois et Sylvia Zappà

La Banque Chaix, filiale du CCF, reprend la Marseillaise de Crédit

L'Etat va injecter 2,9 milliards de francs

LE DOSSIER de la Société marseillaise de crédit (SMC) est en partie réglé. Sans surprise, c'est la Banque Chaix, filiale du Crédit commercial de France (CCF), qui restait seule en lice, qui rachète la SMC, pour un montant quasi symbolique. La privatisation, gelée fin 1996, avait été relancée par Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, le 21 avril. Le conseil de surveillance de la Banque Chaix devait se réunir vendredi matin, et le conseil d'administration devait se tenir vendredi après-midi.

Les pouvoirs publics règlent là l'un des dossiers bancaires les plus épineux de la place. Ils soldent en effet un dossier qui a coûté près de 6 milliards de francs à l'Etat depuis 1991, soit près de la moitié des encouragements de crédit de la banque (13,2 milliards fin 1997). Depuis cette date, la banque était toujours dans le rouge et les problèmes n'ont jamais été réglés. Le gouvernement avait dû batailler pour changer le président. Pierre Habib-Deloncle, proche de l'Élysée, refusait de partir, même si ses méthodes étaient controversées. Il avait été remplacé par Patrick Careil, président de la Banque Hervey, en décembre 1997, chargé de mener une opération vérité. « C'est un dossier emblématique de la non-gestion du système financier ces dernières années », confie un proche du dossier.

L'Etat va recapitaliser une dernière fois la banque à hauteur de 2,9 milliards de francs, qui s'ajoutent aux 2,9 milliards déjà injectés, ce qui représente au total près de 6 milliards de francs. Les pertes de la SMC devraient atteindre 3,1 milliards de francs pour l'exercice 1997. Le CCF, candidat

malheureux au GAN, prévoit d'investir environ 1 milliard de francs. Il devra notamment payer le plan de restructuration, dont le coût du plan social est évalué à quelque 500 millions de francs. Les effectifs de l'établissement marseillais, au nombre de 2 000 (ils étaient de 3 600 fin 1990), doivent encore être réduits. La BNP, la Société générale, la Caisse d'épargne Provence Alpes Corse étaient entrés en data-rooms (salles d'information) fin mai, mais aucun établissement n'avait déposé d'offre ferme.

Il reste que cette opération ne sera définitive qu'à deux conditions. La Commission des participations et des transferts doit donner son aval et, surtout, la Commission de Bruxelles devra se prononcer sur l'apport nouveau de capitaux publics et les aides passées de l'Etat français. Des discussions vont s'engager entre les deux parties, ce qui pourrait s'avérer délicat. Le risque est de voir Bruxelles imposer des contreparties trop contraignantes et que le CCF jugerait inacceptables.

En tout cas, à la question de savoir si la banque aurait dû être liquidée, les réponses sont catégoriques. L'un des arguments de l'Etat, de poids, est qu'une liquidation coûterait beaucoup plus cher, plus du double du montant actuel. Et elle aurait des conséquences dramatiques pour la région PACA, plusieurs milliers de petites PME risquant alors de se trouver en mauvaise posture. En outre, la banque dispose encore d'un fonds de commerce, de quelque 250 000 clients particuliers et de 50 000 entreprises.

Pascal Santini



106 à partir de 49 900 F⁽¹⁾

⁽¹⁾ Prix spécial du 2 au 15 juin 1998, pour une 106 Open, 3 portes, essence, 1.0 l, PA 4, AM 98, hors options, au lieu de 57 000 F (tarif conseillé au 23/03/98) dans le Réseau Peugeot participant. Offre réservée aux particuliers et non cumulable. Modèle présenté : 106 Open, avec option peinture métallisée : 58 700 F (tarif conseillé au 23/03/98).



406 à partir de 96 600 F⁽²⁾

⁽²⁾ Prix spécial du 2 au 15 juin 1998, pour une 406 SR, berline, essence, 2.0 l, PA 7, AM 98, hors options, au lieu de 108 000 F (tarif conseillé au 23/03/98) dans le Réseau Peugeot participant. Offre réservée aux particuliers et non cumulable. Modèle présenté : 406 SR, berline, avec option peinture métallisée : 110 220 F (tarif conseillé au 23/03/98).



306 à partir de 74 800 F⁽³⁾

⁽³⁾ Prix spécial du 2 au 15 juin 1998, pour une 306 Equinoxe, 3 portes, essence, 1.4 l, PA 6, AM 98, hors options, au lieu de 82 300 F (tarif conseillé au 15/01/98) dans le Réseau Peugeot participant. Offre réservée aux particuliers et non cumulable. Modèle présenté : 306 Equinoxe, 5 portes, avec option peinture métallisée : 87 900 F (tarif conseillé au 15/01/98).

RESEAU PEUGEOT

4 / LE

307

M
Le
les

U

A
cort
naa
que
der
seir
ver
que
la
ll
dét
la
cla
cul
ch
tra

PRO
Les
ont
e
Syl
lorat
factu
de fi
milli
de l,
ciers
Heni
dans
pour
t
soup
ferts
de ca

de
Be
ton:
l'esb
par
dem
natic
on.
ds
sa ré
les
beat
imp
gard

Lamborghini s'apprête à changer de mains une nouvelle fois

Stratégie. Le groupe Volkswagen, après avoir racheté Rolls Royce, a entamé des négociations avec cet autre constructeur de voitures de luxe. Financièrement redressée, la marque italienne souhaite sortir de son isolement industriel

MILAN
correspondance
Après Rolls Royce (*Le Monde* des 7-8 juin), Volkswagen reprendra-t-il Lamborghini ? La crise asiatique semble pousser les acteurs actionnaires de la mythique marque italienne, qui l'avaient rachetée il y a quatre ans, à se désengager. « Tomihiro », Suharto, fils cadet de l'ex-président indonésien (qui détient 60 % du capital de Lamborghini par l'intermédiaire de deux sociétés) et la compagnie malaisienne Mycom (40 %) devraient prendre leur décision au cours d'un conseil d'administration dont la date a déjà été déprogrammée deux fois. Désormais prévue lundi 15 juin, cette réunion doit approuver les comptes de l'exercice 1997 et évaluer les possibilités d'ouverture du capital à de nouveaux actionnaires.

Après plusieurs mois de rumeurs, les pourparlers entre Audi, filiale de Volkswagen, et les actionnaires de Lamborghini sont maintenant confirmés. Et pas seulement, comme cela avait été affirmé dans un premier temps, pour étudier une collaboration technique. Vittorio Di Capua, administrateur délégué de Lamborghini depuis la fin 1996, aurait cependant préféré privilégier une autre solution: l'ouverture du capital à des investisseurs institutionnels, avec Wall Street en ligne de mire.

D'où vient cet intérêt pour l'ex-constructeur de tracteurs agricoles, entré sur le marché de l'automobile de luxe en 1963 sur un coup de tête de son fondateur, Ferruccio Lamborghini, décédé en 1993 ? Une société dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 280 millions de francs, qui vendra 290 véhicules cette année, de surcroît

chroniquement déficitaire jusqu'en 1996, année au cours de laquelle ses pertes s'étaient élevées à plus de 90 millions de francs.

Selon M. Di Capua, qui a passé près de quarante ans au sein du groupe Fiat avant de prendre les rênes de Lamborghini, la société est désormais redressée: elle est redevenue bénéficiaire en 1997, son point d'équilibre a été abaissé, en un an, de 450 à 196 voitures et ses effectifs réduits de 340 à 295 personnes. La politique commerciale et le marketing ont également été repensés, et Lamborghini se prépare à mieux accueillir ses clients en ouvrant un « business center » flamboyant neuf à son siège de Sant'Agata Bolognese, entre Bologne et Modène.

Surtout, M. Di Capua a décidé de changer la logique sur laquelle s'appuyait Lamborghini: « Nous devons finir avec l'entreprise monoproduit et avoir au moins deux voitures en vente, sinon une gamme. Il nous faut prendre

le virage qu'a effectué Ferrari: ne plus construire que des prototypes et se tourner vers l'industrialisation. Une petite révolution dans l'entreprise rendue célèbre par la Countach et surtout par la Miura, un nom de race de taureau qui était Ferruccio Lamborghini, et qui, depuis 1992, ne commercialise plus qu'un seul modèle: la Diablo.

DEUX PROJETS
Lamborghini travaille en ce moment sur deux nouveaux modèles. Le premier, provisoirement nommé « Super-Diablo », est un modèle de 600 chevaux dont les premières commandes seront prises dès novembre, pour le trente-cinquième anniversaire de la firme. La deuxième, qui sera prête dans deux ans, baptisée « Baby-Diablo », se contentera de 400 chevaux. Alors que ses aînés sont vendus autour de 1,5 million de francs — un prix qui permet de viser un

marché de 1.200 personnes dans le monde — la Baby-Diablo sera commercialisée à 600 000 francs. L'objectif du groupe est d'en vendre trois mille par an.

Lamborghini entend également sortir de son « dramatique isolement ». « Nous sommes dans une époque de grandes collaborations techniques, pas de batailles solitaires », explique M. Di Capua, qui veut concentrer la firme sur ses points d'excellence — moteurs, électronique, design — et procéder pour le reste à des échanges de technologies. De plus, la relance est coûteuse: elle exige un financement minimal de 600 millions. D'où l'intérêt que pourrait présenter un accord avec Audi-Volkswagen, bien que Lamborghini ait gardé un souvenir déplaisant de sa dernière expérience avec un grand groupe industriel. Après plusieurs changements de propriétaires, Lamborghini était passé sous la coupe de Chrysler en 1987. Ce qui ne lui a pas empêché de prendre la tête du début des années 1990 de plein fouet.

M. Di Capua, qui est passé par la vice-présidence du groupe de motos Cagiva-Ducati, après son départ du groupe Fiat, et en a négocié la vente au fonds d'investissement américain Texas Pacific Group, aurait rêvé de répéter l'opération. Persuadé que Lamborghini, loin d'être une danseuse, peut être une affaire rentable, il souhaite attirer au sein du capital du groupe des investisseurs stables.

« Notre objectif reste la cotation à la bourse américaine et le placement au public par offre publique de vente », affirme-t-il. La décision est désormais dans les mains de ses actionnaires.

Elisabeth Romm

Les Britanniques impriment leur marque sur l'immobilier parisien

Le but est d'augmenter la rentabilité de l'espace

PARCE QUE LES immeubles de bureaux ne sont plus en pierre de taille, on ne peut plus lancer un chantier en posant la première pierre. Pour marquer symboliquement le début de la reconstruction du « 40, rue de Courcelles », l'ancien immeuble de la Banque Indosuez, dans le centre de Paris, Ronald Spimley, le directeur général du groupe britannique Hamerson, nouveau propriétaire de l'édifice, a importé une pratique anglaise: la time capsule, une capsule témoin de son temps.

Mardi 26 mai, il a noyé dans le béton des fondations un caisson comprenant les journaux du jour, la liste des invités à la cérémonie et quelques messages enregistrés... « Comme on envoyait un disque des Beatles dans l'espace dans les premiers satellites », explique Gérard Devaux, président de Hamerson France.

Si la pratique se développe au même rythme que les investissements anglo-saxons dans l'immobilier parisien, elle fera bientôt partie des mœurs françaises... Hamerson illustre cet engouement: en quelques années, cette foncière cotée à Londres a investi plus de 2 milliards de francs en France. Elle a acheté le 40, rue de Courcelles au Crédit foncier pour 375 millions de francs et va y faire 200 millions de francs de travaux. Elle vient aussi d'acheter à Foncière Euris, la société de Jean-Charles Naouri, les centres commerciaux Italie 2, place d'Italie (pour 940 millions de francs), et les Trois-Fontaines à Cergy-Pontoise. Elle a repris à la foncière française Unibaill

sa participation dans le centre commercial de Saint-Quentin-en-Yvelines, Espace Saint-Quentin, et acheté à une filiale d'AXA le 54, boulevard Haussmann, Immeuble qui sépare le Printemps des Galeries Lafayette et abrite le magasin de tissus Bouchara, sans doute plus pour très longtemps... Investisseur à long terme, le groupe va maintenant imprimer sa marque anglo-saxonne sur ces biens immobiliers. La règle de base en matière de bureaux est claire: « Pour que le rendement de l'immeuble soit élevé, il faut minimiser le coût nécessaire pour faire travailler une personne dans ces bureaux », explique M. Devaux. Plus on peut faire travailler de personnes dans l'immeuble, moins le loyer global est cher, ce qui laisse la possibilité d'augmenter le prix au mètre carré!

C'est bien ce que Hamerson espère faire en septembre 1999, lorsque les 18 000 mètres carrés du 40, rue de Courcelles seront livrés: M. Devaux compte bien dépasser les références de loyer les plus élevées aujourd'hui, de l'ordre de 3 000 francs par mètre carré par an.

SURFACES MAXIMISÉES
Les architectes du nouvel immeuble ont dû en tenir compte: « Les Anglo-Saxons ont une habitude d'exigence en matière de rentabilité de l'espace par rapport à nos Français », avoue François Braun, architecte du cabinet F. S. Braun et associé, chargé de la conception architecturale de l'immeuble, qui ne gardera de l'ancien bâtiment qu'une partie de la façade années 30. Les architectes ont dû maximiser les surfaces effectivement louées par rapport aux autres (entrées, allées, atrium). Pour cela, ils ont conçu des plateaux, les plus grands et surtout les plus flexibles possibles. « Une banque peut vouloir modifier 30 % de ses cloisons chaque année », explique M. Devaux.

Chaque plateau est prévu pour être divisé en postes de travail de 11 mètres carrés en moyenne. « Dans les autres immeubles de bande équivalent, la moyenne est plutôt de 15 mètres carrés », reconnaît John Sanders, l'un des 23 membres de l'équipe de Hamerson à Paris.

Pour autant, le confort n'est pas négligé. Au contraire. A la différence de certains tous modernes, chaque bureau bénéficiera de la lumière du jour en direct. Hamerson, en outre, a refusé de léser sur la qualité de la climatisation ou des ascenseurs: « Nous avons choisi d'investir dans du matériel très cher au départ, les charges d'entretien seront ensuite moins élevées ». La suite, cela laisse une marge pour augmenter le loyer net. « Avec les Britanniques, tout fait l'objet d'un calcul d'optimisation », explique M. Braun.

L'efficacité britannique va également devoir s'appliquer à la dynamisation des centres commerciaux, et notamment au centre Italie 2. Le pari est plus risqué, même si Hamerson table sur une reprise de la consommation en France. Pour libérer les grandes surfaces qu'exigent les marques à la mode, il faut déloger les petites boutiques et les indémies en conséquence. C'est long et cela coûte cher. Hamerson estime que le jeu en vaut la chandelle: le chiffre d'affaires annuel du centre Italie 2 est de 30 000 francs par mètre carré contre plus de 46 000 francs à Cergy-Pontoise ou au Forum des Halles.

Marie-Claude Decamps

L'ouverture du marché espagnol des télécommunications suscite des convoitises

MADRID
de notre correspondant
Le 23 janvier, Telefonica, le géant des télécommunications espagnoles, avait perdu son monopole, avec l'arrivée sur le marché d'un second opérateur en téléphonie fixe, Retevisión. Ce duopole n'aura pas duré bien longtemps, car depuis le 27 mai, avec l'entrée de la troisième licence au consortium Lince, conduit par France Télécom, la partie va désormais se jouer à trois, dès l'automne: deux groupes espagnols face à un concurrent contrôlé par des capitaux français. Car dernier, qui vient d'obtenir une licence de téléphonie mobile en Italie (*Le Monde* du 11 juin), espère importer l'équivalent en Espagne, de façon à se positionner comme l'adversaire principal de Telefonica.

L'Etat espagnol, qui en détenait encore 30 %, a réussi, en seulement trois mois d'activité, à gagner 350 000 clients et à installer 600 000 lignes, accomplissant ainsi plus de 20 % de ses objectifs pour les dix années à venir. Retevisión va également investir 4,7 milliards de francs pour 1998. Enfin, une politique des prix attractante, avec des rabais allant jusqu'à 20 % sur les communications à l'étranger devrait contribuer à aider Retevisión à s'implanter.

Lince est donc le petit nouveau sur le marché. France Télécom en détient 69 %, la société Editel (filiale du Banco Santander) 30 % et Cableuropa (un groupe d'opérateurs de câble) le 1 % restant. Lince a largement bénéficié des hésitations de British Telecom et d'Airtel (qui est le second opérateur de téléphonie mobile en Espagne), et s'est retrouvé finalement tout seul, le 25 février, lorsqu'il s'est agi de présenter une offre pour la troisième licence de téléphonie fixe.

Le président de France Télécom, Michel Bon, a déclaré que le consortium va investir 4 milliards

de francs en cinq ans et jusqu'à 9 milliards pour les dix prochaines années. L'un des avantages de Lince par rapport à Retevisión, qui utilise le réseau de télécommunications de la compagnie d'électricité Endesa, c'est que le consortium français sera, estime M. Bon, « plus flexible pour construire son réseau, avec plus d'argent disponible, et sans doute plus d'expérience que Retevisión ». Lince devrait en effet disposer dans un premier temps des infrastructures de Cableuropa. La bataille pour le téléphone espagnol, qui a éveillé de nombreux appétits à l'étranger — notamment aux Etats-Unis, où plusieurs compagnies américaines, outre WorldCom et MCI, déjà alliées à Telefonica, cherchent à pénétrer la péninsule pour mettre ensuite un pied sur le marché d'Amérique latine — ne s'en tiendra pas là. Dans les prochains mois, devraient se développer les services de télécommunications par câble (une vingtaine de licences ont déjà été octroyées) mais surtout, en principe à la fin du mois de juin, on connaîtra le troisième opérateur de

téléphonie mobile numérique. Ce dernier viendra concurrencer les deux opérateurs actuels, Telefonica Móviles et Airtel (BCH, Banco Santander et British Telecom). Pour l'instant, il y a deux prétendants à ce nouveau réseau: Retevisión Movil (filiale de Retevisión) et Alas, un groupe constitué par France Télécom (qui en détient 35 %) et Ferrovial (10 %). Là encore le marché est prometteur: il existe cinq millions d'abonnés aujourd'hui, un chiffre qui pourrait, selon les prévisions, atteindre les dix millions en 2001. Une bataille arbitrée par l'Etat espagnol qui, dans une certaine mesure, sera jugée et partie, pour les deux prétendants.

Chacun d'entre eux détient en effet à travers ses partenaires des intérêts dans la téléphonie de base et doit gagner cet appel d'offres pour s'affirmer ensuite comme opérateur global. Si Retevisión Movil perdait, la relance d'un accord avec Airtel pourrait être de nouveau à l'ordre du jour.

Sophie Fay

Les impacts d'une certification environnementale

COMMENT motiver les entreprises à instaurer une politique environnementale? Pour l'instant, c'est volontairement que les sociétés s'engagent dans cette voie. Deux normes sont à leur disposition: ISO 14001, créée en 1995, a été adoptée par cent vingt entreprises en France; EMAS (Eco-Management and Audit Scheme), certification de la Communauté européenne, est appliquée dans seize unités, alors qu'en Allemagne plus de douze cents sites ont

déjà été certifiés. Afin de sensibiliser les entreprises sur les bienfaits d'une telle politique, le cabinet de conseil Arthur Andersen a publié, mercredi 10 juin, une enquête intitulée « Les systèmes de management de l'environnement, coûts et bénéfices pour l'entreprise ». Seule une vingtaine d'entreprises certifiées ont répondu au questionnaire, et les auteurs recommandent que les résultats « ne sont statistiquement pas représentatifs ».

Ils permettent cependant d'esquisser un bilan de la certification: en moyenne, elle a coûté 640 000 francs à l'entreprise et entraîne un coût annuel récurrent de 300 000 francs. Ces dépenses n'incluent pas la mise en conformité des procédés industriels, fortement liée aux secteurs d'activité. Les bénéfices d'une telle démarche sont chiffrés: 70 % des entreprises interrogées ont réduit leur consommation d'eau et de matières premières et économisent en moyenne 164 000 francs par an. Plus de la moitié d'entre elles optimisent le traitement des rejets solides, liquides ou gazeux et économisent

245 000 francs annuels. « Le retour sur investissement tourne autour de deux ans et demi », précise Eric Duvaud, directeur du département environnement d'Arthur Andersen « mais cela ne prend pas en compte l'ensemble des bénéfices non chiffrés ». Pour neuf entreprises sur dix, en effet, cette politique a augmenté la motivation de leur personnel et amélioré leur image auprès des clients.

Laure Belot

ESC Amiens
DES FAITS...
DES RÉSULTATS EN ENTREPRISES

- DES FAITS...
 - au cœur de l'Europe
 - à 1 heure de Paris
 - des promotions à taille humaine
- DES RÉSULTATS EN ENTREPRISES...
 - plus de 1500 offres de stage par an
 - 2500 anciens
 - Maîtrise Sures, promo 93, comptable analytique et auditeur interne, Commissariat à l'Énergie Atomique CEA Saclay
 - Catherine Guillou-More, promo 84, resp. marketing excecq, Cofinoga
 - Stephan de Butler d'Ormond, promo 80, responsable d'usine et contrôleur de gestion, Delsy
 - Denis Barbier-Massin, promo 72, dir. presse, Groupe Lagardère Retais H

18, place St Michel - 80038 Amiens Cedex 1
tél. 03 22 82 34 60 - fax 03 22 82 23 01
Web : www.supco-amiens.fr
Email : isabelle.humes@supco-amiens.fr
N° Vert : 0 800 85 37 57

Jeux de mots
36 15 LEMONDE

Résultats Grandes Ecoles
Admission et admissibilité
ENS CACHAN 1^{re} et 3^e année
Les 15, 16, 17 et 19 juin 1998
3615 LEMONDE

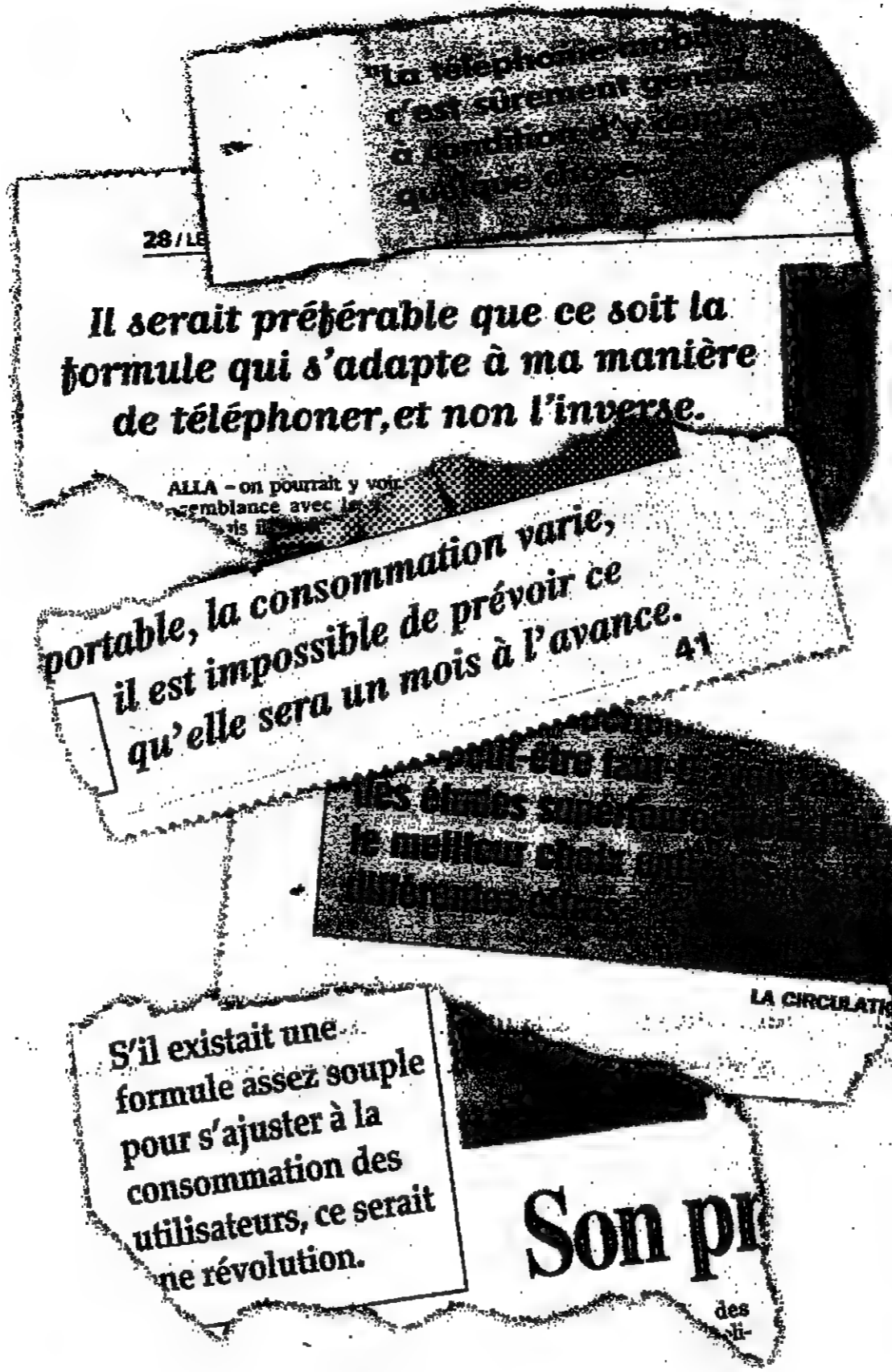
M
Le
les

L
I

nan
Mr P
sar,
exan
cem
pou
bien
vice
gran
leix
Le
d'av
L'Ho
tonn
de h
l'Op
com
ciété
lyoni
ment
judic

PROC
Les
ont e
Syl
lorat
factu
de fi
milli
de 1,
ciers
Hen
dans
pour
ont t
soup
ferts
de c

de
Be
ton:
nouz
l'esb
par
dem
nalc
tion.
des
sa ré
les j
beat
imp
gard



SFR invente Sérénité et simplifie la téléphonie mobile.

2 heures pour 215 Francs par mois
et 1 Franc seulement la minute supplémentaire*.
Sérénité est une formule conçue par SFR
pour s'adapter aux variations de votre consommation.
La téléphonie mobile souple, juste et tellement plus simple,
ça s'appelle Sérénité et c'est signé SFR.

SFR est une marque de  cegetel

N° vert 0800 426 426

*appels métropolitains (hors n° spéciaux et vers certains services SFR)
dans les zones couvertes par le réseau GSM de SFR. Souscription
pour une durée min. de 12 mois. Frais de mise en service en sus. Prix TTC.

SFR

SFR 100% SFR

AFFAIRES

INDUSTRIE

ST MICROELECTRONICS : le fabricant franco-italien de semi-conducteurs (ex-SGS-Thomson) a décidé de se doter d'une unité de production supplémentaire, a annoncé, vendredi 12 juin, son PDG, Pasquale Pistorio. Celui-ci souhaite que cette unité, opérationnelle au début de l'an 2000, soit construite à Catane, en Sicile. Il s'agit d'un investissement de 1,2 milliard de dollars (7,2 milliards de francs).

LAMBORGHINI : le constructeur automobile allemand Audi, filiale de Volkswagen, a annoncé, vendredi 12 juin, qu'il négocierait les détails du rachat du fabricant de voitures de sport italien Lamborghini. Par ailleurs, Audi va finaliser le rachat du motoriste britannique Cosworth, pour un montant de 1,2 milliard de francs (lire page 18).

MITSUBISHI : la filiale américaine du groupe automobile japonais Mitsubishi a accepté de verser 34 millions de dollars (environ 200 millions de francs) pour mettre fin à une procédure judiciaire engagée à son encontre par 300 de ses employés femmes pour harcèlement sexuel.

COMPAQ/DIGITAL : les actionnaires de Digital Equipment Corp. (DEC) ont donné leur accord, jeudi 11 juin, à l'acquisition du groupe informatique par Compaq. La transaction, de 9,6 milliards de dollars, est la plus importante jamais réalisée dans le secteur.

SERVICES

LONRHO : le groupe britannique a annoncé, jeudi 11 juin, avoir vendu sa chaîne hôtelière Princess pour 540 millions de dollars (3,2 milliards de francs) au groupe Canadian Pacific Hotels and Resorts, dans le cadre de sa stratégie de recentrage sur les activités minières.

LAPEYRE : le groupe de distribution spécialisée, filiale de Saint-Gobain a conclu un accord avec le groupe allemand CGA, en vue de lui racheter ses activités de fabrication et vente de menuiseries (six usines) pour 62 millions de deutschemarks (207 millions de francs).

FINANCE

MARSEILLAISE DE CRÉDIT : Bercy doit annoncer vendredi la vente de l'établissement marseillais à la banque Chais, filiale du Crédit Commercial de France (lire page 17).

GOLDMAN SACHS : les partenaires de la banque d'affaires américaine se prononcent vendredi sur une éventuelle cotation en Bourse (lire page 12).

CRÉDIT LYONNAIS : le ministre des finances Dominique Strauss-Kahn a annoncé jeudi que les pertes du CDR, chargé de céder les actifs du Crédit Lyonnais, avaient été réduites à la baisse à 9,5 milliards de francs. Elles étaient évaluées il y a un an à 100,2 milliards.

ITCB : l'agence de notation financière Standard and Poor's a placé sous surveillance avec implication négative la notation de la banque japonaise Long-Term Credit Bank of Japan Ltd. ITCB, en proie à de vives rumeurs, va se séparer d'un tiers de sa clientèle dans les deux années à venir.

GAN : la décision d'attribution du groupe d'assurances, en cours de privatisation, sera annoncée début juillet, a indiqué jeudi le ministre de l'économie. La remise des offres définitives des deux finalistes, Swiss Life et Groupama, interviendra le 17 juin.

BANQUES : le président de l'Association Française des Banques (AFB), Michel Freyche, s'est dit confiant jeudi dans l'aboutissement des discussions avec les syndicats sur la modernisation de la convention collective.

Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

Tableau à double colonne montrant les hausses et baisses de cours pour divers indices et actions.

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

VENDREDI 12 juin, à la mi-journée, la Bourse de Paris a accentué son repli. Si l'indice CAC 40 a débuté la séance sur un recul limité, la perte s'est élevée à 1,60 %, à 4 075,45 points vers midi. Le yen a poursuivi sa chute (144,27 yens pour un dollar). Pour de nombreux investisseurs, la lointaine crise asiatique, se rapproche de plus en plus de l'Europe.

FRANCFORT

VENDREDI 12 juin, lors de la reprise des transactions après une journée fêlée, la Bourse allemande a abandonné 1,43 %, à 5 716,35 points. Audi, la filiale de Volkswagen a annoncé son intention de racheter le constructeur italien Lamborghini.

NEW YORK

JEUDI 11 juin, la Bourse américaine a subi sa deuxième secousse de l'année après celle du 9 janvier (-2,85 %). L'indice Dow Jones a cédé 159,93 points (-1,78 %), à 8 811,76 points. L'inquiétude manifestée par Robert Rubin, secrétaire américain au Trésor et la baisse du yen ont déclenché des ventes massives. Les valeurs pétrolières ont reculé dans le sillage du prix du brut et les valeurs de tabac (-4,22 % pour Philip Morris - 5,2 % pour RJR) ont souffert du jugement d'un tribunal de Floride qui a accordé une indemnité de 1 million de dollars à la famille d'un fumeur.

Indices boursiers

Tableau récapitulatif des indices boursiers européens et mondiaux.

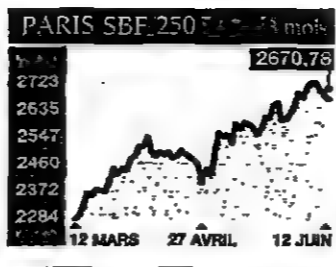


Tableau des indices mondiaux montrant des variations diverses.

TOKYO

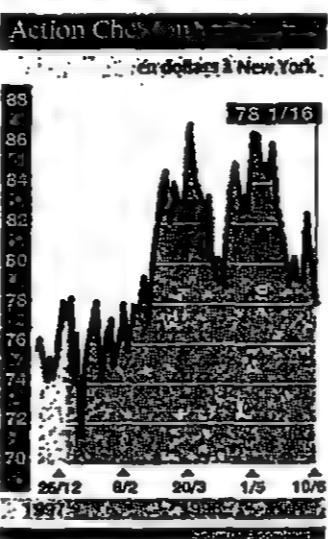
VENDREDI 12 juin, la Bourse japonaise n'a pas cédé à la panique malgré la glissade du yen sous la barre des 144 yens pour 1 dollar et l'annonce officielle de l'entrée en récession de l'économie nationale. L'indice Nikkei a même terminé la séance sur un léger gain de 0,06 %, à 15 022,33 points. Les valeurs sensibles à la consommation intérieure ont baissé comme Ho Yoda (chaîne de supermarchés), tandis que les titres de sociétés exportatrices ont grimpé.

SEOUL

LA BOURSE sud-coréenne a plongé de 8,1 % vendredi, à 302,09 points en raison des ventes massives d'investisseurs étrangers. Ces derniers n'ont pas été convaincus par les propos de M. Camdessus, président du FMI, sur les chances de la Corée du Sud de sortir rapidement de l'ornière.

Valeur du jour : Chevron dans la tourmente

LE MARCHÉ pétrolier, déjà lourdement éprouvé depuis le début de l'année, s'est affaibli jeudi 11 juin. A New York, le prix du baril a perdu 5,4 %, à 12,75 dollars. Depuis quelques semaines, ce marché était soutenu à bout de bras par les pays producteurs qui ont annoncé des réductions de leurs ventes de pétrole. Mais en face, la demande mondiale de pétrole ne cesse de reculer (-2,1 %, à 73 millions de barils par jour), selon les derniers statistiques de l'Agence internationale de l'énergie.



d'hydrocarbures à atteindre 1,48 million de barils par jour (le plus haut niveau depuis douze ans). Et malgré cela, le taux de remplacement des réserves atteignait 142 %. L'année 1997 a été marquée par des découvertes importantes, principalement en Afrique de l'Ouest. Des succès qui ont porté les réserves mondiales du groupe à 6,2 milliards de barils, soit près de onze années et demie de production. Mais, fin avril 1998, la publication des résultats du premier trimestre 1998, a fait déchanter les investisseurs. La baisse de 37 % du prix moyen du pétrole sur un an a amputé le chiffre d'affaires de 31 %, à 7,7 milliards de dollars et le bénéfice net de 41 %, à 500 millions de dollars.

Chevron avait subi un manque à gagner de 75 millions de dollars en raison de l'arrêt pour maintenance de ses deux principales raffineries aux États-Unis. La chute du prix du pétrole n'a pourtant pas modifié la stratégie du groupe. Au premier trimestre, ses dépenses d'exploration ont augmenté de 3,3 %, à 972 millions de dollars et le groupe a phubé son budget de 7 % pour limiter la baisse des résultats.

Enguerrand Renault

MONNAIES

Dollar : vendredi 12 juin, lors des premières transactions, le billet vert a fait preuve d'une belle vigueur face aux autres devises européennes. Il s'est hissé au-dessus de la barre symbolique de 1,80 mark à 1,8074. Face au franc français, le dollar s'est échangé à 6,06 francs. Yen : jeudi 11 juin, le yen a atteint son plus bas niveau face au dollar depuis le mois d'août 1993. Il s'est échangé jusqu'à 144,15 yens pour 1 dollar. Robert Rubin, secrétaire américain au Trésor, a rappelé que les États-Unis partagent « l'inquiétude croissante » du Japon sur la faiblesse du yen qui gonflerait l'excédent commercial japonais. Mais les cambistes s'inquiètent surtout d'une éventuelle contagion de la nouvelle crise monétaire qui pourrait forcer la Chine à dévaluer le yuan. Toutefois, le premier ministre chinois Zhu Rongji a réaffirmé le contraire. Vendredi 12 juin, sur les marchés des changes européens, le dollar s'est négocié à 144,05 yens.

Cours de change

Tableau des cours de change pour diverses monnaies.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt pour différents pays et échéances.

Marché des changes

Tableau des marchés des changes pour diverses monnaies.

Matières premières

Tableau des matières premières montrant des variations.

Pétrole

Tableau du pétrole montrant des variations.

Or

Tableau de l'or montrant des variations.

TAUX

France : vendredi 12 juin, le marché obligataire français a ouvert en légère hausse. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif qui mesure la performance des obligations d'Etat a gagné 12 centimes pour s'inscrire à 105,08 points. Le rendement des obligations assimilables du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait en baisse à 4,82 %. La chute des marchés des actions a déclenché un mouvement de transfert vers les obligations d'Etat, actifs moins risqués.

Allemagne : vendredi 12 juin, le contrat Bund, l'équivalent allemand du notional français, a débuté la séance sur une hausse de 22 centimes à 108,39 points. Le rendement des obligations d'Etat à dix ans a reculé à 4,76 %, maintenant le différentiel avec les obligations françaises à 0,06 %.

États-Unis : jeudi 11 juin, le rendement des bons du Trésor américain à 30 ans a baissé à 5,66 % (-0,05 %).

ÉCONOMIE

Le Japon est entré en récession

LE JAPON est entré en récession, après avoir enregistré deux trimestres consécutifs de croissance économique négative, selon les statistiques diffusées vendredi 12 juin par l'Agence de planification économique (EPA). Le produit intérieur brut (PIB) de l'archipel a reculé de 1,3 % au premier trimestre (janvier-mars) par rapport au trimestre précédent (octobre-décembre 1997). Au précédent trimestre, la croissance avait été négative de 0,4 % (lire page 16).

Le nombre des défaillances d'entreprises japonaises a progressé de 37,5 % en mai, par rapport à mai 1997, pour frapper 1791 sociétés. Il faut remonter à 1984 pour retrouver un nombre aussi élevé de faillites pour un mois de mai.

Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, a indiqué jeudi que les États-Unis partagent « l'inquiétude croissante » du Japon sur la faiblesse du yen, tout en soulignant qu'un redressement de la devise japonaise ne peut venir que d'une reprise économique interne.

Russie : la Bourse de Moscou et le rouble sont repartis nettement à la baisse après que les espoirs d'un soutien international au système financier de la Russie se sont estompés (lire page 16).

États-Unis : les exportations américaines vers les cinq pays d'Asie du Sud-Est frappés par la tourmente financière sont en baisse de 17 à 21 milliards de dollars, dont près des deux tiers en Corée du Sud. Au Japon, elles reculent de 6 à 8 milliards de dollars. La baisse des exportations américaines en Asie va probablement s'accroître durant le reste de l'année, a prédit Janet Yellen, la principale conseillère économique de la Maison Blanche.

Les ventes de détail aux États-Unis ont augmenté de 0,9 % en mai par rapport à avril. Cette hausse est conforme aux attentes des analystes de Wall Street et représente la septième progression mensuelle consécutive.

Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux États-Unis ont baissé de 23 000 à 315 000 pour la semaine close le 5 juin. Les analystes de Wall Street tablent sur une diminution de 9 000 de ces demandes la semaine suivante.

France : Lionel Jospin a confirmé, dans un entretien au Parisien-Aujourd'hui paru vendredi, l'abandon de la mise sous condition de ressources des allocations familiales qui sera remplacée par un abaissement du plafond du quotient familial. La conférence sur la famille s'est ouverte vendredi matin à Matignon (lire page 6).

Allemagne : les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en mai comparé à avril, portant leur hausse à 1,3 % sur un an, a annoncé vendredi l'Office des statistiques à Wiesbaden.

Grande-Bretagne : le ministre britannique des finances, Gordon Brown, a annoncé jeudi son intention de réduire fortement la dette publique du Royaume-Uni, tout en accroissant les investissements, grâce à une réforme des dépenses publiques et à des privatisations. Il a confirmé la cession d'une part majoritaire de 51 % dans le système de contrôle aérien.

Suède : la production industrielle a enregistré en mars une baisse de 0,3 % par rapport à février. Au cours du premier trimestre 1998, la production totale de la Suède a enregistré une baisse de 2,1 % par rapport au dernier trimestre 1997.

Turquie : Ankara a annoncé jeudi la suspension de toute négociation sur des contrats de défense d'un montant total de 10 milliards de dollars avec la France jusqu'à la fin du processus parlementaire engagé dans ce pays concernant une loi sur le « génocide arménien ».

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 12 JUIN
Liquidation : 23 juin
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like BNP, Cyprien, Renault, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30
VENDEDI 12 JUIN

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

SECONDE MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30
VENDEDI 12 JUIN

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 11 juin

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation, Nominal. Lists various stocks like Air Liquide, Alcatel, Alstom, etc.

Advertisement for 'Le remplaçable (sauf par le numéro suivant)' with 'The Economist' logo.

Advertisement for 'SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT' with various fund listings.

هكذا امتنا الأصل

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 13 JUIN 1998 / 23

12 JUIN 1998.

UN JOUR NOUVEAU POUR L'INFORMATIQUE.

Aujourd'hui, Compaq, n°1 mondial de la micro-informatique*, associe à sa position de leader incontesté de l'informatique aux standards de l'industrie, la puissance technologique et l'expérience unique de Digital dans l'informatique d'entreprise.

Au-delà de la complémentarité des atouts de Digital avec ceux de Tandem et de Compaq, l'entreprise qui naît aujourd'hui de cette fusion correspond parfaitement aux besoins du marché.

Nous nous sommes donnés pour mission de faciliter l'utilisation de l'informatique en la rendant plus efficace pour tous. Et pour accomplir cette mission, nous allons militer pour une idée claire, différente de celles qui ont amené à l'affrontement de tant de technologies concurrentes : tout doit fonctionner avec tout. Et tout doit fonctionner dans votre intérêt.

Notre principale priorité est de créer la meilleure entreprise informatique possible pour le monde interconnecté dans lequel nous vivons. Un monde où toute l'information est en ligne, accessible, disponible et partageable par tous, de n'importe où et à n'importe quel moment. Un monde complexe riche de promesses, impressionnant de possibilités et de perspectives.

Grâce à notre expertise et à notre savoir-faire, nous allons permettre à nos clients de tirer le meilleur parti de l'immense potentiel de ce monde en réseau en leur donnant les moyens d'en maîtriser la complexité.

Nous allons pour cela nous appuyer sur notre stratégie de partenariats en renforçant notre collaboration avec les plus grands acteurs de cette industrie, Microsoft, Intel, Oracle, SAP et les autres pour créer, tester et perfectionner les meilleures solutions.

Nous voulons continuer d'ouvrir la voie vers des solutions basées sur les standards de l'industrie, simples, économiques en réduisant les coûts et en diminuant les risques.

Nos offres seront accessibles par tous les circuits que veulent utiliser nos clients : sur le Web, avec un service Client personnalisé et au travers de notre large réseau de distribution composé de 65 000 revendeurs qualifiés.

Nous allons continuer de développer notre avance sur tout ce qui constitue le moteur de ce monde en réseau :

- Windows NT® dont nous sommes déjà le leader incontesté en matière de systèmes et de support, avec le plus grand nombre d'ingénieurs certifiés NT prêts à vous faire profiter de cette expérience inégalée ;
- L'informatique pour les applications critiques dont les plus importantes sont supportées par les technologies OpenVMS™ et Tandem Non-Stop® Kernel qui gèrent notamment 60% des transactions financières dans le monde ;
- L'informatique 64 bits pour laquelle nous possédons 5 années d'avance avec plus de 5 000 applications qui fonctionnent déjà sur des systèmes UNIX® à base d'Alpha partout dans le monde ;
- Les services avec 25 000 professionnels de l'informatique dans plus de 100 pays qui constituent un formidable potentiel de conseil, d'assistance et de prise en charge, même pour le plus complexe des réseaux multi-plateforme.

Quel que soit votre besoin, nous pourrions y répondre. Et quelles que soient vos attentes, nous travaillons déjà à les dépasser.

C'est la mission que nous nous sommes fixée et l'engagement que nous prenons. Bienvenue dans le nouveau monde de l'informatique.

COMPAQ

www.compaq.com/new_world

©1998 Compaq Computer Corporation. Tous droits réservés. Compaq et le logo Compaq sont des marques déposées de Compaq Computer Corporation. DIGITAL, OpenVMS et Alpha sont des marques déposées de Digital Equipment Corporation. NonStop et NSK sont des marques déposées de Tandem Computers Incorporated. Les autres noms ou marques déposées ne nous appartiennent pas à leurs détenteurs respectifs. * Basé sur les unités livrées pour l'année 1997. Source : Dataquest.

HORS COTE

STYLES Partant de vêtements pour fermiers, découpés dans une toile imperméable destinée aux voiles de bateau, l'entreprise familiale Barbour s'est construite une réputation aussi solide que ses vestes vert foncé qui se répandent

dans l'Empire britannique. **SON CATALOGUE** s'est enrichi au fil du temps, mais continue de s'inspirer des modèles qui ont fait sa renommée. Depuis deux ans, Barbour s'est lancée dans une politique de produits - chemises, pulls, etc.

My Barbour is rich

Armée pour le grand plein air, la marque centenaire et anglaise a conquis le pavé des villes avec des modèles pratiques et intemporels

UN VÊTEMENT qui vous donne à la campagne des allures de chasseur et, en ville, un air d'homme d'affaires bon chic, bon genre... voilà la clé du succès. Ce manteau court et lourd qui vient du nord-est de l'Angleterre a un nom, qui est aussi le nom d'une famille: Barbour. Par temps de pluie, il colore les beaux quartiers d'un discret vert que les Britanniques qualifient de « sage », toujours luisant (car huilé). Il plaît aux étudiants, aux femmes et aux hommes qui aiment l'élégance décontractée et le confort. Pour ceux-là, il est plus qu'un habit efficace contre les intempéries: compagnon des mauvais jours météorologiques, il est aussi de la partie pour la pêche, les sorties de chasse, les promenades en forêt, les balades avec le chien... et ne recule pas devant les soirées à l'opéra, même s'il les passe au vestiaire. Autant d'aventures qui créent des liens.

Celui qui possède un Barbour - d'ailleurs, on ne dit pas « ma veste » ou « mon imperméable Barbour », mais « mon Barbour » - tient à le conserver. Les clients de l'enseigne préfèrent ramener régulièrement leur Beaufort ou leur Gamefair à réparer - tous les articles sont garantis à vie - plutôt que d'en acheter un neuf. A l'appui de cette observation, on n'hésite pas à rappeler, dans l'entreprise, ce jour fameux où la reine renvoya sa

royal jacket pour une remise en état. « Margaret Barbour, l'actuelle PDG, lui a alors proposé de lui en offrir une neuve. La reine a chaleureusement accepté la proposition, mais a néanmoins réclamé qu'on lui répare l'ancienne, expliquant combien elle y était attachée. »

Créée à la fin du XIX^e siècle, l'entreprise n'a jamais quitté le giron familial. Elle a conservé, depuis plus d'un siècle, le même mode de fabrication. Son catalogue s'est enrichi, mais a conservé les modèles qui ont fait sa renommée. Quant à son slogan: « Le meilleur vêtement pour le pire temps anglais », il n'a pas changé depuis dix ans. Barbour tire sa force de son histoire, des principes de fidélité et de constance qui la définissent depuis que son créateur, John Barbour, un petit tailleur de Newcastle, s'est mis à couper des vêtements pour les fermiers dans une toile enduite de graisse de poisson, parfaitement imperméable, destinée aux voiles de bateau (Le Monde du 5 avril 1994).

En 1930, cette matière est remplacée par du coton d'Égypte et la graisse de poisson par une huile dont la composition est soigneusement gardée secrète. Barbour élargit alors sa clientèle grâce à une gamme plus large de modèles conçus pour les pêcheurs, les chasseurs, les sportifs, les militaires (le costume deux pièces Barbour

Admiralty a été créé pour l'équipage des sous-marins) et les premiers motards. Tous avaient la même exigence pour des tenues résistantes et parfaitement imperméables. La réputation de la marque se construit alors par la bouche-à-oreille. Et, en quelques années, Barbour revêt de vert foncé tout l'Empire britannique. La cour n'échappe pas à la règle et fait obtenir à la marque le label de « fournisseur de Sa Majesté la

« Vêtements fonctionnels détournés de leur fonction », ils sont à la fois « à la mode et hors mode »

Reine, du duc d'Edimbourg et du prince de Galles »; trois couronnes qui ornent l'enseigne.

Dans les années 80, ce vêtement « de terrain » qui colle aux contraintes météorologiques et au mode de vie locaux rencontre la vague « authenticité-loisirs-nature » qui touche l'Europe. Et c'est l'explosion. L'Italie, l'Allemagne, la France adoptent le Barbour. Depuis, les ventes n'ont cessé de progresser. Aujourd'hui, l'enseigne exporte 75 % de sa production et vient de conquérir le marché américain (avec une progression de 60 % entre 1997 et 1998). Sa clientèle: 20 % seulement de spécialistes (chasse, pêche, équitation), 80 % qui ne le sont pas et choisissent Barbour pour son aspect pratique et intemporel.

« Ce sont des vêtements fonctionnels qui sont détournés de leur fonction. Le Beaufort, par exemple, qui a été créé il y a vingt ans à la demande des chasseurs, comporte un carter très apprécié des citadins parce qu'ils y glissent leur journal. Il est notre modèle le plus vendu, après le Bedale, précise François Mouret, directeur commercial de Barbour France. De plus, le Barbour est un vêtement à la fois à la mode et hors mode. » Il n'y a d'ailleurs pas de stylistes chez Barbour. Les modèles sont conçus par une équipe interne.



Un manteau court et lourd aussi bien pour la pêche que pour les soirées à l'opéra.

Les affiches publicitaires et les pages des catalogues Barbour ne font pas plus de concessions à la mode. Ils n'ont recours à aucun mannequin. Et, plus que les vêtements eux-mêmes, ils mettent en avant des ambiances hors temps... la vie entre copains et en famille dans des paysages de campagne légèrement surannés. C'est beau comme un film anglais.

Depuis deux ans, la marque s'est lancée dans une politique de produits. Des pulls épais et rustiques en laine d'agneau, des chaussettes très épaisses, des polos en coton, des chemises, des chapeaux, des pantalons sont venus enrichir la gamme. Mais aussi des vêtements conçus spécialement pour les femmes. « Tous nos produits sont mixtes, souligne François Mouret, mais nous avons commencé à lancer des produits spécifiquement féminins comme la veste Beacon, qui

marque très bien. » Ainsi que des chaussures, depuis le mois de mai: style classique (chaussures de marche, mocassins, chaussures bateau) et mode de fabrication défini par les mêmes critères d'exigence que ceux appliqués aux autres produits.

Barbour fabrique tout dans ses sept usines. Histoire de maîtriser la technique qui fait sa réputation. Chaque veste nécessite deux cents pièces de tissu différentes, quinze mille points de piqûres, une coupe qui guide les gouttes de pluie et ne les laisse pas pénétrer. Argument commercial, la qualité. Mais aussi le service après-vente - quatre-vingt personnes travaillent à l'entretien (réparation et réimperméabilisation) - qui est parfois difficile d'incliquer aux revendeurs, mais qui sert de poste d'observation.

En rapportant leur vêtement, les

clients parlent, suggèrent, dictent parfois des idées. Depuis quelques temps, une demande se fait pressante: une poche pour le téléphone portable. Chez Barbour, on écoute et l'on réfléchit sans se précipiter. C'est une philosophie. Lorsqu'on montre quelques signes de nervosité, dans cette entreprise très anglaise, Margaret Barbour est toujours là pour rappeler que l'enseigne a cent ans... et que le temps, au fond, est une force.

Véronique Cauhapé

* Barbour est distribué, en France, dans les grands magasins (Galeries Lafayette, Printemps, Bon Marché), les magasins spécialisés (notamment l'Armurerie de la Bourse, 37, rue Vivienne, 75002 Paris) ainsi que chez Old England, 12, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

Achat et entretien

- Les classiques
 - La veste Beaufort: 1 690 F;
 - La veste Bedale: 1 525 F;
 - Le trenchcoat: 1 800 F;
 - Le surcot (chapeau de pluie): 225 F.
- Les nouveautés
 - Le Beacon (veste pour femme): 1 550 F;
 - La veste Eskdale, existe depuis peu en microfibrés: 715 F;
 - Pull lambswool chiné: à partir de 520 F;
 - chaussettes: entre 800 et 1 900 F.
- L'entretien par soi-même
 - Pour le nettoyer, brosser

simplement votre vêtement. Ne jamais utiliser d'eau chaude, de détergent, de solvant, de savon. Ne jamais nettoyer à sec ou en machine.

- Pour le réimperméabiliser: placer la boîte d'appât imperméabilisant d'origine Barbour dans une casserole d'eau chaude; puis faire pénétrer la pâte ramollie à l'aide d'un chiffon ou d'une éponge, en insistant particulièrement sur les coutures, les plis et les parties sèches. Pour une réelle finition, passer un sèche-cheveux sur toute la surface... Et surtout lire attentivement la notice qui est fournie avec chaque article.

CHAQUE MERCREDI

Montréal: la chronique de Monud Vázquez Montalbán

15 F

le européen

LE BOOM DES ASSOCIATIONS
10 millions d'emplois dans l'Union européenne

Une passion venue du Nord: le Bio

chez votre marchand de journaux

15 F

Le retour des claquettes

LA CHAUSSURE médicalisée avance à grands pas dans la mode et chasse l'inconfort des talons-à-gaules qui ont comprimé les pieds tout l'hiver. Toujours diffusée dans les pharmacies et les boutiques de matériel médical, la fameuse « Pescara » du docteur Scholl, brevetée le 28 mars 1960, s'affiche désormais dans les magazines de mode. Depuis janvier, en France, la marque a vendu quatre fois plus de chaussures qu'au premier semestre 1997. Et les traditionnelles claquettes d'infirmerie se déclinent cette année en nubuck velouté lilas, vert émeraude et jaune soleil.

Très en vogue, la Berkemann. La paternité de cette sandale de gymnastique - qui fait travailler votre plante et orteil - revient au professeur Thomsen. Le podologue suisse l'a dessinée et taillée dans une semelle en bois de peuplier en 1938. Les plus branchés parodient en claquettes de piscine. A la boutique Colette, parmi les dernières Nike et les New Balance, on trouve les sandales Sensi, créées en 1962 et reconnues pour leur système de drainage de la circulation dans le pied.

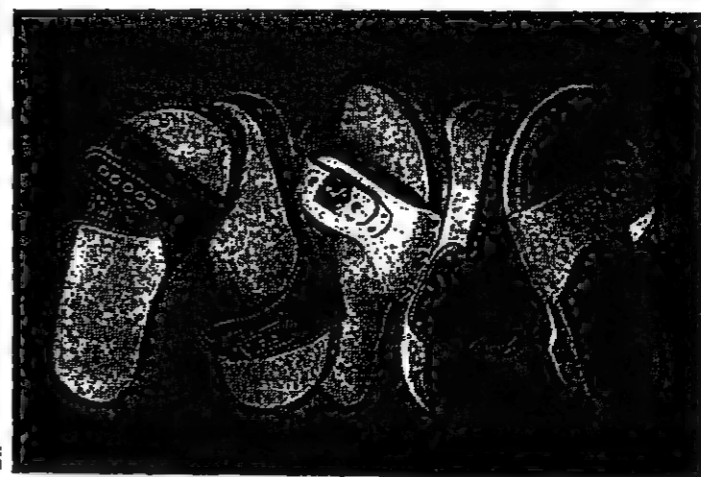
Les mules « lounge » en éponge d'Hush Puppies s'arrachent dans les megastores les plus sélectifs comme Barney's à New York et Georges à Melbourne. Plus habi-

tuee aux ortels des maîtres nageurs, la sandale en plastique préformée de Nike se porte aujourd'hui dans Soho avec des pantalons Prada. Dans son numéro de juin, le magazine Wall Paper l'a même élue meilleure chaussure de voyage, avec le mocassin Tod's. « Une réponse hygiéniste pour aller dans les toilettes d'un 767 », précise le magazine.

LES CHOCS AMORTIS
Rebutant encore beaucoup de consommateurs français, la solide allemande Birkenstock devient un accessoire en vue. Son allure relaxée, son « lit de pied », une cavité anatomique pour le talon qui amortit les chocs, l'avaient rendue populaire aux pieds des hippies puis des grunges au début des années 90. Avec 20 000 paires sorties d'usine chaque jour, elle est un classique aux Etats-Unis et en Europe du Nord.

En 1993, Marc Jacobs, l'actuel directeur artistique de Vuitton - alors styliste chez Perry Ellis -, a fait défiler des sandales Birkenstock aux pieds de ses mannequins. Avec l'allure puritaine et les panoplies rase-bitume de l'hiver prochain, on se prépare à les porter « à la nonne » avec d'épaisses chaussettes de laine.

Anne-Laure Quilleriet



La « Pescara », de Scholl, désormais dans l'air du temps.

Mules, tongs et claquettes

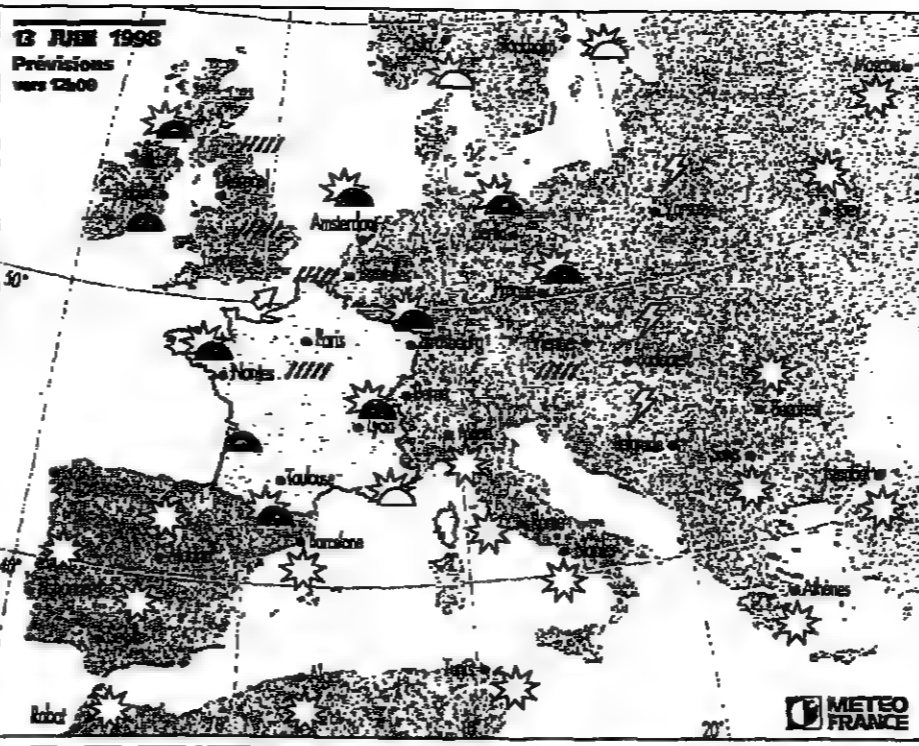
- Médicales. Berkemann (330 F), Birkenstock (de 430 à 550 F) à la boutique Anatomica: 14, rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris.
- Sportives. Les sandales américaines de canyoning, de 640 à 690 F, Teva chez Anatomica. L'« Explorer », la première sandale pour homme de Caterpillar à brides de nubuck et de Néoprène, 660 F.
- Japonaises. Les « zoris » à brides de velours ou en gros grain sur des semelles de chanvre ou d'alcantara, de 570 à 900 F, Facteur Celeste au Printemps

- Hausmann ou à La Redoute.
- Orientalistes. Claquettes « Cie » en cuir prune ou paprika brodé de fil doré, 995 francs, Stéphane Kélian, 6, place des Victoires, 75002 Paris.
- Indiennes. Socques en soie plissée rose imprimée batik, 1 400 F, Christian Louboutin, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 Paris.
- Couture. Babouches en cuir métallisé bois de rose, 1 300 francs, Sergio Rossi, 22, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Week-end d'avril

SAMEDI, l'anticyclone des Açores reste trop timide pour protéger la France. Après une courte accalmie vendredi, le temps se dégradera à nouveau. Une nouvelle dépression passera sur l'Angleterre entraînant une écharpe de nuages et de pluies qui traversera une bonne moitié nord de la France. Les régions méridionales seront souvent épargnées par ces intempéries.

Les éclaircies du petit matin ne dureront pas longtemps. Il pleuvra dès le matin de la Champagne à la Bourgogne et sur l'est l'après-midi. On prévoit de 14 à 18 degrés. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Il pleuvra une bonne partie de la journée en Poitou-Charentes. Plus au sud, on bénéficiera d'éclaircies dans un ciel voilé. Des ondées sont attendues l'après-midi de l'Aquitaine au midi toulousain. On prévoit 15 à 18 degrés au nord et 21 à 25 degrés près des Pyrénées.



- Ensoleillé
Pou
Nuageux
Brièvement éclaircies
Couvert
Brouillard
Averses
Pluie
Orages
Neige
Vent fort

LE CARNET DU VOYAGEUR

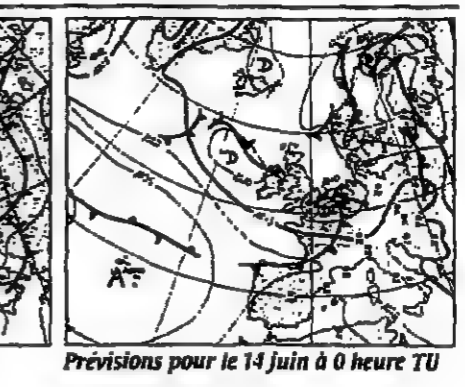
FRANCE. Du samedi 4 juillet au samedi 12 septembre, Visit France propose, chaque samedi, des vols spéciaux entre l'aéroport d'Orly et Figari. A ces vols secs (de 1100 à 1410 F/A/R) s'ajoutent des forfaits modulables incluant le prix de l'avion, l'hébergement et/ou une voiture de location.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, Bourges, Brest, Caen, Cherbourg, Clermont-F., Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Papeete, Athènes, Barcelone, Belfast, Belgrade, Berlin, Bern, Bruxelles, Bucarest, Budapest, Copenhague, Dublin, Francfort, Genève, Helsinki, Istanbul.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Kiev, Lisbonne, Liverpool, Londres, Luxembourg, Madrid, Milan, Moscou, Munich, Naples, Oslo, Palma de M., Rome, Sarajevo, Sofia, St-Petersb., Stockholm, Téhéran, Varsovie.

Table with 2 columns: City and Temperature (min/max). Includes cities like Venise, Marrakech, Mauritius, Pretoria, Rabat, Tunis, Algérie, Bangkok, Bombay, Djakarta, Hanoï, Hongkong, Jérusalem, New Delhi, Pékin, Séoul, Singapour, Sydney, Tokyo.

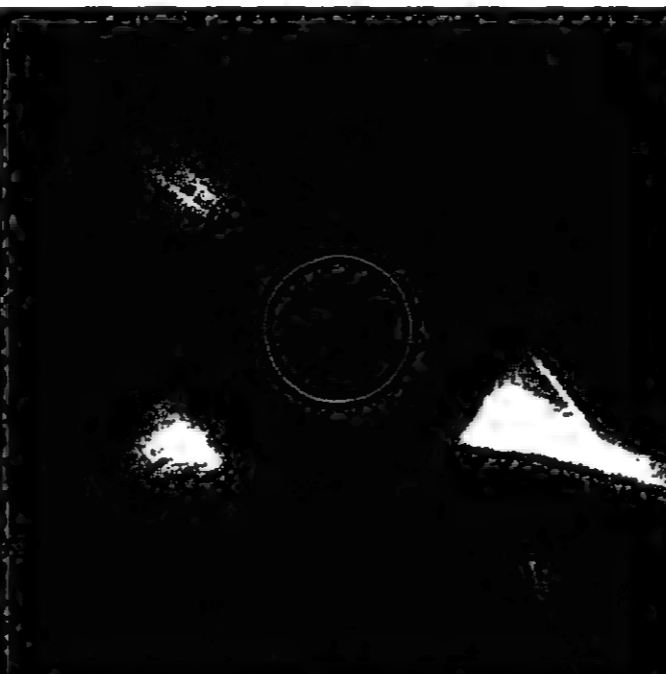


ASTRONOMIE

Le grand plongeon de deux comètes dans le Soleil

A UN MILLION et demi de kilomètres de la Terre est un observatoire qui travaille dans la sérénité du vide interplanétaire. Coproduit de l'Agence spatiale européenne et de la NASA, SOHO (Solar and Heliospheric Observatory) scrute notre étoile. Lancé le 2 décembre 1995 vers le « point de Lagrange », endroit de l'espace où les forces d'attraction de notre planète et du Soleil s'équilibrent, cet astromoteur automatique est doté de onze instruments.

surface de notre étoile proprement dite. « L'oculiste du coronographe empêche de voir ce qui se passe, précise-t-il. Mais je pense que le corps finit de se sublimer à quelques fractions de rayon solaire de la photosphère. Son interaction avec la couronne est extrêmement brève. »



La coronographe de SOHO masque largement le disque solaire. La première comète (arc de cercle à droite de la photographie) se précipite à environ 100 km par seconde vers notre étoile, suivie de près par sa compagne (en bas à droite). Un spectacle encore jamais vu auparavant.

tronome allemand de la fin du XIXe siècle, Heinrich Karl Kreutz constata en 1888 que les éléments orbitaux de certaines comètes célestes étaient semblables. « Il a alors suggéré qu'il s'agissait des fragments d'une grosse comète qui s'était scindée sous l'effet d'une marée solaire », explique Chantal Lévassieur-Regourd, directeur de recherches au service d'astronomie du CNRS.

date que la mission Rosetta a rendez-vous avec la comète Wirtanen. Ce projet un peu fou prévoit qu'une sonde se posera en douceur sur Wirtanen tandis que restera en orbite un module chargé d'effectuer d'autres mesures. Celui-ci transportera notamment un radar qui, à la manière d'un scanner médical, ira « voir » ce qui se passe au centre des comètes.

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with numbers 1-12 and letters I-X.

HORIZONTALEMENT
1. Qui arrive toujours au bon moment, mais il vaut mieux ne pas attendre. - II. Bien définie. Perdu au début, regroupé à la fin. - III. Base colorante. En dessous de la moyenne. - IV. Assure la maintenance du matériel. Contestal le propos. - V. Travaille aux fonds. - VI. Bout d'idée. Marque un tour. Drame nippon. Pour un frère en service. - VII. Ouvrage pour apprendre. Ville du Nigeria. - VIII. Travaille sur la pièce. Continue le travail du jéjunum. -

PROBLÈME N° 98140
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).
8. Négation. Passe beaucoup de temps en prison. - 9. Nous charmé avec ses grands airs. - 10. Maîtres et élèves aux beaux-arts. - 11. Surveillance à distance. Somme ou bons ou mauvais. - 12. Pour calmer, mais nous laisse ramollo.
Philippe Dupuis
SOLUTION DU N° 98139
HORIZONTALEMENT
1. Contemplatif. - II. Aliénée. Luge. - III. Licenciement. - IV. Ego. Se. Paris. - V. Nuls. Nni. Arc. - VI. Drainense. Ah. - VII. Risées. SO. NI. - VIII. Le. Ur. Sénats. - IX. Orvets. Set. - X. Raisiné. Case.
VERTICALEMENT
1. Calendrier. - 2. Oligurie. - 3. Nicolas. Ol. - 4. Tee. Sieurs. - 5. Ems. Nervé. - 6. Méchans. En. - 7. Pei. Nu. Ste. - 8. Episses. - 9. Alma. Eon. - 10. Thera. Asa. - II. Ignorantes. - 12. Fétichiste.

PHILATÉLIE

La fête de la musique
LUNDI 15 JUIN. La Poste mettra en vente générale un timbre à 3 francs, émis dans la série « Europa » et consacré à la Fête de la musique. Cette fête instituée en 1982 a, à deux reprises, bénéficié d'une promotion sous la forme d'une publicité imprimée sur les couvertures des carnets de timbres d'usage courant Liberté de Gandon (en 1989) et Marianne de Briat (en 1990). Le timbre, au format vertical 22x36 mm, dessiné par Christian Broutin - peintre, illustrateur et affichiste né en 1933 à Chartres -, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

Les beaux timbres de 1997
Les prix des plus beaux timbres de 1997, décernés par plus de 100 000 réservataires ou abonnés aux nouveautés de La Poste, ont été attribués le 4 juin. Le timbre Versailles, émis pour le 70e congrès de la Fédération française des associations philatéliques, dessiné par Claude Andréotto, l'a emporté devant les timbres Charadin, César et Châteauneuf du Plessis-Bourré.

EN FILIGRANE
LE « MARCHÉ DU BEAU TIMBRE ». La Poste de Paris Centre organise jusqu'au 14 juin le « Marché du beau timbre », au bureau de poste de Paris-Louvre, 52, rue du Louvre, 1er. Sont proposés : des stands de vente de produits sur le football, une exposition maximale sur les impressionnistes, une oblation spéciale. Le 13 juin, l'aplaniste Christine Janin sera présente au « point dédicaces » (renseignements au 01-40-28-26-96). Souvenirs philatéliques après de l'UP-PTT, 38, rue Vignon, 75009 Paris.

PHILATÉLIE
Les beaux timbres de 1997
Les prix des plus beaux timbres de 1997, décernés par plus de 100 000 réservataires ou abonnés aux nouveautés de La Poste, ont été attribués le 4 juin. Le timbre Versailles, émis pour le 70e congrès de la Fédération française des associations philatéliques, dessiné par Claude Andréotto, l'a emporté devant les timbres Charadin, César et Châteauneuf du Plessis-Bourré.

« C nant Mr Pa sar, a exam come pour biens vice-grand leix (Le d'avc L'Hor tonni de h l'Opé comu mote ciété lyontt ment judci

PROC Les ont e Slyci forat factu de fi milli de l, ciers Hien dans pour ont t soup fertis de ca

de l Be ton: nou l'eb par dem natic on, sa ré les j beat Imp, gard

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 13 JUIN 1998

TECHNOLOGIES La Bibliothèque nationale de France accueillait, mercredi 3 et jeudi 4 juin, un colloque international sur la perspective de la création d'une biblio-

thèque virtuelle unique, de taille planétaire, réunissant sur Internet les contenus des plus grandes « mémoires » du monde. Scientifiques et présidents de bibliothèques

se sont interrogés sur le bouleversement intellectuel que pourrait provoquer la disparition du support papier. ● POUR la philosophe Elisabeth Badinter, une telle évolution consti-

tuera un progrès considérable, mais soumettra le chercheur à la tentation d'une impossible exhaustivité. ● LA RÉVOLUTION de la numérisation a pour conséquence la redéfinition des

frontières entre les professions du livre. La notion de droits d'auteur est également remise en cause par la liberté de circulation et de duplication des ouvrages sur Internet.

Chercheurs et écrivains face au virtuel

L'ébauche d'une vaste bibliothèque virtuelle de dimension planétaire, évoquée lors d'un colloque organisé par la Bibliothèque nationale de France, risque de modifier les conditions de la recherche comme celles de l'écriture. Et de brouiller les frontières entre les métiers du livre

LE 14 JUILLET 1988, François Mitterrand annonçait le lancement du dernier de ses grands travaux, une très grande bibliothèque, qui serait « un établissement d'un type entièrement nouveau ». Le président de la République reprenait ainsi une idée soufflée par son conseiller, Jacques Attali : la nouvelle forteresse du savoir serait virtuelle, immatérielle, sans mur ni papier, et ses ouvrages, entièrement numérisés, ne seraient consultables que sur écran. En 1988, l'immatériel coûtait trop cher et Internet n'était pas encore devenue cette fameuse « autoroute de l'information ». On confia donc à Dominique Perrault le soin de construire, sur les bords de la Seine, un monastère d'un type entièrement nouveau, pour stocker quelques douze millions de volumes-papier. Quant aux utilisateurs des écrans de la Bibliothèque nationale de France (BNF), ils doivent aujourd'hui se contenter de 87 000 documents numérisés.

Paradoxalement, si l'initiative est finalement plus modeste à l'échelle nationale, elle s'affirme davantage sur la scène mondiale. Et c'est la perspective d'une bibliothèque virtuelle unique, de dimension planétaire, réunissant sur Internet les contenus des plus grandes « mémoires » du monde, qui faisait l'objet d'un colloque international à la Bibliothèque de France, mercredi 3 et jeudi 4 juin, à l'initiative de Paul LeClerc, président de la New York Public Library, et de Jean-Pierre Angremy, président de la BNF. Un colloque où étaient résolument écartées les questions d'ordre purement technique pour inviter à réfléchir plus largement sur les contenus numérisables et sur les conséquences culturelles de leur utilisation.

En guise d'introduction, Jean-Pierre Angremy ne pouvait manquer d'évoquer, comme un rêve réalisé, la bibliothèque de Babel imaginée par Jorge Luis Borges : « Quand on proclama que la bibliothèque comprenait tous les livres, la première réaction fut un bonheur extravagant. Tous les hommes se sentirent maîtres d'un trésor intact et secret. »

La perspective, à défaut du bonheur, est effectivement « extravagante ». Tout le savoir du monde sur votre petit écran. De la bibliothèque du Congrès aux caves du Vatican, des milliards de pages sans frontières seront à la disposition de

l'internaute calé dans son fauteuil. L'historien Pierre Nora, invité à conclure l'une des sessions du colloque, persistait néanmoins dans le rôle du sceptique amusé. Comparant l'histoire de la numérisation à la construction de l'Europe — mêmes espoirs, mêmes inquiétudes, mêmes incertitudes, mêmes soucis d'ouverture internationale comme de repli vers les habitudes nationales... ou livresques —, il ironisait ainsi sur la révolution barbutante : « Face à l'apparition du numérique, au vertige de ces centaines de milliers de volumes en ligne, je croyais qu'il y avait un cliché simple, entre les fanatiques et les terroristes. Je m'aperçois qu'il y a une troisième catégorie, dans je fais partie : celle des résignés. »

A quel type de culture nous prépare la civilisation du numérique ? se demandent les résignés eux-mêmes. Celle-ci sera-t-elle un substitut ou seulement un complément à la tradition de l'écrit ? « Si l'avenir est bien à la production, à la diffusion, à la lecture de textes sur écrans seulement, sans plus de recours au livre, indiquait l'historien Roger Chartier, il y aura une mutation essentielle, bouleversant toute la technologie intellectuelle, reformatant tous les rapports à l'écrit, habituant à de nouvelles manipulations, à de nouvelles compétences. Les manières de lire d'aujourd'hui deviendraient alors aussi étranges que pour nous les lecteurs de papyrus. » Jacques Attali, lui, ne voit pas de contradiction entre la bibliothèque réelle et sa consœur virtuelle : l'une et l'autre « restent d'abord un réservoir de livres ».

L'ALÉATOIRE DEVIENT RÈGLE

Pour l'ancien conseiller de François Mitterrand, l'enjeu du débat ne serait pas, du moins pour l'instant, celui tant de fois rebattu de la mort du livre. Car, aussi vertigineuse que puisse être l'avancée du numérique, les qualités technologiques du papier restent supérieures à celles de l'écran : simplicité de manquement, luminosité, feuilletage, possibilité d'annoter ou de corser... La révolution ne serait effective que le jour où se produirait le basculement du virtuel au réel, le texte choisi sur écran se matérialisant chez le lecteur grâce à son imprimante personnelle. Ainsi, « l'objet livre », loin de disparaître, sera « glorifié » comme le point ultime de la recherche. Cette possi-



bilité d'imprimer, à domicile, le texte numérisé modifiera définitivement le statut de la bibliothèque. Celle-ci élargira ses prérogatives : de « conservatrice » du patrimoine, elle accèdera presque au rang d'éditeur.

En attendant cette révolution, le travail sur écran a déjà une répercussion sur les modes de lecture. D'abord, le déroulement continu du texte électronique défilant sur la machine réintroduit quelque chose du rouleau, utilisé avant l'apparition du codex (le livre en cahier) — cette fois-ci de haut en bas. Ensuite, la perception de la même page, dans un volume ou sur un écran, est sensiblement différente. L'une renvoie à son contexte chargé d'une histoire immédiate-

ment repérable. Une page a une charge différente selon qu'elle prend place dans une revue littéraire, dans un bulletin parolais ou dans une gazette judiciaire. Sur écran, la même page est forcément interchangeable d'une banque de données où l'on pénètre par le biais d'un mot-clé abstrait. Enfin, dans le premier cas, l'œil peut balayer plusieurs pages d'un coup et évaluer l'importance des titres, la main peut feuilletter ou annoter ; dans le second, toutes les informations sont mises sur le même plan, sans hiérarchie.

Au-delà de ces « habitudes » physiques, la numérisation peut-elle modifier la recherche ? C'est à l'évidence un gain de temps et un confort supplémentaire. Sans quit-

ter ses pantoufles, le chercheur naviguera avec facilité dans le labyrinthe virtuel d'un savoir universel, jonglera avec l'espace, les matières, les siècles et la géographie. Un après-midi sera suffisant pour arpenter une bibliothèque entière. Les virtuoses d'Internet, avec un moteur de recherche suffisamment puissant, pourront même rédiger une thèse en un temps record.

Dans le cas de la « littérature grise », ces publications scientifiques dont la durée de vie est courte et la diffusion restreinte, c'est un progrès incontestable. Ainsi, un chercheur basé à Singapour ou à Lima aura accès aux dernières trouvailles dans des spécialités très pointues. Sans avoir à souffrir de l'inflation considérable

de cette littérature, il n'aura qu'à « feuilleter » sur Internet, choisir, imprimer et consulter, à tête reposée, le document retenu.

Mais ce confort et cette rapidité ont leur revers. L'exhaustivité aura-t-elle encore un sens ? Déjà, l'aléatoire devient la règle, estime Michel Melot, qui fut longtemps membre du Conseil supérieur des bibliothèques. La cohérence de la présentation traditionnelle tend à disparaître au profit du fragmentaire, de l'incomplet, du disparate, voire de l'incohérent. L'écriture s'en ressent ou s'en ressentira : la technique du patchwork ou du coupe-collé va sans doute s'étendre. « Cette nouvelle approche choque de moins en moins, indique Michel Melot. On ne cherche plus à avoir une vision unitaire du savoir. Cela va de pair avec la lecture fragmentée favorisée par l'écran qui multiplie les mises en abîme. »

« NOUVEL ENCYCLOPÉDISME »

D'autres formes littéraires ne peuvent-elles émerger grâce au numérique ? Peut-on craindre l'émergence d'une « standardisation mondiale » de la littérature par le biais de la généralisation de l'électronique ? Aucun éditeur ne sait aujourd'hui quelle sera l'influence de cette nouveauté technique sur l'écriture de la fiction.

« Il n'y a pas encore d'exemple convaincant », constate Ambroise Pujebet, directeur commercial des éditions Gallimard. Ce qui existe aujourd'hui, ce sont des conglomerats, à partir d'un thème donné. Un nouveau type d'encyclopédisme — très coûteux — a d'ailleurs beaucoup de mal à trouver sa place. On n'a pas encore vu apparaître d'objets littéraires non identifiés.

E. de R. et M. V. R.

Elisabeth Badinter, philosophe

« Il y aura presque une obligation de tout lire »

« Lors de la mise en chantier de la Bibliothèque de France avait été évoquée la possibilité de mettre dans des silos les ouvrages peu consultés. Vous vous étiez distinguée en formulant cette exigence : "Je veux tous les livres, tout de suite, à ma place." Une bibliothèque virtuelle internationale répondrait-elle à votre attente, dans la mesure où une numérisation exhaustive reste utopique ?

— Passons sur les inconvénients, bien connus des chercheurs, liés au simple fait de n'avoir pas le livre entre les mains. Ça n'a l'air de rien, mais corser, mettre des autocollants, écrire dans les marges avec son Bic, cela fait partie des habitudes de la réflexion. L'écran dépersonnalise le travail et fatigue les yeux. On sait déjà que la lecture des microfilms est fatigante, pour ne pas dire déprimante. Mais ce sont des détails. Si on peut consulter, de sa place, les catalogues même partiels des bibliothèques de Londres ou de Washington et avoir sur son ordinateur le plus de données possibles, le travail de recherche ne peut qu'en être facilité.

Ceux qui veulent aller plus loin pourront toujours ne pas se contenter de la base numérique. Une autre hypothèse de l'avancée technologique serait, au-delà de l'information des livres, celle des archives. Le progrès serait considérable. Mais, d'une certaine façon, l'aventure serait alors terminée. Or, l'une des joies de la recherche, c'est d'être, à chaque fois, une plongée dans l'inconnu.

— Que craignez-vous là, la banalisation de la recherche ?

— Oui. Le fait que tout le monde ait les mêmes données à sa disposition, sans faire l'effort de les déboucher, diminue les possibilités de surprises et risque d'aboutir à une unification de la culture. Or, encore une fois, le chercheur, c'est précisément ce côté « fic » qui consiste à enquêter pour trouver ce que les autres n'ont pas. Sans compter le plaisir de la découverte des bibliothèques du monde, de leur mode de fonctionnement spécifique, des occasions de rencontres avec les chercheurs. Encore une fois, je ne déplore pas ce progrès

annoncé. Mais nous entrerons dans une autre ère. Ce qui distinguera les chercheurs tiendra moins à la découverte d'un document rare qu'à la manière de l'appréhender.

— Votre manière de travailler sera-t-elle changée ?

— Paradoxalement, alors que la bibliothèque virtuelle est censée faciliter le travail des chercheurs, le temps de la recherche sera allongé. Aujourd'hui il faut passer plusieurs mois dans chaque bibliothèque pour achever un travail tout en sachant qu'on n'aura jamais tout vu, tout vu, faute de connaître tous les documents. Si l'ensemble de ces derniers sont rassemblés sur l'ordinateur, on sera submergé par la masse de l'information. Plus qu'une tentation, il y aura presque une obligation de tout lire. Cela rendra la recherche plus longue, voire impossible, par démanigement de l'exhaustivité.

Propos recueillis par Emmanuel de Roux et Marion Van Renterghem



QUEST-CE QUI, dans le patrimoine national, « méritera » d'être numérisé, puis mis en ligne ? Avant même que ne soit résolue la question du choix des textes qui constitueront le corpus indiscutable des futurs « lieux de mémoire », un obstacle juridique limite, pour le moment, les ambitions de la bibliothèque virtuelle.

Les constructeurs du futur fonds numérique ne parviennent pas encore à résoudre la question du droit d'auteur. En France, sur 87 000 ouvrages numérisés par la BNF depuis le début des années 90, 60 % seulement relèvent du domaine public. Le reste, non libéré de droits (plus de 35 000 volumes), n'est diffusé, après un accord négocié avec le Syndicat national de l'édition (SNE), que sur le réseau interne de la BNF. Et dans l'attente d'un accord global avec les éditeurs, rien ne sera désormais

numérisé qui ne soit protégé par le code de la propriété intellectuelle. Or, même une édition de Balzac tombée dans le domaine public comprend un appareil critique qui, lui, peut ne pas y être. Peut-on présenter une édition de textes anciens sans la médiation des introductions et des notes ? Une édition ainsi épurée des outils pédagogiques ne serait-elle pas contraire à la vocation d'une bibliothèque, fut-elle virtuelle ?

La double révolution technique que constitue la numérisation — type de support et mode de transmission — a pour conséquence une troisième mutation fondamentale : celle de la confusion des professions. François Rehner, directeur de la Médiabèque de La Villette, a analysé, lors du colloque de la BNF, ce bouleversement qui pose la question d'une redéfinition des rôles de l'éditeur, du libraire, du

bibliothécaire, du lecteur, voire de l'auteur. Déjà, les bibliothèques au sens classique, qui prêtent chaque année plus d'un million de volumes libres de tout droit d'auteur, peuvent porter atteinte à l'économie du livre. En bouleversant les règles du jeu, le nouvel accès à l'information s'émancipera radicalement pour la première fois de l'appareil éditorial classique.

DÉPARITION DES LIBRAIRES ?

Si aujourd'hui les bibliothèques éditent, les maisons d'édition ne seront-elles pas amenées à ne plus publier qu'un exemplaire unique de chaque titre — en attendant de disparaître totalement avec les libraires ? Entre l'éditeur traditionnellement responsable du choix de ses publications et le bibliothécaire, dont la fonction était marquée par la neutralité (acquisition, conservation et mise à disposition des col-

lections), les rôles jadis bien tranchés vont se chevaucher. « Ces rôles seront toujours exercés quelque part, estime François Rehner. Mais rien ne prouve qu'ils le seront par les mêmes et de la même façon. »

Le lecteur lui-même continuera-t-il à fréquenter les « vieux » établissements construits à grands frais ? Et la notion d'auteur n'est-elle pas périssable quand l'ubiquité de l'information diminue ses possibilités de création autonome, et surtout quand son texte peut être falsifié sur des sites virtuels qui échappent à son contrôle ? Vont-ils se retrouver dans la situation de Chateaubriand faisant un tour de France pour repérer les éditeurs pirates et les faussaires du Génie du christianisme ? Autant de questions pour aiguïser le scepticisme des « résignés » du progrès.

E. de R. et M. V. R.

Les voyages
SELECTION DIS
EDOU
BALL
ANIM
OLIVIER M
PATRICK JAKK
PIERRE-LUC S
DIMANCHE
18 H 30

Les voyages du Chinois Tan Dun

Trois œuvres publiées par le label Ondine et un opéra, « Marco Polo », rapprochent le compositeur de l'utopie de la musique universelle

ON PARLE beaucoup de Tan Dun aujourd'hui alors que les Chinois semblent à la mode comme les japonais l'ont été il y a peu, dans le sillage de Toru Takemitsu (1910-1996). L'itinéraire musical de ce compositeur né en 1957 dans la province du Hunan a en effet de quoi alimenter les conversations. Contrainant d'aller planter du riz pendant deux ans pour cause de révolution culturelle, Tan Dun rejoint sa grand-mère paysanne et apprend à son contact l'art du violon traditionnel chinois.

Jouant dans diverses cérémonies de village, il approfondit ensuite ses connaissances du répertoire ancestral avant d'intégrer une troupe provinciale de l'Opéra de Pékin. En 1978, il entre au Conservatoire central de Beijing pour une scolarité de neuf ans. Bénéficiaire d'une bourse de la Columbia University, il quitte la Chine en 1986 et s'installe à New York où il achève ses études musicales.

La représentation discographique de Tan Dun en France n'a d'abord tenu qu'à la gravure d'une seule œuvre, « Ghost Opera », effectuée par le Kronos Quartet (Le Monde du 31 mai 1997). L'accès à la monographie publiée par le label filandais Ondine revêt donc un notable intérêt documentaire. Le concerto pour violon *Out of Peking Opera* (enregistré en première

mondiale) offre un aperçu des difficultés de la synthèse esthétique tentée par Tan Dun et porte les stigmates d'une pénible gestation (deux versions esquissées entre 1988 et 1994). Très bien écrite dans deux directions opposées, cette œuvre ne parvient cependant pas à les associer convenablement et souffre de la distance perceptible entre ses contours chinois et son contenu américain.

TRIBULATION SPIRITUELLE

Plus abouti car plus concentré, le divertissant *Death and Fire* (1991) — qui porte en sous-titre la mention *Dialogue with Paul Klee* — s'apparente à un polyptyque qu'aurait peint en alternance Marcel Duchamp, le Douanier Rousseau et Oscar Kokoschka, pour visualiser l'expression des trois compositeurs qui ont le plus influencé Tan Dun : l'iconoclaste Cage, le candide Takemitsu et le caustique Chostakovitch.

Œuvre protéiforme savamment désagrégée puis remodelée, *Death and Fire* possède la séduction équivoque d'une farce dadaïste. *Orchestral Theatre II: Re* (1993) affiche au contraire les limites d'une telle orientation. Bourré d'effets de masse, ce rituel statique (autour de la note ré) pour orchestre divisé, voix de basse et... public avec deux chefs (!) laisse imaginer un spectacle granguignolesque. L'écoute de *Marco Polo*, « opéra

à l'intérieur d'un opéra », évoque un univers autrement spirituel. Composé sur un livret de Paul Griffiths (ancien critique du *Times*, spécialiste de la musique du XX^e siècle), *Marco Polo* (1996) repose sur une pléthore de symboles définissant trois « voyages », physique (le trajet du célèbre explorateur d'Italie en Chine), spirituel (la problématique coexistence en l'homme des notions de passé, présent et futur) et musical (le va-et-vient entre les traditions lyriques de l'Orient et de l'Occident).

Tan Dun, qui utilise très habilement le principe de travestissement culturel comme élément de relance dramatique, déclare rechercher dans cette œuvre « la fusion des sons musicaux du monde entier ». Utopie — de plus en plus formulée aujourd'hui — que ce Chinois cosmopolite n'est pas loin de réaliser ! Moins par l'utilisation d'un instrumentarium planétaire (où voisinent piano préparé et harpe médiévale, rebec oublié et cordes modernes, trompes tibétaines et gongs de l'Opéra de Beijing, sitar indien et pipa chinois...) que par l'instauration d'un temps musical susceptible de lever les cloisons que nos habitudes d'écoute ont introduites, par exemple, entre l'invocation grégorienne et l'incantation chinoise.

Pierre Gervasoni



Tan Dun, en répétition le 27 octobre 1995 à l'Opéra-Bastille, à l'occasion du Festival d'automne.

★ *Out of Peking Opera, Death and Fire, Orchestral Theatre II: Re*. Cho-Liang Lin (violon), Kalevi Olli (basse), Orchestre philharmonique d'Helsinki, Muhai Tang et Karl Kropstu (direction). 1 CD Ondine ODE 864-2, distribué par Concord.

Marco Polo. Thomas Young (Polo), Alexandra Montano (Marco), Dong-Jian Gong (Kublai Khan), Cappella Amsterdam, Orchestre de chambre de la radio hollandaise, Tan Dun (direction). 2 CD Sony Classical S2K 62 912.

DÉPÊCHES

■ **TECHNO**: six disc-jockeys situés dans quatre pays (Belgique, États-Unis, Grande-Bretagne et France) participeront le 20 juin à un concert en multiplex sur Internet. Cette session est proposée à l'occasion de la parution du cinquième volume de la collection de musiques électroniques « Freezone » (Crammed Discs). Les DJ's (Jonah Sharp à San Francisco, DJ Q et DJ Morphous à Bruxelles, Doctor L et DJ Loik à Paris, Charles Webster à Londres) joueront à tour de rôle un répertoire de dix minutes. La session sera retransmise en direct par le site Nirvanet, en vidéo et en audio. L'horaire du concert reste à préciser. Adresses : www.nirvanet.com et www.crammed.be.

■ **ROCK**: les éditions de la Marinière publient *Rolling Stone, génération rock (1967-1997)*, à l'occasion du 30^e anniversaire du bimensuel américain. L'ouvrage rassemble les 728 couvertures de cette bible de la contre-culture. Parmi elles, de nombreux clichés célèbres dus à de prestigieuses signatures (Herb Ritts, Annie Leibowitz, Richard Avedon). 272 p., 250 F.

■ L'Irlandais Van Morrison publiera le 16 juin chez Polydor un double album composé d'inédits et de nouvelles versions de quelques-uns de ses classiques couvrant la période 1971-1976 (*The Philosophers Stone*). Trente chansons figurent sur ce double album, classiques (*Madame George*), nouvelles adaptations de standards (*Bright Side of the Road*), ou inédits (*Street Theory, High Spirits*, écrit avec Paddy Maloney, des Chieftains). Le tout est assorti d'un livret de 30 pages.

SÉLECTION DISQUES

BRUNO COULAIS

Don Juan. Bande originale du film de Jacques Weber
A Fietta, Orchestre symphonique, Roger Barthier (direction)

Depuis le succès de *Microssmas*, nul ne peut ignorer le talent de Bruno Coulais. Tournant le dos à la tentation d'écrire, pour le *Don Juan* de Jacques Weber, ce qu'il appelle « une musique en costumes », le compositeur a mis sur la scène polyphonique des voix méditerranéennes, donnant au groupe balaban A Fietta l'occasion d'interpréter une musique qui ne doit rien à la tradition corse. Si l'apré richesse des timbres, la personnalité des voix, comme l'osmose du chœur d'hommes ne surprennent pas, l'invention rythmique, les jeux de scansion, inédits, signent la rencontre magnifique entre un musicien inspiré et des interprètes qui s'approprient son écriture comme un prolongement naturel de leur chant. La poésie solaire de Marcelu Acquaviva

n'est pas le moindre atout de l'œuvre. Plus encore qu'un choc, la magie d'une fusion.

Philippe-Jean Catinchi

★ 1 CD Auidis-Travelling K 1037

TONY HYMAS, SAM RIVERS

Eight Day Journal
Sous la pochette de Jean Giraud-Moebius, cette suite en huit parties a été composée par le pianiste Tony Hymas pour le saxophoniste Sam Rivers. Il y a un quatuor à cordes — aux trois quarts féminin — acéré, qui déroule ses figures de manière autonome. L'alliance avec le timbre de Rivers est une réussite. Il y a des amis, admirateurs de Rivers (le duo soufflant Sylvain Kassap-François Corneloup, le trompettiste Henry Lowther, Noël Akchoté à la guitare...). Les mondes de Hymas, électron libre dans le jazz actuel, vont de l'impressionnisme européen du XIX^e siècle au rock. Rivers est la référence de la *loft generation new-yorkaise*, du post free

des années 70. Leurs expériences se rejoignent avec parfois des allures de choral minguisien. Rivers dépasse la fonction de soliste principal. L'écriture lance des pistes, les laisse filer, les reprend, évite le premier jet de formules bien tournées. Cette œuvre foisonnante conçue pour durer se donne ainsi le temps d'être approchée.

ELLIOTT SMITH

EtherOr
Unique moment de grâce d'un indigeste brouet hollywoodien, la bande originale de *Will Hunting* a sorti de l'anonymat Elliott Smith, auteur-compositeur d'exception. Deux premiers albums, *Roman Candle* et *Elliott Smith*, trop fragiles devant les impératifs de l'industrie, n'avaient pu s'imposer. *EtherOr* fait fi de toutes les pesanteurs. La légèreté d'une guitare en bois, une voix de verre s'aventurant sur des sentiers pierreux lo-fi (comme *low-fidelity*) qui, aux États-Unis (Palace, Catpower, Pavement...), néglige la perfection technique au profit de la spontanéité, au point parfois de confondre fragilité et facilité. On s'aperçoit vite que ce *songwriter* est d'une autre trempe. Chaque réécoute de cette courte (37 minutes) merveille dévoile un tiroir secret, une facette toujours plus lumineuse. Chez cet enfant du punk, le folk néoromantisme de Nick Drake croise la pureté harmonique de Simon & Garfunkel pour le plus attachant des disques de chevet.

Stéphane Davet
★ 1 CD Domino 724384608620. Distribué par Labels/Virgin.

BURNING SPEAR

(A) Live in Concert 97
Dix ans après la parution de *Live in Paris* (Mélodie), voici un autre enregistrement public qui fera date dans la discographie de Burning Spear et du reggae. « Le vieux lion », comme le surnomment ses fans, ne désemme pas. Au festival Womad, à Reading, et à celui du Maritime Hall de San Francisco, il montre toujours et encore une énergie indéfectible. Entouré d'un groupe épaulant de couleur, d'attaque (superbe précision des cuivres), il galvanise la salle d'un sanglot de voix, d'un rire, d'un cri ou d'un rire vengeur, qu'il interprète ses

anciens morceaux, tel le sombre et intense *Slavery Days*, ou bien *Play Jerry Garcia*, dédié au guitariste américain Jerry Garcia, un titre de son dernier album studio *Appointment With His Majesty* (Jahmin Records/Média 7). Né Winston Rodney, il y a tout juste cinquante ans, à Saint Ann's Bay, en Jamaïque, Burning Spear enregistra son premier 45 tours en 1969, sur les conseils de Bob Marley. Depuis, il est devenu l'un des leaders incontestés du reggae, et continue de chanter la gloire de Jah et de Marcus Garvey.

Patrick Labesse
★ 2 CD Musidisc 122252.

de l'esclavage (*Lo 20 décembre*). l'homme choisit l'épave, l'innocentité. Le tambour rouler dicte sa loi, les graines du *kyamban* font tourner leur chant de pluie. A la Réunion, Firmin Viry est le roi du maloya rural, le « maloya la case », et personne ne songerait à lui contester sa légitimité. Sur-tout pas Danyel Waro, l'ambassadeur de cette culture créole, et dont Firmin Viry est le père spirituel. Cet album est une aubaine : on ne trouvait jusqu'alors quasiment plus la moindre trace enregistrée de Firmin Viry. P. La.

★ 1 CD Indigo LBLC 2548. Distribué par Harmonia Mundi.

FIRMIN VIRY

Ti Marolé

Des voix et des percussions, un point, c'est tout : pour Firmin Viry, le maloya n'a nul besoin d'artifices. Ce blues ternaire qu'inventèrent à la Réunion les anciens esclaves est, pour lui, une façon simple de s'exprimer. Quand il raconte l'histoire de Ti Marolé, natif de Saint-Pierre, qui épousa une fille de l'autre côté de l'île contre l'avis de ses parents, lorsqu'il chante les mariages interethniques (*Kouny*), les parfums de son enfance (*Café grillé*), la beauté ténébreuse des Réunionnaises (*Belle*) ou la fête de l'abolition

des meilleures ventes d'albums en France

ARTISTE	ALBUM	ÉDITEUR	VENTES
SMASHING PUMPKINS	Adore	DELABEL	1
LOUISE ATTAQUE	Louise Attaque	ATMOSPHERIC	2
PASCAL OBISPO	Live 98	EPIC	3
SHURIK'N	Où je vis	DELABEL	4
LARA FABIAN	Pure	POLYDOR	5
FLORENT PAGNY	Savoir aimer	MERCURY	6
CÉLINE DION	Let's talk about love	COLUMBIA	7
ANDRÉ RIEU	Bal à Vienne	PHILIPS	8
SUPRÊME NTM	Suprême NTM	EPIC	9
BANDE ORIGINALE DU FILM	Titanio	SONY CLA	10

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde-30

EDOUARD BALLADUR

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE
AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE) ET PIERRE-LUC SÉGUILLON (LC)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS ?
MATÉLAS & SOMMIERS
SWISSELEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES - SALONS - CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Stonex - Coton - Duovier - Surtex - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France

MOBECO
01.42.08.71.00

Le Grand Débat
France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

"Foot: nouvel opium du peuple?"
avec Jean-Marie Brohm, François Cavanna,
Marianne Mako, Patrick Mignon et Patrick Vassort.

les lundis 15 et 22 juin 1998, 21h-22h

France Culture Le Monde

هنا اول اصل

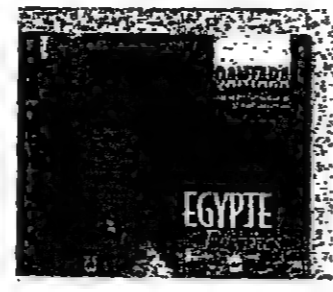
KIOSQUE LE MONDE / SAMEDI 13 JUIN 1998

L'Egypte plurielle vue de Paris

Pour « Qantara », qui consacre un dossier à ce pays, il n'y a pas une mais plusieurs Egypte. L'usage du français y est en déclin, tandis que l'anglais progresse

QANTARA, revue trimestrielle de l'Institut du monde arabe, consacre un dossier spécial à l'Egypte dans sa dernière livraison...

vingt-septième, qui en compte quatre-vingt-deux... Et tout d'abord, s'agit-il d'un pays méditerranéen ?



XIXe siècle dans l'élan d'expéditions militaires scientifiques françaises...

à 1831, et enfin celle d'Algérie sous la monarchie de Juillet (1839-1842)... Certes, l'Egypte est une passion française...

de se fourrer dans un véritable guépier», raconte drôlement l'écrivain Sonallah Ibrahim...

EN VUE

- Les étudiants américains, séduits par l'exotisme révolutionnaire... A ses pompiers qui, depuis des années, ne possèdent plus un seul véhicule en état de marche... Alex Da Silva, pilote sur Virgin Atlantic...

DANS LA PRESSE

RFI Dominique Burg Familiales, je vous hais, écrivait André Gide à la fin du siècle dernier...

vue ne sont pas aussi caricaturaux aujourd'hui. Chacun a évolué, au rythme de la réalité sociale...

puvoir, Lionel Jospin avait placé les allocations familiales sous conditions de ressources...

hiales est annulée. Elle est remplacée par un abaissement sensible du plafond du quotient familial...

U'HUMANITÉ Jean-Paul Monferran Vaste sujet, vaste chantier. Alors que le gouvernement devrait annoncer aujourd'hui...

SUR LA TOILE

COMMERCE ELECTRONIQUE Trente-neuf pour cent des entreprises françaises utilisent le commerce et les échanges électroniques...

LE CONTE DE MONTECRISTO Chiara, une Italienne de six ans, n'ira pas à l'école. Pour qu'elle puisse rester vivre chez ses parents...

dfilm.mpl.net/newvenue Des cinéastes expliquent aux internautes comment réaliser un « webmovie » entièrement numérique

« IL EST GRAND TEMPS que le film numérique s'émancipe. Depuis 1994, le Digital Film Festival (DFilm)...



lettres électronique. Les films créés pour le Web sont encore une denrée rare...

complété par des témoignages de réalisateurs expérimentés. New Venue s'adresse aussi aux cinéastes professionnels...

Etre footballeuse en Algérie

AU COMMENCEMENT, il y a une sensation indéfinissable. Un fourmillement du corps. Une inextinguible légèreté de l'être...

Junesse sportive de Kabylie, on la surnomme « Del Piero ». Elle est, elle veut être, elle ose être « footballeuse » !

nique de Tizi-Ouzou ? Regardez-la jouer du ballon ! Dextère le regard stupéfiant, mais respectueux, des hommes confrontés à cette première femme arbitre...

Partez en vacances avec Le Monde FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES... RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES...

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VENREDI 12 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

20.35 La Liberté au bout du chemin... 21.25 La Collectionneuse... 22.25 La Nuit du loup-garou...

23.45 Ukraine... 23.55 L'Année dernière à Marienbad... 0.00 Umberto D... 2.10 Avant en compagnie...

22.30 Virtuoses... 23.40 Samson et Dalila... 0.53 Wolfgang Sawallisch... 20.40 Deux mamans sur la route...

NOTRE CHOIX

21.00 Muzik Dave Holland Portrait Le contrebassiste d'origine britannique Dave Holland a vu sa carrière faire un bond quand Miles Davis l'a engagé à la fin des années 60.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

17.15 Mondial 98. Arabie Saoudite - Danemark. 18.25 Eclairage. 19.50 Ushualta découverte. 19.52 Le Journal de l'Art. 20.00 Journal, Coupe du monde, Météo, Trafic info.

ARTE

19.00 Tracks. 19.30 7/2. La maison du futur. Trash Media : Allemagne, Radio Game.

M 6

18.55 Los Angeles Heat. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Hic machine, Céline Dion.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. Histoire du rock III, (5/5), Brian Eno. 20.30 Agora, Abdelwahab Meddeb pour la revue Débat.

RADIO-MUSIQUE

20.30 Concert, Festival de Saint-Denis. Dir. Charles Dutoit. Te Deum, de Berlioz, Gregory Kunde, ténor.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 Les Dossiers de l'Histoire. La terreur terroriste. Histoire. 19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première.

MUNDIAL 98

17.15 Arabie Saoudite - Danemark. Groupe C. Au stade Félix-Boltard, à Lens. 17.30 Coup d'envoi. TF 1 - Eurosport.

MUSIQUE

20.30 Midnight Classics II. Muzik. 20.59 Solrène Dave Holland. Muzik. 21.30 Dave Holland Quintet. Muzik.

FILMS DU JOUR

13.20 Friends... 14.10 Les Sept Péchés capitaux... 14.25 L'Assassin... 17.45 Les Amants de Véronique... 1.50 L'Année dernière à Marienbad... 1.53 Star Trek, la nouvelle génération...

MUNDIAL 98

17.15 Arabie Saoudite - Danemark. Groupe C. Au stade Félix-Boltard, à Lens. 17.30 Coup d'envoi. TF 1 - Eurosport.

MUSIQUE

18.30 Keith Jarrett. Telo 96. Mezzo. 18.50 Memuhin & Rozhdstvenski. Muzik. 20.00 Opéra : Don Carlos. Mezzo.

NOTRE CHOIX

21.30 Mezzo « Le Monde en rythmes » La Jamaïque par la racine. LES MUSIQUES populaires naissent pauvres et meurent riches.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

14.15 Mondial 98. Espagne - Nigeria. 16.25 Vidéo gag. 16.40 California College: Les jumeaux de Sweet Valley. 17.10 Hercule.

LA CINQUIÈME ARTE

13.30 Correspondance pour l'Europe. 14.00 Pête des bébés. 14.30 Le Journal de la santé. 15.00 Fenêtre sur court.

M 6

13.15 Code Quantam. 14.10 Drôle de chance. 15.05 Les Aventures de Brisco County. 16.05 Le Magicien.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comédie-Française. La Cerisaie, d'Anton Tchekhov. 22.35 Opus. Didier Lockwood au violon à vif.

RADIO-MUSIQUE

19.07 Prélude. Magazine musical. 19.31 Puro, re dell'indie. Opéra de Händel. Donné en direct de l'Opéra de Halle, par l'Orchestre du Festival Händel, dir. Paul Goodwin.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Shostak, Pleyel, Dussek, Boccherini, Schubert. 20.40 Béla Bartók et ses amis. Œuvres de Debussy, R. Strauss, Bartok, Kodaly, Liszt, Wagner.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.00 Eco, Ecu et quel ? La 100e émission. Interviews de Dominique Strauss-Kahn et de Ernest Antoine Solère. Mezzo. 13.30 L'Histoire des loisirs. L'occupation du temps libre, de l'antiquité au début du XXe siècle. Histoire.

MUNDIAL 98

14.20 Espagne - Nigeria. Groupe D. Au stade de la Beaujoire, à Nantes. 14.30 Coup d'envoi. TF 1 - TSR - RTBF 1. 17.15 Corée du Sud - Mexique. Groupe E. Au stade de Gerland, à Lyon. 17.30 Coup d'envoi. Eurosport.

MUSIQUE

18.30 Keith Jarrett. Telo 96. Mezzo. 18.50 Memuhin & Rozhdstvenski. Muzik. 20.00 Opéra : Don Carlos. Mezzo. 21.00 La Marsellaise des mille. Mezzo. 22.10 Cesária Évora. Baracan 95. Muzik.

NOTRE CHOIX

21.30 Mezzo « Le Monde en rythmes » La Jamaïque par la racine. LES MUSIQUES populaires naissent pauvres et meurent riches.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

14.15 Mondial 98. Espagne - Nigeria. 16.25 Vidéo gag. 16.40 California College: Les jumeaux de Sweet Valley. 17.10 Hercule.

LA CINQUIÈME ARTE

13.30 Correspondance pour l'Europe. 14.00 Pête des bébés. 14.30 Le Journal de la santé. 15.00 Fenêtre sur court.

M 6

13.15 Code Quantam. 14.10 Drôle de chance. 15.05 Les Aventures de Brisco County. 16.05 Le Magicien.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comédie-Française. La Cerisaie, d'Anton Tchekhov. 22.35 Opus. Didier Lockwood au violon à vif.

RADIO-MUSIQUE

19.07 Prélude. Magazine musical. 19.31 Puro, re dell'indie. Opéra de Händel. Donné en direct de l'Opéra de Halle, par l'Orchestre du Festival Händel, dir. Paul Goodwin.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Shostak, Pleyel, Dussek, Boccherini, Schubert. 20.40 Béla Bartók et ses amis. Œuvres de Debussy, R. Strauss, Bartok, Kodaly, Liszt, Wagner.

DOCUMENTAIRES

18.10 Normades. Gardiens de rennes en Sibérie. La Cinquième. 18.25 Wacranis, nomades d'Amazonie. Planète. 19.15 Lucille Ball. Ciné Cinéfil. 19.45 Maîtres de guerre. [2/3]. Crise des missiles à Cuba : les acteurs de la guerre froide. Planète. 19.55 Portrait : The Pinks. Paris Première. 19.55 Le Feu de la Terre. [6/6]. Prevue Finisibilia. Odyssée. 20.35 Ureste manifesté. Planète.

MUNDIAL 98

14.20 Espagne - Nigeria. Groupe D. Au stade de la Beaujoire, à Nantes. 14.30 Coup d'envoi. TF 1 - TSR - RTBF 1. 17.15 Corée du Sud - Mexique. Groupe E. Au stade de Gerland, à Lyon. 17.30 Coup d'envoi. Eurosport.

MUSIQUE

18.30 Keith Jarrett. Telo 96. Mezzo. 18.50 Memuhin & Rozhdstvenski. Muzik. 20.00 Opéra : Don Carlos. Mezzo. 21.00 La Marsellaise des mille. Mezzo. 22.10 Cesária Évora. Baracan 95. Muzik.

NOTRE CHOIX

21.30 Mezzo « Le Monde en rythmes » La Jamaïque par la racine. LES MUSIQUES populaires naissent pauvres et meurent riches.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

14.15 Mondial 98. Espagne - Nigeria. 16.25 Vidéo gag. 16.40 California College: Les jumeaux de Sweet Valley. 17.10 Hercule.

LA CINQUIÈME ARTE

13.30 Correspondance pour l'Europe. 14.00 Pête des bébés. 14.30 Le Journal de la santé. 15.00 Fenêtre sur court.

M 6

13.15 Code Quantam. 14.10 Drôle de chance. 15.05 Les Aventures de Brisco County. 16.05 Le Magicien.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comédie-Française. La Cerisaie, d'Anton Tchekhov. 22.35 Opus. Didier Lockwood au violon à vif.

RADIO-MUSIQUE

19.07 Prélude. Magazine musical. 19.31 Puro, re dell'indie. Opéra de Händel. Donné en direct de l'Opéra de Halle, par l'Orchestre du Festival Händel, dir. Paul Goodwin.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Shostak, Pleyel, Dussek, Boccherini, Schubert. 20.40 Béla Bartók et ses amis. Œuvres de Debussy, R. Strauss, Bartok, Kodaly, Liszt, Wagner.

SYMBOLIQUE DES SYMBOLES

Signal dans « Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. Ne pas manquer. Chef-d'œuvre ou classiques. Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

LES CODES DU CSA

Accord parental souhaitable. Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans. Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans. Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

TELEFILMS

20.30 Peter Gunn. Ciné Cinémas. 21.05 Deadly Target. 13e Rue. 22.05 Un beau petit milliard. Festival. 0.35 Jules. Christian Palligiano. Arte. 0.40 Capone contre Capone. 13e Rue.

NOTRE CHOIX

21.30 Mezzo « Le Monde en rythmes » La Jamaïque par la racine. LES MUSIQUES populaires naissent pauvres et meurent riches.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

14.15 Mondial 98. Espagne - Nigeria. 16.25 Vidéo gag. 16.40 California College: Les jumeaux de Sweet Valley. 17.10 Hercule.

LA CINQUIÈME ARTE

13.30 Correspondance pour l'Europe. 14.00 Pête des bébés. 14.30 Le Journal de la santé. 15.00 Fenêtre sur court.

M 6

13.15 Code Quantam. 14.10 Drôle de chance. 15.05 Les Aventures de Brisco County. 16.05 Le Magicien.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comédie-Française. La Cerisaie, d'Anton Tchekhov. 22.35 Opus. Didier Lockwood au violon à vif.

RADIO-MUSIQUE

19.07 Prélude. Magazine musical. 19.31 Puro, re dell'indie. Opéra de Händel. Donné en direct de l'Opéra de Halle, par l'Orchestre du Festival Händel, dir. Paul Goodwin.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Shostak, Pleyel, Dussek, Boccherini, Schubert. 20.40 Béla Bartók et ses amis. Œuvres de Debussy, R. Strauss, Bartok, Kodaly, Liszt, Wagner.

Veronique Mortaigne

Rediff. : dimanche 14 à 22 h 30, lundi 15 à 18 h 30, mardi 16 à 12 h 30.

LA MYSTERIEUX NOUVEAU A SURVOLÉ LE SOIR... Résultats Grandes Fréquences... 3615 LEMONDE

Un mystérieux nuage porteur de césium a survolé le sud de l'Europe

Les autorités de plusieurs pays recherchent la source de cette pollution

UNE AUGMENTATION temporaire de la radioactivité atmosphérique a été observée les 1^{er} et 2 juin dans le sud de la France (région Provence-Alpes-Côte d'Azur), en Italie, en Suisse, mais aussi, dans une moindre mesure, en République tchèque, en Grèce, en Pologne et en Allemagne. Selon l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI), qui a annoncé la nouvelle mercredi 10 juin, l'analyse des filtres des capteurs de son réseau de surveillance a mis en évidence pendant cette période un niveau de césium 137 - « seul radionucléide artificiel identifié » - de 1 000 à 2 000 microbecquerels/m³ d'air.

Même si ces concentrations sont faibles et sans danger pour les populations et l'environnement, la présence de cette matière radioactive dans l'air est anormale. Selon l'OPRI, les doses induites sont de l'ordre du millionième de la norme européenne pour l'exposition du public. Mais elles sont mille fois plus importantes que celles générées par la radioactivité naturelle, les rayons cosmiques qui nous bombardent quotidiennement, les retombées de Tchernobyl et celles des essais nucléaires des années passées.

Pour leur part, les autorités de radioprotection suisses évoquent un

« nuage » 10 000 fois moins concentré que celui de Tchernobyl. Les traces de cette explosion qui a marqué le sud et l'est de l'Europe sont présentes, et pour longtemps encore - il faudra trois siècles pour que le césium disparaisse - au point que dans les Vosges et dans l'arc alpin, on mesure des niveaux de quelques milliers à quelques centaines

jours environ, n'ont jusqu'ici permis d'identifier que le césium. S'il s'agit des conséquences d'essais nucléaires ou d'un incident dans une installation nucléaire, on devrait retrouver d'autres radionucléides.

De même, si l'on devait envisager un relâchement des éléments radioactifs de Tchernobyl encore présents dans la stratosphère - ce qui a

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) recherche cependant d'éventuels incidents sur les installations est-européennes. Les relevés météorologiques indiquent que début juin, en France, les vents venaient du sud, ce qui semble dédouaner les installations de Marcoule (Gard) et Cadarache (Bouches-du-Rhône). Les soupçons s'orientent désormais vers ces sources de césium scellées qu'utilisent les hôpitaux (curiethérapie, irradiation des produits sanguins, stérilisation des matériels), l'industrie et particulièrement le bâtiment (mesures de densité, contrôles de soudures).

De telles sources, émettrices de rayons gamma, sont en principe facilement repérables. Mais certaines s'égarer. Ainsi, aux États-Unis, du cobalt 60 se serait retrouvé il y a quelques années, dans des meubles de jardin... Dans ces conditions, une petite source de césium n'aurait-elle pu elle aussi être détruite accidentellement ou intentionnellement dans un tachéacteur ou dans le haut-fourneau d'une aciérie recyclant des ferrailles ? Dans ce cas, l'origine de la contamination risque d'être difficilement traçable.

Hervé Morin

Une atmosphère déjà bien chargée

Pour l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), le sud de la France a été, semble-t-il, plus sérieusement touché par le nuage de césium 137 que le reste de l'Europe. Sa station de collecte des aérosols de La Seyne-sur-Mer, près de Toulon, a enregistré, du 25 mai au 2 juin, un niveau de 2 400 microbecquerels par m³. Dans le nord du pays, ces valeurs n'ont pas dépassé les 19 microbecquerels. En Italie, on a mesuré quelque 150 microbecquerels et en Suisse, une centaine. Le césium 137 présent dans ce nuage vient s'ajouter à d'autres radionucléides de la haute et basse atmosphère.

En 1986, le nuage de Tchernobyl a relâché des quantités importantes de césium. Selon l'IPSN, elles ont contaminé l'atmosphère à des niveaux 150 000 fois plus élevés qu'avant l'accident. Quant au plutonium, près de 42 tonnes ont été dispersées par les essais nucléaires aériens dans les années 60. L'essentiel, 90 %, est aujourd'hui retombé au sol.

de milliers de becquerels par kilo. La cause du phénomène qui affecte aujourd'hui le sud de l'Europe n'est toujours pas expliquée. Les filtres qui servent à recueillir les particules radioactives en suspension dans l'air, relevés tous les dix

Un dîner de fin de deuil autour d'Alain Juppé

PENDANT que Lionel Jospin fêtait discrètement le premier anniversaire de son arrivée à Matignon avec tous les chefs de parti qui avaient contribué à la victoire de la gauche aux législatives de juin 1997, un autre dîner « amical » rassemblait au même moment, mercredi 10 juin, dans un restaurant du 7^e arrondissement de Paris, quelques-unes des victimes de ce mois de juin-là, autour d'Alain Juppé. L'ancien premier ministre avait convié une trentaine de personnes, dont plusieurs anciens membres de son gouvernement - Michel Barnier, Jacques Barrot, Jean-Pierre Raffarin, Hervé Gayraud, Alain Lamassourie - et des députés RPR et UDF, dont Michèle Alliot-Marie, Pierre Bédier, Jacques Godfrain, Gilles de Robien ou Nicolas Forissier. Au programme, l'avenir de l'opposition et son projet de gouvernement.

Les hôtes de M. Juppé relevaient pour la plupart d'un subtil dosage : plutôt jeunes, ils ont déjà acquis une certaine expérience politique mais jugent tous que leur biographie politique a encore le temps de s'enrichir. Ils ont encore un autre point commun : celui de ne pas trouver leur place - ou, à tout le moins, de ne pas se sentir considérés à leur juste place - dans les

organigrammes de leurs familles respectives.

Côté RPR, on ne trouve pas un seul proche de Philippe Séguin, président du mouvement, parmi les invités de M. Juppé. Côté UDF, ni M. Lamassourie, ni M. de Robien, ni M. Raffarin, ni M. Forissier - un des députés « refondateurs » - ne se sentent à l'aise dans le paysage éclaté de la confédération libérale. Orphelins de chef en quelque sorte.

« CRÉER UN PS DE DROITE »

L'ancien premier ministre, bien sûr, ne propose pas encore trop précisément ses services. Il se contente de dresser un constat de carence des actuels dirigeants de la droite. Absents, défaits, peu fiables pour le président de la République : le jugement, mercredi soir, a été sévère. La trentaine de convives ont décidé de se revoir régulièrement, pour « travailler ». Les sujets ont été distribués, des rapports ont été désignés.

Invité, jeudi matin, de RMC, M. Barnier a dévolé implicitement la stratégie de cette opposition dans l'opposition. Il a appelé le RPR « à créer un PS de droite, qui aura autour de lui d'autres formations complémentaires ». Tout ce-

la, a-t-il précisé, ne peut se faire que dans une relation « de confiance avec Jacques Chirac ». Et il a ajouté : « Beaucoup de mesures que propose Lionel Jospin ne sont pas l'objet d'un accord ou d'un compromis avec Jacques Chirac. Quelques-unes, c'est la suite de ses idées ou de ses projets. C'est par exemple sur la magistrature ou la justice... ». Soit, exactement, la thèse défendue par M. Juppé et les fidèles chiraquiens - sur l'opposition, sur la réforme de la justice - en l'opposition complète avec celle prônée par Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy.

Pour M. Juppé, le temps du deuil politique est manifestement terminé. Après avoir « humilié » Philippe Séguin - selon la formule du président du RPR - en obtenant du groupe RPR qu'il vote « oui » à l'Euro, après être apparu, plus complice que jamais, au côté du chef de l'État à l'occasion d'un voyage officiel au Japon, puis, récemment, au Liban, l'ancien premier ministre veut reprendre sa place sur l'échiquier.

Dans l'actuelle réorganisation de l'opposition, il en reste justement une à prendre : celle de chef du parti de Jacques Chirac.

Pascal Robert-Diard

Les juges des tribunaux de commerce manifestent publiquement leur hostilité aux députés qui enquêtent sur eux

LES DÉPUTÉS de la commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce ont dû recourir à la force publique, jeudi 11 juin, pour pouvoir accéder aux auditions prévues au tribunal de commerce de Mont-de-Marsan (Landes), les juges de cette juridiction ayant refusé de prêter serment. Lundi 8 juin, le président du tribunal de commerce de Paris, Jean-Pierre Héral, s'en était pris, dans un entretien publié par Le Figaro, au rapporteur de la commission d'enquête, le député (PS) de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, qu'il qualifiait d'« intrus ».

« Nous ne nous laisserons pas intimider par cette terreur ambiante, qui relève de la manipulation politique », déclarait M. Héral, qui dirige la Conférence générale des tribunaux de commerce.

Le 9, le président de la commission parlementaire, François Colcombet, député (PS) de l'Allier, écrivait à M. Héral, pour lui indiquer que si la commission avait choisi d'enquêter sur le terrain, c'était pour ne pas se limiter « aux innombrables rapports rédigés dans le passé » et qui, selon lui, « n'ont pas empêché des « sinistres » dans des juridictions de première importance ». M. Colcombet rappelait, en outre, que le « travail du rapporteur [était] celui d'un parlementaire auquel s'est, bien entendu, associée la commission tout entière ».

C'est néanmoins à la suite de déclarations récentes de M. Montebourg au quotidien régional Sud-Ouest que les seize juges consulaires de Mont-de-Marsan, ont refusé, jeudi matin, de répondre aux questions du rapporteur et de ses deux

colègues, Gérard Goutzes (PS, Lot-et-Garonne) et Jean Codognès (PS, Pyrénées-Orientales). Peu après l'arrivée des parlementaires, qui effectuèrent la dernière étape d'une série de déplacements dans les tribunaux de province (Le Monde du 21 avril), le président du tribunal de commerce de la ville, Jean-Claude Anton, a lu une motion affirmant l'impossibilité « de déposer en toute sérénité ».

« DEMAIN, JE DÉMISSIONNE ! »

Alerté, M. Colcombet est alors entré en contact avec le procureur de Mont-de-Marsan, pour lui demander de convoquer les juges réfractaires. Par télécopie, il lui adressait les convocations officielles, ainsi que le contenu de l'ordonnance de 1958 organisant le fonctionnement des commissions d'enquête du Parlement. Ce texte prévoit notamment des peines pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement, 50 000 francs d'amende et la déchéance des droits civiques pour toute personne refusant, sans motif valable, de répondre aux questions des parlementaires.

En fin de matinée, le procureur a donc dépêché les gendarmes aux domiciles des juges concernés, afin de leur faire porter leurs convocations pour 14 h 30. Devant le tribu-

« Le Monde de l'éducation » de juin

Le Monde de l'éducation consacre au corps son dossier central de juin, réalisé sous la direction du chorégraphe Philippe Decouflé, rédacteur en chef invité. Il s'est entouré notamment de Georges Vigarello, Philippe Brenot, Jocelyne Vaysse, Jean-Didier Urbain, Anne-Lise David, Giordana Charuty, Noëlle Châtelet, Belinda Cannone, Arlette Farge, Lydie Salvayre, Mercè Cunningham, Olivia Grandville, pour parler de la représentation du corps, de la sexualité, du corps médicalisé, des rythmes scolaires... mais aussi de l'amour, la fête, la danse, le sport...

* <http://lemonde.fr/educ/>
* Chez votre marchand de journaux : 30 francs.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Les classes sociales aujourd'hui

Les classes sociales de l'ère industrielle sont en déclin. Longtemps espérées, l'extension des classes moyennes coïncide avec le retour des inégalités. La société se fragmente.

Nouveaux visages de la pauvreté

La loi d'orientation sur la lutte contre les exclusions est examinée par le Parlement depuis le mois de mai. Elle doit tenter de s'attaquer aux racines d'un mal qui n'a cessé de progresser avec la crise économique des dernières années.

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

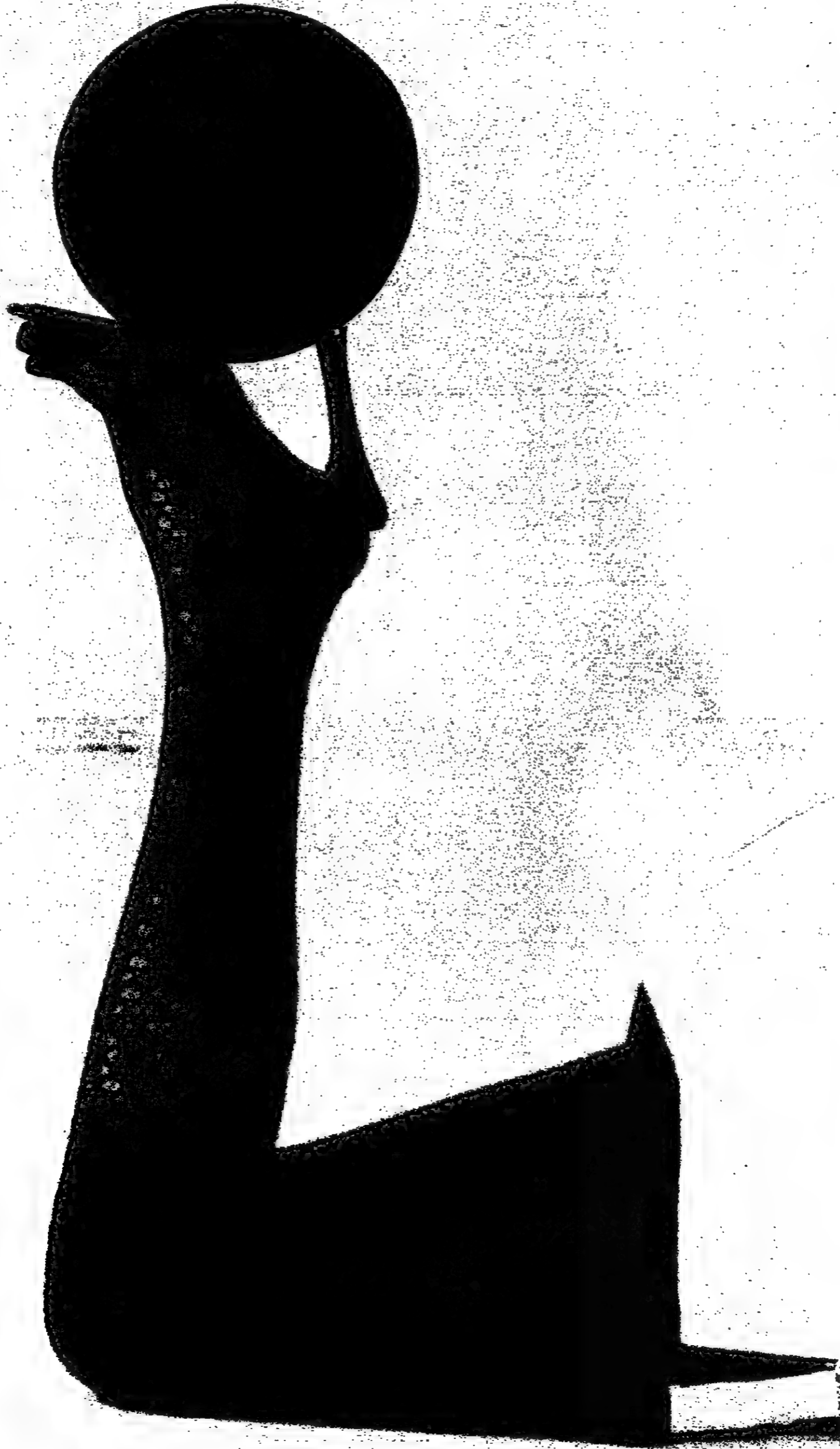
Resultats Grandes Ecoles

Admissibilité

ESTP

3615 LEMONDE

Coupe du Monde 98



LES TESTS

01

02

03

04

05

06

07

La Coup accueille



Pour célébrer la Coupe du Monde 98, Louis Vuitton édite, en série limitée et numérotée, un vrai ballon de football en toile Monogram. En vente dans les magasins Louis Vuitton. Pour plus d'informations, veuillez appeler le 01 45 62 47 00.

Fabriqué sous licence par

LOUIS VUITTON

0123456789

Le Mondial

DEFENSE Le joueur chilien Francisco Rojas convoie le ballon par-dessus son épaule lors du match contre l'Italie.

LES TEMPS FORTS

● **1 MARSEILLE**
L'équipe de France rencontre l'Afrique du Sud au Stade-Vélodrome de Marseille, vendredi 12 juin, à 21 heures (groupe C).

● **2 LENS**
Le deuxième match du groupe C oppose, vendredi 12 juin, à 17 h 30, le Danemark à l'Arabie saoudite.

● **3 MONTPELLIER**
Vendredi 12 juin, à 14 h 30, dans le groupe D, la Bulgarie rencontre le Paraguay.

● **4 NANTES**
La ville accueille son premier match de la Coupe du monde avec l'Espagne-Nigeria, samedi 13 juin, à 14 h 30 (groupe D).

● **5 LYON**
Le premier match du groupe E oppose la Corée du Sud au Mexique, samedi 13 juin (17 h 30).

● **6 SAINT-DENIS**
Le Stade de France reçoit, samedi 13 juin, à 21 heures (groupe E), un derby entre la Belgique - qualifiée pour le Mondial en battant l'Eire en

matchs de barrage - et les Pays-Bas, avec en vedette Dennis Bergkamp.

● **7 TÉLÉVISION**
Vendredi 12 juin, le premier match de l'équipe de France contre l'Afrique du Sud (vendredi 12 juin, 21 heures) est diffusé à partir de 20 h 50 sur France 3 et à 21 heures sur Canal Plus. Arabie saoudite - Danemark (17 h 30) est sur TF 1 et Eurosport à partir de 17 h 15 et sur Canal Plus à 17 h 30. Paraguay-Bulgarie (14 h 30) est sur France 3 à partir de 14 h 10 et sur Canal Plus à 14 h 30. Samedi 13 juin, Espagne-Nigeria (14 h 30) est diffusé par TF 1 à partir de 14 h 15 et par Canal Plus à 14 h 30. Corée-du-Sud - Mexique (17 h 30) est sur France 2 et Canal Plus à 17 h 30. Eurosport prend l'antenne à 17 h 15. Pays-Bas - Belgique (21 heures) est sur TF 1 à partir de 20 h 45 et sur Canal Plus à 21 heures.



La Coupe du monde accueille la France

DOUZE ANS qu'ils attendaient cela. Douze ans d'impatience, de douleur aussi chez les « accros » du football français. Pour les nostalgiques de Platini et de sa bande mexicaine de 1986, pour ceux qui n'ont toujours pas digéré les dernières secondes d'un France-Bulgarie privant les Bleus du Mondial américain, de 1994, le Stade-Vélodrome de Marseille devait accueillir vendredi 12 juin, à 21 heures, avec France-Afrique du Sud une rencontre « capitale » du groupe C, comme le dit Aimé Jacquet.

Enfin le moment était venu de savoir si cette équipe étrange, qualifiée d'office, qui invite mais veut gagner, qui a joué une ribambelle de rencontres amicales en deux ans, souvent victorieuses, souvent étonnantes, allait être à la hauteur de sa Coupe du monde. Enfin, elle allait fournir un premier repère sur son niveau réel de jeu alors qu'aucun des vingt-deux sélectionnés n'a l'expérience d'un Mondial.

LA POUR GAGNER

Si les mots d'Aimé prêtent peu à la gaudriole - « abnégation », « rigueur », « utopie du beau jeu » -, c'est la première fois depuis que la coupe Jules Rimet a été sculptée qu'une équipe française avoue son objectif : la victoire en finale. A mots voilés pour Zidane : « Je suis prêt à relever ce défi. » Plus clairement chez Deschamps, dont le palmarès prouve qu'il connaît son sujet : « Nous sommes là pour gagner. »

Le propos semble présomptueux et le projet plus facile à énoncer qu'à mener à son terme. Mais que visent-ils d'autre quand on est pays hôte ? A Marseille donc, cette équipe de France allait enfin se confronter à la réalité et sortir d'une atmosphère polémique de plus en plus pesante. Les déclarations agacées des joueurs et de leur entraîneur, les relations tendues, ces derniers jours, avec la presse, participent en fait du même syndrome, celui du pays hôte. Surtout quand ce pays, dans son

ensemble, n'adhère pas totalement à l'événement. La palme, dans ce registre, revient au communiqué du syndicat SUD-Education, publié jeudi 12 juin, qui assimile la Coupe du monde à une « entreprise capitaliste du divertissement, de l'amusement et de l'abus programmé ».

Seule la génération-biberon, les Henry, Trezeguet, Vieira, sans doute parce qu'elle n'a pas repassé cent fois sur son magnéscope le but-couperet de France-Bulgarie, parce qu'elle n'a pas souffert de douze années d'abstinence, semble échapper à cette tension. La décontraction des garçons de route Aimé Jacquet et blutier Bernard Lama : « Grâce à eux, je reste dans le coup. Je perfectionne mon verlan... » Le football, en verlan ou à l'enfer, peu importe. En ouvrant son mondial à Marseille, l'équipe de France s'était donné tous les moyens de réussir son entrée dans le stade le plus chaud de France. Elle revenait sur les lieux de ses succès, cette demi-finale de Championnat d'Europe qui permit aux Bleus de Platin, en 1984, d'arracher leur qualification pour une finale victorieuse à Paris. Elle rendait, pour l'anecdote, visite au lieu de naissance de son maître à jouer, Zinedine Zidane. Elle était sûre de pouvoir compter sur l'appui d'un public qui ne vibre et ne vit que pour le « foot » et aurait le don de sublimer les joueurs et de les pousser dans le dos, comme ce mistral amoncelé.

Marseille ne ratera pas « son » Mondial. Pour preuve, les dizaines de milliers de personnes qui subront les sept rencontres - notamment une demi-finale, le 7 juillet, seule ville régionale à avoir ce privilège -, sur des écrans géants dressés le long des plages du Prado ou dans un ancien dépôt pétrolier des quartiers nord. Et si ce n'est pas suffisant, les Henry et Trezeguet feront écouter à leurs partenaires les rimes musclées des groupes de rap qui marient Marseille et foot :

IAM, Massilia Sound System, Fonky Family, Doc Gynéco... Ce France-Afrique du Sud annonce aussi une série de rencontres musclées. « Est-ce du rugby ou du football ? », se sont demandé les observateurs des entraînements sud-africains. Leur entraîneur français, Philippe Troussier, qui a pris l'équipe en cours de route, avait passé son temps à « remonter » des joueurs déjà réputés pour leurs qualités physiques. Paraguay-Bulgarie, toujours vendredi 12 juin, avec un Stoitchkov qui fanfaronne - « je suis certain de l'emporter » - est du même tonneau. Tout comme sont labellisées « rencontres à hauts risques » (supporteurs Pays-Bas-Belgique, samedi 13 juin au Stade de France, Yougoslavie-Iran le lendemain, ainsi que les trois matches de la belle Angleterre.

DES NULS BIEN SYMPATHIQUES

Rencontres musclées, sur tapis vert cette fois, autour de ce qui est devenu le scandale de ce Mondial : les dizaines de milliers de supporters qui ont payé, mais qui n'ont pas de billet. Les plaintes qui affluent de partout et le Comité d'organisation a pointé du doigt « les voyageurs indisciplinés », les « intermédiaires peu scrupuleux », alors que le ministère des sports veut demander des comptes à la FIFA.

En attendant, sur les vrais terrains, lisses comme des moquettes, le beau jeu continue dans l'ensemble et les buts défilent. Sept le premier jour, six jeudi 11 juillet. Et toujours pas de zéro-zéro. La prime va à Marcelo Salas, le « Matador » chilien, auteur, à Bordeaux, du premier doublé de ce Mondial contre une Italie une fois de plus miraculée (2-2). A Toulouse, l'Autriche peut aussi remonter le ciel, rejoignant le Cameroun dans les dernières secondes (1-1). Bref, les résultats nus domment, mais ce sont des nuls bien sympathiques.

Michel Guerrin

LA CHRONIQUE

DE PIERRE GEORGES

L'angoisse de l'arbitre au moment du penalty

TEL un investigateur lancé sur la piste odoriférante d'un faux-facturier, voici qu'il faut le dire ici : il y a une affaire désormais. Une grosse et ténébreuse affaire de penalty qui, comme le nez au milieu de la figure de Cléopâtre, pourrait changer la face du Mondial.

Situons le débat. Cela se passe aux environs de Bordeaux et de la 85^e minute. Il y a eu un gros orage et aussi un sale temps pour la Squadra Azzurra, qui fait eau de toutes parts. Ce qui, d'une autre manière, revient à dire que deux Chiliens connus sous des pseudonymes exotiques, l'Hélicoptère et le Matador, ont en fait vu de toutes les couleurs à la Maldini incorporated.

L'Italie jouait en blanc et était bien palotte. Hélico, d'un type si andin qu'on le verrait assez chercher un procureur ailleurs qu'en Himalaya, et Matador, féroc bête à cornes, avaient fait subir à la défense italienne, pourtant réputée au-delà de sa seule botte, un traitement odieux. Si tant est que le ridicule confine parfois à l'odieux.

« SA » ET « ZA »

L'Italie, donc, avait pris deux buts. Si beaux d'ailleurs qu'elle les aurait probablement applaudis, si elle ne les avait pris. C'est là toute la rançon du chauvinisme : ne pouvoir applaudir comme ils le méritent les chefs-d'œuvre de l'adversité. Mais ne nous égarons pas.

Ces deux buts, donc, avaient été marqués par Matador. Au civil Marcelo Salas, autrement surnommé « Sa », ils auraient pu l'être par Hélico, Ivan Zamorano, dit aussi « Za », le Terrible. Mais lui se chargeait de mobiliser la garde. Car cette fine équipe de Chiliens est ainsi

faite que lorsqu'on croit le ballon dans le Sa, il est dans le Za. Et vice-versa.

Cette situation - finement analysée autrefois dans une blague de coiffeur concluant qu'on ne saurait surveiller à la fois le poisson dans la poêle et le chat sur la table - n'est jamais sans péril. De fait l'Italie était en net, en absolu péril. Menée 2 à 1 et bien cuite à l'arête, si l'on ose dire.

Sur son banc, Cesare Maldini père, le sélectionneur italien, hurlait. Sur le terrain, Paolo Maldini fils, le capitaine, se démenait. Tous deux comme de beaux diables. Mais sauf à imaginer de multiplier par miracle clonesque les Maldini à l'infini, on voyait mal comment l'Italie pouvait encore se sauver.

C'est là qu'intervient l'« affaire ». A la 85^e minute, un ballon italien s'en vint frapper une main chilienne. A bout portant, en pleine surface de réparation. D'évidence, le ballon alla à la main et non l'inverse. C'est dire que les conditions de la peine capitale, le penalty, n'étaient pas remplies. Les règles de chevalerie sont formelles en effet : il faut que la faune de main soit « intentionnelle ». Intentionnelle ! Elle ne l'était pas. Les images, aussi, sont formelles.

Et pourtant, l'arbitre, un brave homme d'arbitre au physique impressionnant de rétrograde égaré dans ses propres filets. Il avait bien arbitré jusqu'à là. Mais seulement jusqu'à là. Un instant d'égarement. Penalty ! Z'auriez vu Za et Sa !

Ah ! qui dira jamais l'angoisse de l'arbitre au moment du penalty ? Y a-t-on seulement songé, hein ? Et l'Italie égalisa, comme d'habitude. A l'italienne !

الشيء هو 1550

LE CHIFFRE DU JOUR 8

Lors des deux premiers matches de la Coupe du monde de football, huit contrôles antidopage ont été effectués et se sont tous révélés négatifs, selon le porte-parole de la FIFA, Keith Cooper. Deux joueurs de chacune des quatre équipes qui ont joué mercredi 10 juin (Brésil-Ecosse et Maroc-Norvège) ont dû subir ce test après que leurs noms eurent été tirés au sort à la mi-temps. Il s'est agi de Taffarel et du remplaçant Gonçalves pour le Brésil, de Colin Hendry et du remplaçant Scott Booth pour l'Ecosse, de Abderrahim Ouakli et Salaheddine Bassir pour le Maroc, enfin de Oyvind Leonhardsen et de Stale Solbakken pour la Norvège. Trois joueurs seulement ont subi un contrôle antidopage positif en phase finale de la Coupe du monde: le Haïtien Ernest Jean-Joseph en 1974, l'Écossais Willie Johnston en 1978 et l'Argentin Diego Maradona en 1994.

LES ARBITRES

ESPAGNE-NIGERIA La rencontre Espagne-Nigeria du samedi 13 juin, à Nantes (14 h 30), sera arbitrée par l'Américain Esfandiar Bahamast. Il sera assisté de Fernando Torres Zuniga, du Costa Rica, et de Youri Dupanov, de la Biélorussie.

CORÉE DU SUD-MEXIQUE Le match Corée du Sud-Mexique, samedi 13 juin, à Lyon (17 h 30), sera arbitré par l'Autrichien Gunter Benko. Il sera assisté de Lencle Fred, du Vanuatu, et de l'Allemand Erich Schneider.

PAYS-BAS - BELGIQUE Pierluigi Collina arbitrera la rencontre Pays-Bas - Belgique, samedi 13 juin, au Stade de France, à Saint-Denis, à 21 heures. L'Italien sera assisté de son compatriote Gennaro Mazzei et du Maltais Emanuel Zammit.

Les frères ennemis ouvrent la série des matches à risques

Pays-Bas - Belgique. Samedi 13 juin, le Stade de France accueille la rencontre la plus périlleuse de sa jeune histoire. Cette affiche ravive les inquiétudes liées au hooliganisme, en attendant l'entrée en scène de l'Angleterre

FAUT-IL encore craindre les hooligans? D'une Coupe du monde à l'autre, dans un rituel désormais bien établi, la même question se pose. Chacun va de ses prévisions, plus ou moins alarmistes, sur d'éventuels débordements. Le débat prend généralement de l'ampleur à l'approche du premier match classé «à risques». Cette année, c'est donc la rencontre Pays-Bas - Belgique, samedi 13 juin, au Stade de France, qui ouvre le bal des inquiétudes. Viendront ensuite les trois apparitions de l'Angleterre - à Marseille, Toulouse et Lens - puis, à un degré moindre, Allemagne-Yugoslavie, dimanche 21 juin, à Lens.

Sur les terrains, Belges et Néerlandais entretiennent un voisinage houleux. Le fait que leurs supporters empruntent le même itinéraire, via l'autoroute A1 ou la gare du Nord, oblige à la vigilance. Des policiers des deux pays, rodés à la lutte anti-hooligans, se mêleront à la foule. Ils seront en liaison constante avec leurs homologues français. L'une des difficultés consistera à séparer les groupes de fans dans les tribunes, où ils se côtoieront inévitablement.

Selon les spécialistes, les risques liés à ce match sont cependant moins élevés qu'il n'y paraît. Les supporters de l'équipe nationale néerlandaise ont rarement été impliqués dans des incidents à l'étranger. Chez eux, comme dans la plupart des pays (Italie, Espagne, Argentine), le hooliganisme est avant tout un phénomène domestique, lié aux équipes de clubs. En mars 1997, une bagarre planifiée entre supporters de l'Ajax Amsterdam et de Feyenoord Rotterdam avait fait un mort. Plusieurs centaines de jeunes s'étaient donné rendez-vous sur un terrain vague pour en découdre. Les années 80 avaient également été marquées par des attentats à la bombe, commis dans les stades (19 blessés, en octobre 1989 à Amsterdam).

Cette violence n'a jamais vraiment touché la sélection, à l'extérieur tout au moins. Les accrochages survenus en marge de certaines rencontres - Angleterre - Pays-Bas de 1988 en Allemagne et de 1990 en Italie - n'im-

pliquaient pas les Néerlandais. Du reste, les hooligans de ce pays ont la réputation de ne jamais s'aventurer hors de leurs bases. Pis, ils passent pour des politrons aux yeux de leurs rivaux; tout comme les Allemands.

POCHES DE RÉSISTANCE

La situation de la Belgique est différente. Si certains clubs ont connu des poussées de violence (FC Bruges, Anderlecht, Amvers), le travail de prévention accompli ces dernières années, notamment au Standard de Liège, semble porter ses fruits. De plus, les divers groupes de «siders» - les ultras locaux - rechignent à faire cause commune derrière l'équipe nationale. Une réticence accentuée par le civisme historique entre Wallons et Flamands.

Reste le cas de l'Angleterre, adversaire de la Tunisie, le 15 juin, à Marseille. «Nous n'en avons pas encore fini avec le hooliganisme», déclarait en substance le ministre britannique de l'Intérieur, Jack Straw, dans un entretien accordé au Monde quelques jours après la mort d'un fan de Gillingham (Le Monde du 15 mai). Malgré un déclin

spectaculaire, il existe encore des poches de résistance. La sélection en est une. Elle a toujours attiré un noyau dur, violemment nationaliste. Cette frange extrémiste, dont les effectifs peuvent être évalués à plusieurs centaines de personnes,

La phobie de Dennis Bergkamp

L'équipe des Pays-Bas, qui est arrivée, jeudi 11 juin, en France et s'est entraînée pour la première fois, sous la pluie, au stade de Montbaoron, à Versailles, a beau être aux petits soins avec Dennis Bergkamp, celui-ci pourrait bien ne pas jouer la totalité de la rencontre face à la Belgique, samedi 13 juin, au Stade de France. Victime d'une blessure au tendon, l'attaquant n'a pas laissé planer le doute. «Je vais de mieux en mieux, a-t-il déclaré à la fin de la séance, cela fait deux ou trois fois que je m'entraîne avec le groupe mais je ne me sens pas encore assez prêt pour jouer tout le match contre la Belgique.» Il devait participer, sans grand espoir, à l'entraînement prévu, vendredi 12 juin, sur la pelouse du Stade de France. Pourtant, les Pays-Bas font tout pour faciliter sa vie. Jeudi, Dennis Bergkamp a rejoint Versailles en voiture et non pas en avion comme le reste de l'équipe car il a la phobie des transports aériens.

provient en partie de clubs de deuxième et de troisième division.

Malgré tout, les hooligans actuels n'ont rien de comparable avec ceux des années 70. Plus âgés - une trentaine d'années en moyenne - et mieux organisés, ils sévissent en

bandes restreintes, avec des objectifs précis. Les stades étant surveillés, ils agissent à bonne distance, contre des groupes similaires. Des affrontements inter-Anglais ne sont d'ailleurs pas à exclure au cours du Mondial, en particulier à

Lens (Angleterre-Colombie). Pareille compétition offre aux hooligans l'occasion de se rendre à l'étranger, où ils se sentent volontiers en terrain conquis. Pour eux, toute la difficulté consistera à pénétrer sur le terri-

toire français sans se faire repérer. Plus d'une soixantaine de personnes font déjà l'objet d'une interdiction de sortir de Grande-Bretagne. Les autres, pourvus de billet ou non, seront épilés par des policiers anglais, des «spotters» (physionomistes) capables de les identifier. Cette méthode a fait ses preuves, tout comme la vidéo et les infiltrations de «taupes» au sein des bandes. Les Anglais estiment en effet que le ciblage des individus réellement dangereux permet de les isoler de la masse des supporters non violents. L'objectif est d'éviter le phénomène d'entraînement qui «contaminerait» les autres fans.

Après des affrontements survenus à Rome en 1997 lors de la rencontre Italie-Angleterre, la police britannique avait reproché aux Italiens de n'avoir pas tenu compte de ses conseils et d'avoir voulu gérer le maintien de l'ordre à leur manière. Cette fois, à l'heure du rendez-vous français, ils estiment que les deux pays ont travaillé en parfaite intelligence et préparé un Mondial sous bonne garde.

Philippe Broussard

Les Mpenza, inséparables enfants du Zaïre, jokers de luxe pour les Diables rouges

A vingt et un et dix-neuf ans, Mbo et Emile assurent la relève de l'attaque belge



Emile (à gauche) et Mbo Mpenza. Le premier pourrait jouer, le deuxième risque de rester sur le banc de touche.

ILS NE PEUVENT pas se passer l'un de l'autre. L'aîné s'appelle Mbo Jérôme Mpenza et il a vingt et un ans. Le cadet, Emile Lokonda Mpenza, n'est âgé que de dix-neuf ans. S'ils ne sont pas jumeaux, les deux héros zairois de l'équipe belge se ressemblent trait pour trait. Il faut remonter aux années 50 pour trouver chez les Diables rouges un sélectionné d'origine africaine: Léon Mokuna était venu du Congo belge pour jouer à la Gantoise et dans l'équipe nationale B. C'est tellement ancien que Georges Leekens, l'actuel sélectionneur, l'a déjà oublié et assure que les deux frères sont «les premiers colorés» de la sélection nationale. Ajoutant un jour gêné: «Ce ne fut pas évident d'en arriver là.»

Mbo est né à Kinshasa en 1976, son frère à Bruxelles deux ans plus tard. Entre ces deux dates, leur père Arsène Mpenza a quitté le Zaïre pour la Belgique, avec sa femme Rosalie et trois autres enfants plus âgés, pour faire des études de pharmacie. Aujourd'hui, Arsène a quitté son officine pour se consacrer exclusivement à la carrière de ses deux fils, joueurs au Standard de Liège. De Mbo et d'Emile, Raymond Goethals, le plus célèbre des techniciens belges, dit: «Le premier parle, le deuxième joue», une façon un peu cruelle de souligner la grande maturité de l'aîné et la classe supérieure du cadet.

Malgré cet écart entre les deux joueurs, Georges Leekens a préféré les retenir ensemble, écartant au passage Michael Goossens, joueur du club allemand Schalke 04. Un choix discuté. Au camp d'entraînement du golfe du Gouverneur, à Monthlieux (Ain), où l'équipe belge a pris ses

quartiers français, les deux frères partagent la même chambre 403, déjeunent l'un à côté de l'autre, répondent ensemble aux questions des journalistes. Les soirs de matches, ils passent leur temps à disséquer les actions réussies et surtout les occasions manquées, à analyser leurs forces et leurs faiblesses respectives.

Mbo ne cache pas la supériorité d'Emile qu'il couvre de ses attentions et de ses conseils: «Il est plus explosif, plus battant et fou que moi. Il tente des choses impossibles. Moi, je finis peut-être mieux mes actions dans la zone de vérité.» Cette année en championnat, Mbo a marqué un but de plus que son frère. Les deux jouent des deux pieds. Ils se connaissent et se complètent si bien qu'ils se passent la balle les yeux fermés. «Question d'instinct», assure Mbo. Fâché des critiques qui ont suivi sa sélection, le grand frère dit de son cadet qu'il est faux de le croire incapable de s'emanciper seul.

ON N'A PAS LA MÊME FRANÇÈE

Inséparables sur le terrain comme dans la vie, Mbo et Emile ont débuté ensemble à Mesvin, petit club du bordage, près de Mons. Le premier était alors milieu de terrain et son frère li-béro. C'est à Courtrai, où ils jouent quatre années durant, qu'on découvre leurs vertus d'attaquants: spontanéité et vélocité. En 1996, encore inconnus, ils rejoignent Mouscron, tout juste en première division. Grâce aux frères Mpenza et à l'entraîneur Georges Leekens, qui leur a appris le métier, le club finit troisième du championnat.

Du coup, le technicien gagne ses galons de sé-

lectionneur national et les frères signent un bail avec les Diables rouges. A l'ouverture de la saison 1997-1998, Anderlecht veut s'attacher les services des deux Mpenza, mais Arsène, papapoupe, fait pour ses deux fils un choix différent: il opte pour le rival historique, le Standard de Liège. C'est une erreur. Leur saison est très moyenne, pour des raisons physiques et tactiques - blessures et mauvaise utilisation de leurs talents. L'arrivée d'un nouvel entraîneur, Luka Peruzovic, leur offre une vraie chance en attaque. Ils brillent, finissent la saison «en bout de canon», dit la presse belge, justifiant l'un et l'autre leur sélection en équipe nationale.

Le Mondial 1998, ils le vivent comme un rêve. Ils assurent qu'ils sont venus seulement pour apprendre mais on n'est pas obligé de les croire. Couvés par les anciens Franky Van der Elst et Enzo Scifo, leur intégration dans les vingt-deux se fait sans mal. Si Mbo risque de rester sur le banc, Emile peut rapidement gagner sa place ou tenir le rôle de joker. Après la Coupe du monde, le duo Mpenza devra choisir entre plusieurs propositions. Metz s'était mis sur les rangs pour Emile mais a renoncé devant le prix exigé. Marseille serait intéressé par la paire, mais plus sûrement Anderlecht, revenu à la charge, et surtout la Lazio Rome. Même s'ils s'en défendent, personne n'imagine que leur carrière puisse suivre un jour des chemins différents. Ils partageront tout jusqu'à la fin. Tout? «On n'a pas la même fiancée», lance Mbo dans un éclat de rire.

Henri Tincq, à Monthlieux



L'ANALYSE TECHNIQUE DE RAYMOND DOMENECH

Deux épouvantails

ET SI NOUS FAISIONS un peu de sport fiction? Vous êtes l'envoyé spécial des Bleus pour superviser le match Espagne-Nigeria. Mission secrète et capitale, l'un des deux sera sur notre route en huitième de finale. Le Paraguay trop faible et la Bulgarie vieillissante ne sont que des faire-valoir. Armé de votre bloc-notes et de votre stylo (pas de magnéto, des espions peuvent entendre vos remarques), planqué loin de la tribune de presse truffée d'agents étrangers, vous êtes sur le qui-vive. Vous savez déjà tout sur le potentiel offensif des Super Eagles. Des épouvantails plutôt que des aigles, ceux-là: des attaquants sans état d'âme, des défenseurs forts comme des Turcs. C'est terrifiant. Mais vous devez rester lucide. Ils ont des failles, ce n'est pas possible. Vous le soulignez dans votre rapport. D'abord, il y a des divergences entre un entraîneur expérimenté, Milutinovic (quatre participations en Coupe du monde avec quatre équipes différentes), bon joueur d'échecs, qui, insensé, prétend imposer aux futurs champions du monde - ce sont eux qui le disent - une organisation de jeu et des schémas tactiques. Ensuite, des dissensions entre les différentes ethnies du groupe. Les questions auxquelles vous devez répondre à la fin du match sont: ont-ils été capables de se plier à une discipline, d'accepter une organisation défensive et tactique? En même temps, en fonction de l'évolution du résultat, il vous faut surveiller l'Espagne, dont personne ne parle. Clemente le «dictateur», avec ses options tactiques très offensives dans le choix de ses joueurs, peut-il toujours surprendre? En effet, il fait jouer Kiko et Alfonso, deux attaquants auxquels il peut adjoindre, comme contre la France, en janvier, un troisième larron - Etxeberria ou Morientes -, l'ensemble étant renforcé par Raul et Luis Enrique, meilleurs buteurs, l'un à Madrid, l'autre à Barcelone, et soutenu par deux arrière-aliés Sergi et Ferrer. Question: Pourquoi son équipe donne-t-elle quand même l'impression de jouer défensivement? Vous aurez aussi à surveiller la vitesse des enchaînements techniques des joueurs. Ils sont difficilement prenables au pressing parce qu'ils gardent très peu le ballon dans les pieds. A vous de trouver la parade. Peut-être qu'un petit rien de patience en phase défensive permettrait de les laisser s'enflammer. J'attends vos réponses. L'avenir du football français en dépend.

«Il vous faut surveiller l'Espagne, dont personne ne parle»

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

Buts et filets à toute épreuve

● **LES LIÉUX.** Aux deux extrémités du terrain, les gardiens de but protègent un royaume long de 7,32 m, haut de 2,44 m et profond de 2 mètres. Un mini-sanctuaire, délimité par deux lignes tracées perpendiculairement à la ligne de but, à 5,50 m de chaque montant, et réunies entre elles par une ligne parallèle à la ligne de but.

● **MATÉRIAUX.** Espace de toutes les convoitises, le but réclame une attention particulière. Pour les compétitions internationales, la Fédération internationale (FIFA) veille au respect des normes. Seuls l'aluminium et l'acier sont autorisés à la composition des deux poteaux verticaux et de la barre transversale, recouverts exclusivement de peinture blanche. Leur épaisseur ne doit pas excéder 12 cm.

● **PROBLÈMES DE STABILITÉ.** Il arrive, exceptionnellement, que le but fasse des siennes. A Madrid, en demi-finale de la Ligue des champions, un but s'est écroulé avant même le début de la rencontre contre Dortmund. En France, pareille mésaventure est a priori exclue: un décret adopté le 4 juin 1996 soumet poteaux et transversales à une série d'essais statiques de résistance. Les buts utilisés pour le Mondial 1998 (mis à disposition par les collectivités locales) supportent 180 kg de fontes en suspension à la verticale, 110 kg de pression à l'horizontale.

● **LES FILETS.** « *Même sécurité pour les filets,* ajoute Régis Rouchet, directeur commercial de Filmasport, une PME du Calvados qui fournit en équipement la majorité des sites de la compétition. Nous avons



bien entendu respecté les normes européennes: une maille de 120 mm; des filets noués, soutenus par une perche. A quoi nous avons ajouté notre savoir-faire artisanal. » Filmasport a mis au point un maillage au carré (en opposition à la maille en losange réalisée mécaniquement) qui assure au filet un tomber idéal et une résistance à toute épreuve. Le ballon de la Coupe du monde n'est pas près de transpercer les filets hexagonaux.

● **LE CÔÛT.** Le prix d'un but en acier varie de 6 000 à 8 000 F. En aluminium, il coûte entre 7 000 et 8 000 F. La pose revient à 1 000 F et le paire de filets se négocie, au maximum, à 1 500 F.

Cédric Ryan

« Bora » et « M. Ikpeba » seuls contre tous au Nigeria

Espagne-Nigeria. L'attaquant monégasque soutient son coach contesté

VELIBOR MILUTINOVIC et Victor Ikpeba ont besoin l'un de l'autre. Complices hors des terrains, alliés objectifs sur ceux-ci, l'entraîneur d'origine serbe naturalisé mexicain et l'attaquant nigérien ne se connaissent pourtant que depuis quelques mois. Et si le hasard a fait qu'ils ont porté tous deux le maillot monégasque, à trente années de distance, ce n'est tout au plus qu'une amusante coïncidence qui leur permet de se parler en français. En public, le patron de la sélection nigérienne donne à son joueur du « M. Ikpeba », alors que ce dernier, quand il évoque son entraîneur, l'appelle familièrement « Bora », surnom sous lequel Velibor Milutinovic est connu dans le monde du football.

Une conjonction d'intérêts et des conceptions communes du football professionnel ont rapproché les deux hommes au cours des dernières semaines. Installé depuis décembre 1997 à la barre de la sélection nigérienne, Bora Milu-

tinovic, cinquante-trois ans, a voulu imposer ses vues au jeu nigérien et renforcer l'assise défensive des Super Eagles. Placé en position délicate par quatre défaites en autant de matches amicaux et treize buts encaissés, le technicien serbe a dû contrer une tentative de déstabilisation menée par certains joueurs, qui auraient essayé d'obtenir sa tête en jouant de leurs relations avec le palais présidentiel de Sani Abuja quelques jours seulement avant le début de la Coupe du monde. La dispartition soudaine du président nigérien, en début de semaine, a désamorcé la crise.

C'est le moment qu'a choisi Victor Ikpeba pour voler au secours de son entraîneur en critiquant publiquement l'attitude de ces joueurs « qui se prennent pour les patrons de l'équipe ». Premier visé: Daniel Amokachi, le meilleur buteur nigérien de la Coupe du monde 1994, qui clamait sur tous les toits que ses relations privilé-

giées avec le président défunt lui permettaient de faire et défaire les entraîneurs à sa guise et qu'il avait obtenu la tête du Français Philippe Troussier, le prédécesseur de Bora Milutinovic, recasé depuis à la tête de la sélection sud-africaine. « C'était allé un peu loin, estime Victor Ikpeba. Avant le stage de préparation, le coach nous avait laissé une semaine de repos. Certains se sont permis d'arriver avec cinq ou six jours de retard au rassemblement. Mais je crois que depuis la défaite contre les Pays-Bas [3-1 en match amical], tout le monde est redescendu sur terre. »

RELAIS SUR LA PELOUSE

A Monaco, Victor Ikpeba a été formé à l'école du réalisme par Arsène Wenger puis Jean Tigana. Un réalisme qui a souvent fait défaut à l'équipe nigérienne, éliminée en huitième de finale de la Coupe du monde 1994 par l'Italie (1-2, après prolongations) à cause d'une faute d'inattention dans les dernières secondes de la rencontre. C'est donc sans déplaisir que cet attaquant a vu arriver « Coach Bora », précédé par une réputation de faiseur de miracles footballistiques acquise en trois Coupes du monde successives à la tête de trois formations différentes - le Mexique, la Costa Rica et les Etats-Unis. Dans l'affaire, le joueur, pas toujours en odeur de sainteté auprès des précédents sélectionneurs nationaux, est devenu titulaire, un honneur que même sa désignation comme « meilleur joueur africain 1997 » ne lui avait pas permis de connaître.



Après une série de matches catastrophiques pour les Nigériens, le sort de l'attaquant monégasque, Victor Ikpeba, est lié à celui de son entraîneur, Bora Milutinovic.

Samedi 13 juin, face à l'Espagne, pour sa première rencontre de Coupe du monde (et en l'absence de Daniel Amokachi, blessé), Victor Ikpeba sera l'un des relais privilégiés de Bora Milutinovic sur la pelouse natale du stade de la Beaujoire. Les deux hommes savent que leurs sorts sont liés. Si les choses tournent mal, le premier devra rendre des comptes, ses déclarations lui ayant déjà valu les remontrances du président de la fédération nigérienne et la rancœur de certains de ses coéquipiers. Il n'a d'ailleurs pas ca-

ché, alors qu'il n'a encore que vingt-cinq ans, se poser des questions concernant son avenir au sein de la sélection. Quant au second, l'expérience lui a appris que l'entraîneur est en général le premier à payer le prix de l'inconséquence des joueurs. Tous deux espèrent donc que, dans les épreuves, les Nigériens auront retrouvé la solidarité qui leur avait permis de devenir champions olympiques en 1996.

Gilles Van Kote, à Elicourt

La dernière sortie du vétérán basque Andoni Zubizarreta

A LE VOIR sautiller dans sa cage, on le prendrait volontiers pour un modèle du genre. Mais Andoni Zubizarreta, le gardien de but de la sélection espagnole, possède dans sa mallette de joueur un outil assez peu fréquent dans sa profession: le contre-pied. On le croit parti d'un côté, il se glisse vers l'autre. Ce goût pour l'effet de surprise dont il a regalé l'Espagne, ces dernières semaines, va parfois jusqu'à lui faire perdre la tête. A la mi-mai, le vieux « Zubi » boucle la saison du championnat national en traînant lourdement les crampons. Il se dit usé, sans force, à plat.

« J'ai trente-six ans, soupire-t-il en mettant au clou son maillot de FC Valence, son sixième club après quinze années passées en cage. Je crois que mon temps est passé. J'arrête, je n'ai plus l'âge. » Deux semaines plus tard, il ouvre de grands yeux gourmands en découvrant son nom en tête de la liste des vingt-deux composée par Javier Clemente, le sélectionneur espagnol. Il sera du voyage. Et même mieux, puisque l'entraîneur répète que, lui vivant, la place de titulaire reviendra toujours au doyen de la sélection. Toute l'Espagne cherche à comprendre.

LA CRITIQUE POUR ALLIÉE

Andoni Zubizarreta s'explique dans un sourire coquin: « J'ai dit que j'en avais fini de ma carrière de joueur de club. Mais je n'ai jamais parlé de l'équipe nationale. Le Mondial, c'est autre chose. J'en ai déjà disputé trois, celui-là sera mon quatrième. En fin de saison, ma seule alternative était de rester dans mon club ou travailler pour la Fédération espagnole. Mais tout peut arriver pendant ce Mondial. Aujourd'hui, je me sens l'âme d'un préretiré. Au soir de la finale, il en sera peut-être autrement. »

de trouble et de discorde pour les autres, il a fait son deuil du plébiscite et appris à se faire une alliée de la critique. En 1994, par exemple, le pays tout entier veut bien jurer l'avoir vu précipiter, par une stupide faute de jugement, la défaite de l'Espagne face à l'Italie (1-2) en quart de finale de la World Cup américaine. En janvier, les mêmes sifflets de haine accompagnent sa sortie à la fin de la rencontre France-Espagne (1-0), au soir de l'inauguration du Stade de France. Le public espagnol en est cette fois certain: son erreur a coûté la victoire, à tout le moins le match nul, à une équipe invaincue depuis plus de trois ans.

L'ÂME D'UN PRÉRETRAITÉ

Le pays réclame souvent sa tête. Elle ne tombe pas. Et, pire, tremble à peine. La raison? La presse dit l'avoir trouvée depuis belle lurette: Andoni Zubizarreta est Basque comme Javier Clemente, ce qui expliquerait le soutien sans faille que le second a toujours apporté au premier. Personnage autoritaire et pragmatique, solidement vissé à son banc de touche depuis sa prise de fonctions en 1992, le sélectionneur espagnol n'est pas homme à prendre ombrage d'un éditorial hostile ou à tourner les talons face à une chorale de sifflets.

« Andoni Zubizarreta est le meilleur gardien d'Espagne. Je ne vois personne, aujourd'hui, de taille à le remplacer pour ce Mondial », a prévenu Javier Clemente depuis la terrasse du château que les Espagnols ont investi près de Chantilly (Oise). Sauf blessure, Andoni Zubizarreta sera donc titulaire. Il en profitera pour ajouter quelques pièces à sa collection de 124 sélections et s'amuser d'un dernier contre-pied: « En fin de saison, ma seule alternative était de rester dans mon club ou travailler pour la Fédération espagnole. Mais tout peut arriver pendant ce Mondial. Aujourd'hui, je me sens l'âme d'un préretiré. Au soir de la finale, il en sera peut-être autrement. »

Alain Mercier, à Chantilly

« La crise économique va motiver les Sud-Coréens »

Cha Bum-kun. Le sélectionneur croit en la force morale de ses hommes pour affronter le Mexique

« Vous avez été, à la fin des années 70, le premier joueur asiatique à jouer en Europe, en Occurrence dans le championnat allemand, à Dornstadt, Francfort et Leverkusen, où vous avez acquis une popularité sans précédent grâce à deux victoires en Coupe de l'UEFA. On vous avait complètement perdu de vue, depuis. Que faites-vous? »

« Je suis rentré en Corée en 1990 et je suis devenu entraîneur de club, à Hwang, puis entraîneur de l'équipe nationale des moins de 21 ans. Parallèlement, j'ai créé une école de football pour enfants. L'essentiel de mes activités s'est concentré à développer ce projet. Nous avons construit un petit stade à côté de la rivière Han. Dix entraîneurs travaillent à plein temps. Et environ 1 000 jeunes, originaires de toute la Corée du Sud, sont inscrits. »

« Des classes ont été aménagées afin que tout le monde puisse poursuivre des études normales. Cela va de la maternelle au lycée. L'école est payante, ce qui est un problème car les enfants qui ont vraiment les capacités pour devenir footballeur de haut niveau ne sont pas forcément issus de familles très riches. Avec la crise économique que nous subissons actuellement, un grand nombre d'enfants ne peuvent plus payer. »

« Le joueur le plus populaire de l'histoire du football coréen que vous êtes resté a-t-il hésité au mo-

ment d'accepter le poste de sélectionneur national? »

« J'ai toujours pensé que je deviendrais entraîneur de l'équipe de Corée du Sud. Les choses se sont précipitées en 1996 après une lourde défaite contre l'Iran [1-6]. Il y a eu un choc. Personne ne s'attendait à l'ampleur des dégâts. Il fallait sortir une nouvelle carte. Et comme il n'y a pas beaucoup d'entraîneurs en Corée, on a pensé à moi... Il m'aurait été difficile de refuser. En fait, le moment était bien venu, je ne débarquais pas de l'étranger avec l'esprit de tout changer. Cela faisait plusieurs années déjà que j'étais rentré et que je travaillais pour le football de mon pays. Ce n'est pas parce que vous avez été un bon joueur que vous serez un bon entraîneur. »

Climat d'espionne chez les « Aztèques »

Pour la deuxième journée consécutive, la police a dû intervenir pour protéger la quiétude de la sélection mexicaine dirigée par l'entraîneur Manuel Lapuente, qui a délégué le huis clos pour tous les entraînements et installé une vie monacale dans son camp de base de Fontenailles (Seine-et-Marne). Après une fausse alerte concernant un « espion » de la Corée du Sud, que les « Aztèques » rencontrent samedi 13 juin à Lyon, les agents chargés de la sécurité ont empêché une équipe de la télévision mexicaine de filmer la séance de jeudi 11 juin. Après de longues palabres, la police a fouillé la camionnette à la recherche d'une cassette sur laquelle auraient pu figurer des images interdites de l'entraînement.

Par ailleurs, la police a de nouveau convoqué le journaliste mexicain José Luis Simon, de l'hebdomadaire *Notimes*, pris mercredi 10 juin pour un « espion » sud-coréen. Mais, après vérification de son accréditation, il s'est avéré que le reporter était bien autorisé à travailler dans la zone où se trouve la sélection mexicaine.

Le MRAP s'élève contre la campagne de Nike

LE MOUVEMENT contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a demandé, jeudi 11 juin, à Nike de retirer la série d'affiches de sa campagne publicitaire réalisée pour le Mondial 1998. Selon l'association, elles « évoquent par leur esthétique totalitaire une certaine idéologie: celle de la France de Vichy, de l'Europe des fascistes ». Une affiche montre, notamment, un joueur debout, le pied gauche sur un ballon, et est ornée d'un texte: « Jeunes du monde, le football vous appelle, rejoignez-nous. » Pour le MRAP, « ce rapprochement ne peut que blesser celles et ceux qui, résistants d'hier et militants d'aujourd'hui, s'opposent à la résurgence d'une telle idéologie ».

Grâce au Mondial, la ville de Maripasoula reçoit la France

ELLE AVAIT BEAU être la plus vaste commune de France avec ses 13 000 km², Maripasoula n'avait pas la télévision. C'est désormais chose faite pour cette ville de la Guyane française située à 200 km de Kourou. Depuis mercredi 10 juin, l'ouest de la Guyane peut en effet recevoir les programmes de la métropole. Les habitants de la région se plaignaient de ne pas capter la télévision française alors qu'ils vivent dans le département d'où sont lancés les satellites qui assurent une grande partie des télécommunications mondiales.

● **JUSTICE:** six personnes ont été condamnées, à deux mois de prison avec sursis, jeudi 11 juin, par le tribunal correctionnel de Paris. Elles avaient été arrêtées lors des incidents avec la police, mardi 9 juin, à Paris, lors de la fête du football.

● **DEUIL:** la Fédération internationale (FIFA) a rejeté la demande de l'équipe du Nigeria, qui demandait une minute de silence avant son match contre l'Espagne, samedi 13 juin, à la mémoire du chef d'Etat du pays, Sani Abacha, mort lundi 8 juin. Elle a accepté que les joueurs nigériens portent un brassard en signe de deuil.

Propos recueillis par Frédéric Potel en Corée du Sud

الرياضة

Les conquérants de Mallemort

L'équipe de France a préparé son entrée en scène au Moulin de Vernègues dans les pas de Napoléon et du marquis Jean de Sade

À SON RETOUR de l'île d'Elbe, Napoléon s'arrêta au Moulin de Vernègues, dans la commune de Mallemort, dans les Bouches-du-Rhône. L'endroit entrait son chemin glorieux vers Paris. A cette étape, il était trop tard pour se cacher. Il était donc un habit de valet avant de poursuivre sa route. On connaît la suite, la troupe et la population qui se rallièrent à son passage, les Cent Jours et le dernier match perdu à Waterloo face à une sélection européenne.

Judi 11 juin 1998, avec le même désir de conquête et les mêmes doutes, Aimé Jacquet posait à son tour ses malles dans cet ancien relais de poste devenu hôtel de luxe. Il était trop tard pour se cacher. L'homme ne s'est pas changé. Il a gardé sa détermination de sélectionneur, un complet gris de Daniel Hechter, et s'est avancé vers la mairie de Mallemort pour tenir conférence. Le peuple lui était tout acquis. Le bourg était pavé pour l'accueillir. « Allez la France ! », criaient les habitants comme ils avaient sans doute crié naguère « Vive l'empereur ! ». Le pays était derrière son équipe et son chef.

NICHE HISTOIRE

Vers midi, un car avait conduit les Bleus de l'aéroport de Marignane à leur retraite dans l'arrière-pays provençal, à 52 kilomètres de Marseille. Le Moulin de Vernègues avait été entièrement réquisitionné et bouclé par la gendarmerie. Chacun avait emménagé dans une chambre individuelle portant un nom de peintre : Cézanne, Modigliani, Veronèse, etc. La bastide fraîchement crépie ne manquait pas de charme, ramassée au milieu de la verdure. À l'intérieur, de petites fenêtres provençales laissaient passer une lumière parcheminée et entretenaient une fraîche pénombre. La tapisserie était désuète mais les meubles anciens, dont le style s'étagait de Louis XIII à Louis XV, rendaient ce lieu intem-



Aimé Jacquet a montré la route qui mène au Stade de France : pour Blanc, Vieira et Djorkaeff, elle commence à Marseille.

porel. Les lits anciens, parfois à baldaquin, avaient dû surprendre les hôtes au moment de la sieste. Certains étaient si petits qu'il avait été tenu compte de la taille des joueurs dans la répartition des chambres.

L'hôtel se situait au milieu de 7 hectares de parc avec courts de tennis et piscine. Un chemin bordé de platanes tricentenaires partait du bâtiment et ne menait nulle part. C'était là les vestiges de l'ancienne route qui reliait Antibes à Paris. Autrefois, un vignoble de 180 hectares était attaché à la propriété et fournissait un breuvage d'honnête facture. Depuis 1990, un terrain de golf le remplaçait, dessiné par Severiano Ballesteros et dirigé par un descendant de la famille impériale russe.

L'endroit avait une riche histoire. Il fut longtemps un vrai moulin, le plus grand de la région, qui appartenait à l'archevêché d'Arles, puis aux Templiers ; de nobles familles en héritèrent ensuite. Le roi René de Provence en fit son pavillon de chasse, le marquis Jean de Sade un lupanar au XVIII^e siècle. Plus tard, son descendant, l'auteur de *Justine*, revint y s'y livrer à quelques luxures, preuve que la gaudriole était une valeur familiale bien ancrée.

La bâtisse connut de multiples usages et propriétaires. Une petite-nièce du président Loubet envisagea dans les années 50 de la transformer en refuge pour enfants handicapés. Finalement, Gaétan et

parfois de trop longues attentes en parlant à bâtons rompus avec un journaliste au bord de la piscine. Les hôtels n'étaient pas transformés en bunker et les terrains d'entraînement en site militaire protégé. Jeudi, le petit peuple de Mallemort n'a guère en le loisir de voir ses invités d'honneur. Tout juste a-t-il aperçu le géoplatre des voitures de police qui transportaient les trois joueurs désignés pour la conférence de presse du jour.

HUIS CLOS

En fin d'après-midi, l'équipe de France a disputé un entraînement à huis clos au Stade-Vélodrome, à Marseille. Les supporters étaient tout de même venus clamer leur confiance tandis que, derrière les murs, les Bleus mûrissaient leurs options tactiques. L'équipe regardait ensuite les profondeurs de son moulin. Le repas du soir, préparé par Richard-Paul Siffert, était volontairement spartiate : jambon de Parme et mozzarella, riz pilaf aux courgettes, pâtes, fromage blanc et nougat glacé au miel.

Il a alors fallu se préparer à ne pas dormir. L'hôtel disposait de 17 chaînes à cet effet. Malheureusement, il n'en était guère qui ne traitait pas de la Coupe du monde... Le magnétique piano Pleyel fabriqué à Paris en 1913 est resté muet dans la salle de séjour. Les joueurs lui ont préféré les baladeurs. On a tué le temps, entre les cartes et le néant. Dans les conversations, le mot Afrique du Sud est devenu aussi tabou que lapin sur un bateau. On s'est couché plus tard que d'habitude, en sachant que le sommeil ne viendrait pas, avec le seul réconfort de ne pas avoir d'heure pour se lever, le lendemain.

LA PHRASE DU JOUR

« L'Afrique du Sud s'est battue pour retrouver la liberté et les droits des hommes par l'intermédiaire de Nelson Mandela et va en France, qui représente le pays des droits de l'homme. Quand on connaît les relations entre les deux pays, il est clair que le match France-Afrique du Sud à travers une Coupe du monde, en France, à la fin du XX^e siècle, va bien au-delà du football. Nous sommes donc très fiers de nous présenter dans ces conditions. »

Philippe Troussier, entraîneur de l'équipe d'Afrique du Sud, à l'AFP avant la rencontre avec l'équipe de France vendredi 12 juin à Marseille.

Yvette Ventre rachetèrent l'endroit en 1963 et décidèrent d'en faire un hôtel. En deux siècles, cette maison avait souvent changé de mains mais la mémoire du bref séjour de Napoléon avait suivi les clés pour arriver jusqu'à nos jours. Quant à savoir si elle était authentique...

En revanche, Michel Platini, le Bonaparte du football, séjourna à coup sûr en ce lieu. En 1984, l'équipe de France prépara dans ce havre la demi-finale du championnat d'Europe des nations face au Portugal, rencontre d'anthologie remportée sur le fil (3-2). C'était un autre temps, où les joueurs tuaient

à 20 kilomètres de Mallemort, dans le cimetière de Loumarin, repose le plus célèbre gardien de but de la littérature : Albert Camus. « Tout ce que je sais de la morale, c'est au football que je le dois », avait assuré l'écrivain. Un joli sujet de méditation avant un match. Tout comme cette citation du jour d'Aimé Jacquet, plus profonde qu'il n'y paraît : « Tout le monde a envie que le ballon roule longtemps. »

Benoît Hopquin, à Mallemort

Pour le sélectionneur, pendant le match, les travaux continuent...

Travail de fourmis sur un banc

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

SUR LE BORD de la touche, il n'a pas la gestuelle de l'entraîneur d'un Luis Fernandez, ni les éruptions vociférantes d'un Guy Roux. Il ne donne pas son plus impératif d'assistance à un concert de musique de chambre, comme Flaminio Artur Jorge, l'ancien coach du PSG. Tantôt assis sur le banc, tantôt debout, Aimé Jacquet vit son match avec intensité, mais se laisse rarement déborder par le flot des événements. L'homme vit, la physionomie de la rencontre s'imprime en creux sur son visage, mais les manifestations d'émotion violentes sont rares. Au Stade-Vélodrome, pour les affrontements avec l'équipe française, l'instant fort auquel disait Aimé Jacquet, c'est celui des hymnes. Après, c'est à nouveau le regard qui s'agit. Les travaux continuent pour le sélectionneur : il s'y engage à l'heure de la conférence de presse, une pochette rigide en plastique noir qu'il tient dans la main comme le paroissien son missel, parfois étonné dans sa veste de survêtement. Il l'ouvre à intervalles réguliers : à droite, il y a un bloc-notes pour consigner ses observations ; à gauche, des fiches en forme de terrain de football sur lesquelles l'équipe de France est positionnée - les points pour les joueurs, des flèches pour les trajectoires. Pendant les vingt premières minutes de jeu, le sélectionneur ne cesse d'observer, explique Aimé Jacquet. Ensuite seulement, je commence à noter succinctement certaines situations de jeu. Il ne s'agit pas de notes vraiment écrites, mais de schémas graphiques figurant les acteurs et leurs déplacements sur la scène gazonnée. Il s'assure que ses joueurs respectent bien les positionnements définis pendant la causerie d'avant-match. « Le cas échéant, j'interviens de la voir pour faire rectifier la position. » À côté de lui, Philippe Bergeroo, stylo en main, se concentre sur l'adversaire : il dispose des quarante-cinq premières minutes pour mettre au fiche ses diverses dispositions tactiques. À la mi-temps, les deux complices sont rejoints au vestiaire par Roger Lemerre, un autre adjoint qui a assisté à la première période depuis la tribune. Après un concubinage de quelques minutes, c'est au tour de Bergeroo de monter dans les gradins tandis que Lemerre prend place sur le banc. Les échanges de informations continuent grâce aux talkies-walkies. Il revient à Aimé Jacquet d'en faire, à chaud, la synthèse, pour « cocher » au plus vite l'équipe, selon les aléas du jeu. Un travail de fourmis pour tenter de rendre cinglé l'attaque des Bleus.

Ma foi, les jeunes ne doutent de rien

La décontraction des « bleus » des Bleus étonne leurs partenaires plus chevronnés

AIMÉ JACQUET ne cesse de le répéter : le haut niveau requiert un mental à toute épreuve, un esprit de compétiteur exacerbé et de la persécution. Le sélectionneur pourrait ajouter qu'une susceptibilité aiguë n'est pas indiquée car, c'est bien connu, les footballeurs aiment à soulager leurs nerfs en se « chambrant ».

Le rimmel est bien ancré dans le cénacle de l'équipe de France où sévissent quelques spécimens perdides. A ce jeu Didier Deschamps n'est pas le moins redoutable. Dans l'avion qui a posé les Bleus à Stockholm (Suède), le 21 avril, pour un match de préparation léniant (0-0), le capitaine a aimablement glissé à Bernard Lama (trente-cinq ans) qu'il pourrait être le père de Nicolas Anelka (dix-huit ans). Beau joueur, le Guyanais a encaissé la remarque avec humour.

Depuis, le jeune buteur d'Arsenal a été invité mutuellement à boucler ses valises, comme cinq autres internationaux, pour ajuster le cercle aux normes des vingt-deux réglementaires, mais le maintien des deux attaquants monégasques, Thierry Henry et David Trezeguet (vingt ans), rappelle que le groupe France rassemble toujours plusieurs générations de footballeurs. Interrogé sur le comportement de Trezeguet, Aimé Jacquet (cinquante-six ans), qui pourrait être son grand-père, confie la semaine dernière son trouble : « David a parfois un comportement déviant. Il trace son chemin tranquillement, rien ne semble l'impressionner, à tel point qu'il me semble absent par moments. »

L'époque où les novices s'installaient en rang d'oignons, autour d'une table, pour écouter religieusement les faits d'armes des anciens, appartient à une imagerie populaire surannée. Au centre technique de Clairefontaine, les « gamins », s'éclipsent, le repas avalé, dans leurs chambres pour tester leur dextérité à la PlayStation. Pendant ce temps, Laurent Blanc, trente-deux ans, défie le sélectionneur adjoint, Roger Lemerre, cinquante-sept ans, au tennis de table. A défaut de partenaire, le défenseur central investit le billard. « La PlayStation, je ne sais même pas comment ça marche et ça ne m'intéresse pas d'être affranchi », rigole le bédouin. « Notre comportement réti-

ché s'explique par les responsabilités qui nous ont confiées très tôt dans nos clubs respectifs, estime Patrick Vieira, vingt et un ans. Avec Arsenal, j'ai gagné cette année le championnat d'Angleterre et la Cup. J'ai appris à gérer les matches de haut niveau, même si la Coupe du monde représente une dimension supérieure. »

L'insouciance de la jeune garde n'empêche pas l'ambition. David Trezeguet se sent armé pour résoudre le problème offensif de l'équipe : « La pression ne me tétanise pas ; je joue toujours l'esprit libre, j'aimerais démontrer mon savoir-faire. » Thierry Henry résume le profil de « joker de luxe » que le sélectionneur semble lui destiner : « Ça ne me dérange pas de rentrer pour les vingt dernières minutes, mais je ne m'en satisfais pas. »

BIENVILLANCE

Les cadres de la sélection observent le manège juvénile avec bienveillance, mais tout n'est pas permis. « Il y a des choses qui ne se disent ou qui ne se font pas, rappelle Laurent Blanc. Si je constate un manquement, je me réserve la possibilité d'intervenir. Ça concerne tout le monde et pas seulement les gamins. Avec un peu de psychologie, on arrive à circonscrire les écarts. »

Les échanges hors football se résument aux blagues de potache. Les pères de famille ne sont pas associés aux « histoires de nanas » qui peuplent l'univers des célibataires. « C'est normal, à leur âge j'avais les mêmes préoccupations », assure Blanc. Le Marseillais a découvert, au hasard d'une conversation, l'importance culturelle footballistique de Thierry Henry, qui a amassé une multitude de détails sur des joueurs de tous les horizons. « Il a dû lire beaucoup de bouquins de foot. »

Des trentenaires de l'effectif, c'est sans doute le « vétéran », Bernard Lama, qui apprécie le plus le contact avec les cadets. « Ils boucaient tous les clichés, juge le gardien de but du Paris-Saint-Germain, l'œil admiratif. Ils sont plus froids mentalement que nous ne l'étions. Leur vision de la vie me plaît. Ils ne passent pas leur temps à se poser des questions existentielles. Grâce à eux, je reste dans le coup. Je perfectionne mon verlan... »

Elle Barth



Bafana Baf nation arc-



Volre passe sur 162 KH

الطريق الى ساد

Bafana Bafana, les ouvriers de la nation arc-en-ciel

Le football en Afrique du Sud est plus qu'un sport. C'est une institution sociale. Danny Jordaan sait de quoi il parle. Le directeur exécutif de la Fédération sud-africaine (SAFA) passe une bonne partie de son temps à répondre sur son portable aux supporters qui font et refont l'équipe nationale... à la place du sélectionneur. Pour la première fois, les Bafana Bafana se sont qualifiés pour la Coupe du monde et jouent dans le même groupe que la France. « Les supporters les plus fervents des Bafana sont souvent des gens qui n'ont rien, ni travail ni maison. L'équipe nationale représente pour eux la seule chose à laquelle ils peuvent s'identifier et dont ils sont fiers », souligne Danny Jordaan.

Cet engouement touche avant tout la population noire et s'explique en grande partie par des raisons historiques. Opprimée et plongée dans la misère par l'apartheid, privée de compétitions internationales pour cause d'embargo contre ce régime, la majorité noire vit, aujourd'hui au rythme des exploits de l'équipe nationale. « C'est une célébration de résultats complètement irréaliste et nous met une pression terrible », reconnaît Danny Jordaan. La qualification pour la Coupe du monde a ainsi été célébrée comme une fête nationale et les Sud-Africains sont maintenant persuadés que les Bafana peuvent s'inscrire aux meilleurs.

A l'inverse, la défaite, face à l'Égypte, de l'équipe fétiche en finale de la dernière Coupe d'Afrique des nations (CAN) a été vécue comme un véritable deuil. Après le match, les rues de Soweto étaient désertes et silencieuses. Le président Nelson Mandela ne rate jamais une occasion de manifester son soutien à l'équipe nationale. A chaque rencontre importante, il reçoit les joueurs ou leur fait parvenir un message personnel. Pour souligner l'importance du football dans la société post-apartheid, le chef de l'État avait salué la qualification des Bafana comme une « célébration de la réussite du peuple sud-africain ».

Le pouvoir voudrait faire de ce Orize l'emblème de la nouvelle Afrique du Sud, un modèle pour une nation en reconstruction qui s'est donnée l'arc-en-ciel pour symbole et qui se cherche encore des points de référence susceptibles de l'aider à bâtir une identité.

Le phénomène concerne d'abord la population noire, mais il a un effet rassembleur qui touche aussi la minorité blanche. Le rugby n'a jamais réussi à provoquer la même adhésion, malgré la liesse collective momentanément déclenchée par la victoire à domicile des Springboks lors de la Coupe du monde en 1995. Il est encore aujourd'hui considéré comme le « sport de l'apartheid », symbolisant la résistance au changement des Afrikaners, les Blancs les plus conservateurs. Le football, et les Bafana en particulier, réussissent, eux, à transcender les barrières raciales et à rapprocher les Sid-Africains.

Cette portée unificatrice du football n'a pourtant pas l'ampleur suggérée par le matraquage médiatique et publicitaire opéré sur ce mode autour des Bafana. Le slogan « une nation, one goal », asséné comme un leitmotiv par la télévision et les sponsors, ne reflète pas tout à fait la réalité. L'intérêt des Blancs pour le football se limite encore aux grands matches de

l'équipe nationale. Très peu d'entre eux suivent les compétitions locales, qu'ils jugent de seconde zone. D'origine anglaise dans leur majorité, les Blancs d'Afrique du Sud qui s'intéressent au ballon rond se passionnent davantage pour les matches de Manchester United ou d' Arsenal retransmis par M-Net, la chaîne de télévision privée.

Mais progressivement, les mentalités changent, comme en atteste Brian Balozi, le gardien des Bafana, au look très « nouvelle Afrique du Sud » avec ses cheveux rasta teintés en blond. « Avant il n'y avait que les Noirs qui me reconnaissaient dans la rue. Aujourd'hui même des Blancs m'arrêtent pour me saluer quand je fais du shopping », affirme-t-il. Les joueurs, il est vrai, ont toujours été

sorties des Bafana après le retour sur la scène internationale en 1992. « Les Nigériens nous ont demandé pourquoi nous avions encore un capitaine blanc. On leur a répondu que c'était tout simplement parce que j'étais le mieux placé pour occuper ce poste, quelle que soit la couleur de ma peau. »

L'évolution des mentalités se traduit également, en dehors du terrain, par l'intérêt croissant des grandes entreprises blanches pour le football. Total a été une des premières à ouvrir la voie, en 1997, en signant avec les Kaizer Chiefs le plus gros contrat de parrainage jamais conclu par un club en Afrique du Sud.

Pour la filiale sud-africaine du groupe français, il s'agit d'une judi-

Afrique du Sud-France. Sous le régime de l'apartheid, le football était considéré comme le « sport des Noirs ». Mais l'équipe nationale, encouragée par Nelson Mandela, réussit depuis quelques années à transcender les barrières raciales et à rapprocher les Sud-Africains.

gramme offre, depuis janvier, un cursus universitaire et un encadrement sportif à une vingtaine de jeunes presque tous issus des townships.

Pour André Botha, le directeur du département des sports à la RAI, il s'agit d'une véritable révolution et d'une remise en cause personnelle. « En tant qu'Afrikaner, je faisais partie intégrante de l'ancienne Afrique du Sud. J'étais né dans ce système et je ne me posais pas de questions », avoue cet ancien joueur de rugby qui ne connaissait rien au football il y a encore deux ans. « L'engagement de l'université dans le football m'a ouvert l'esprit, ajoute-t-il, il y a encore d'énormes différences entre les communautés et le sport constitue un des rares dénominateurs



Meeting de l'ANC dans un stade de Soweto : le président Mandela ne manque jamais une occasion de célébrer l'Orize national et d'en faire l'emblème de la nouvelle Afrique du Sud.

les premiers à donner l'exemple, à l'image de Neil Tovey, l'ancien capitaine blanc des Bafana. « Dans le football, la question raciale ne s'est jamais vraiment posée, j'ai joué dans les townships dans les années 80, avant la fin de l'apartheid », souligne le défenseur.

Pour autant, le football n'est pas complètement dégage du poids de l'apartheid dans les mentalités. Certains commentateurs noirs ont ainsi ouvertement critiqué la nomination d'un Français, Philippe Troussier, comme entraîneur des Bafana parce qu'il s'agissait « encore » d'un Blanc et d'un étranger. De plus, les joueurs blancs ne constituent encore qu'une faible partie de l'effectif total.

NÉANMOINS, ils ont toujours été représentés au plus haut niveau, contrairement aux Noirs dans le rugby. « Pour moi, le football est un sport, peu importe que les gens soient noirs, roses ou jaunes », affirme Neil Tovey. Le joueur des Kaizer Chiefs, le grand club sud-africain, a récemment perdu sa place de titulaire chez les Bafana - mais uniquement à cause d'une baisse de forme et non de son appartenance raciale. Il se souvient d'ailleurs des commentaires entendus à ce sujet lors du déplacement de l'équipe nationale au Nigeria, une des premières

opérations de marketing. « Pour des questions d'implantation de réseau, Total Afrique du Sud a toujours été considérée comme une société liée aux Afrikaners. En sponsorisant les Kaizer, on change complètement d'image », explique Grant Nicholls, responsable du marketing football chez Total. Cela nous permet d'accéder plus facile-

ment au marché émergent de la population noire et de nous faire bien voir du gouvernement. Sponsoriser le football, c'est comme sponsoriser Nelson Mandela et la nouvelle Afrique du Sud », affirme Grant Nicholls.

Sous l'œil désapprobateur de ses collègues afrikaners, le bureau de Grant Nicholls s'est progressivement transformé en boutique des supporters des Kaizer Chiefs, caparnatim de posters et gadgets divers à l'effigie des joueurs. Aujourd'hui Grant assiste à tous les matches et il a inscrit tous les pa-

trons des stations Total au club des supporters des Kaizer Chiefs. Un jour de match, paniqué par l'arrivée d'une foule de supporters dans sa station, l'un des gérants afrikaners l'a appelé : « Le type ne savait pas quoi faire. Il a sorti sa carte des Kaizer. Le président des supporters l'a pris dans ses bras et lui, il a réalisé la meilleure recette de l'année ! », se

communs. » Johann Russouw, lui aussi, a fait sa révolution culturelle. Journaliste à la radio publique en afrikaans (RSG), il est le seul spécialiste afrikaan du ballon rond sur les ondes sud-africaines. « C'est une question de culture, observe-t-il. Pendant longtemps le football a été considéré comme le sport des Noirs. Nos auditeurs ne s'y intéressaient pas. »

Poussé par le vent du changement politique, la radio qui fut la voix de l'apartheid a ouvert son antenne au football en 1995. La victoire des Bafana lors de la CAN 96 en Afrique du Sud a été la première rencontre commentée en direct et en intégralité par Johann Russouw.

Il avait passé des mois à s'entraîner devant sa télévision. « Je ne connaissais ni les joueurs ni les règles. Et il a fallu inventer des mots qui n'existaient pas en afrikaans », se souvient le « M. Football » de la radio afrikaan, écoutée quotidiennement par plus d'un million d'auditeurs. Johann Russouw est aujourd'hui en France pour commenter, en direct, tous les matches des Bafana. « Les Blancs qui affirment que la Coupe du monde ne les concerne pas ont tort. Nous, nous leur disons que cela les concerne parce qu'il s'agit de l'équipe nationale, de leur équipe. »

Frédéric Chambon

COUPS DE SIFFLET LA REVUE DE PRESSE

GLASGOW HERALD (Ecosse)
Les contes de fées se réalisent parfois. Cela peut arriver, à vous et à nous... mais pas si vous êtes l'Ecosse jouant contre le champion du monde en titre, à savoir le Brésil. Pendant un bref moment, dans le Stade de France, alors que les yeux de deux milliards de télespectateurs étaient rivés sur nous, les Ecosse, ayant bien récupéré après avoir encaissé dès le début du match un but comme on en voit peu même lors des compétitions scolaires, nous avons tiré et frustré les favoris du tournoi.

Puis un cruel coup du sort nous a ôté toute chance. Se punissant elle-même comme elle seule sait le faire, l'Ecosse a offert au vainqueur un but du malheureux Tom Boyd, qui aurait certainement souhaité pouvoir être emporté au loin par ces ballons volants déployés pendant la cérémonie d'ouverture. Ce sont nos propres pieds qui tirent nos meilleurs coups. Ce fut une bien triste fin d'une journée qui avait été une journée radieuse. Nous avons été - ne l'avons-nous pas été ? - vaillants dans la défaite !

LE MATIN (Maroc)
La sélection marocaine a renversé tous les pronostics et donc l'admiration de tous les observateurs en donnant une belle leçon de football à des Norvégiens trop sûrs d'eux et qui ne cessaient de clamer depuis des semaines leur supériorité (...). Adoptant un style qui leur est propre, les joueurs marocains ont rapidement maîtrisé le jeu pour contraindre leurs adversaires à jouer à ras de terre. Leur bonne circulation du ballon a déconcerté les Norvégiens qui ne se retrouvaient que dans les balles aériennes.

AFTENPOSTEN (Norvège)
Ce ne devrait pas être une révolution, mais les Africains aussi savent jouer au football. Un excellent football, d'ailleurs. Le Maroc n'a manqué, mercredi, ni de sens de l'organisation, ni de physique, ni de capacités offensives. Et, surtout, l'équipe avait dans ses rangs un certain El Mustapha Hadji. Résultat, le chemin norvégien vers les huitièmes de finale s'en est trouvé considérablement allongé. Car c'est plus la qualité des adversaires qu'une défaillance norvégienne qui explique le résultat du match (2-2). Certes, ni Xjetil Rekdal ni Erik Mykland n'ont réussi à prendre le jeu à leur compte, et Dan Eggen s'est fait piéger à cause de son manque de rapidité. Mais, dans l'ensemble, la Norvège a livré le match d'ouverture qu'on attendait d'elle. Nous n'avons tout simplement pas réussi à trouver une solution au problème posé par le milieu de terrain offensif marocain, ce diable de Hadji !

LANCE (Brésil)
Ouf ! Le Brésil a souffert pour battre l'Ecosse. C'est vrai que la sélection brésilienne n'est pas l'équipe de rêve que tout le monde veut voir. C'est vrai que la Coupe du monde pèse beaucoup sur ses épaules. C'est aussi vrai que la défense n'a pas été très sûre tout le temps. Mais débiter la Coupe par une victoire, c'est délicieux...
FOLHA (Sao Paulo)
La sélection a gagné avec deux buts marqués des épaules, par César Sampaio et l'Ecosse Boyd contre son camp. Tout paraissait facile, mais le soutien des supporters s'est transformé en pression. La victoire n'a pas été brillante, mais au moins nous avons gagné. Maintenant, il faut battre le Maroc.



Votre **pass**e pour la **Coupe du Monde**
sur **162 KHz** ou **1852 m**
www.98radiofrance.com

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

98 Radio France
162 kHz
1852 m
60/LW

الرياضة في العالم

PAROLES DE ZINC
LUC ROSENZWEIG

L'OTAN-veille !

LA MODÉ est à la géopolitique. Quelques-uns de nos plus brillants analystes dans ce domaine, qui vous expliquent en deux coups de cuiller à pot les tenants et aboutissants des conflits yougoslaves dans le monde entier, se consacrent pendant le Mondial à expliquer dans les médias la face cachée du ballon rond, et les motivations les plus retorses des tacles les plus vicieux. Jus de crâne ? Balivernes pédantes pour bluffer le gogo ? Pour en avoir le cœur net, *Le Monde* n'a pas hésité à se transporter dans l'autre scène où s'élabore la stratégie des grandes puissances, la cathédrale de l'état-major de l'OTAN, sise à Evre, dans la banlieue de Bruxelles.

A l'issue d'une enquête aussi délicate que minutieuse, fondée sur la mise en confiance progressive d'interlocuteurs astreints au secret le plus absolu, nous sommes en mesure d'annoncer de manière formelle une bonne nouvelle : amis du Mondial, soyez tranquilles, l'OTAN veille. La preuve : selon le sergent-chef Pierluigi S. (son nom est écrit en toutes lettres sur sa vareuse, mais il nous a demandé de garder l'anonymat), « *une grande écran a été installé au siège central, et c'est très bien pour passer les longues journées à attendre le chef* ». Pierluigi S. se fait passer pour le chauffeur d'une vieille dé. L'alliance mais on a la vague impression que son grade modeste est une coquetterie pour remplir, mine de rien, quelque mission discrète : « *Moi, vous comprenez, on sera peut-être envoyé pour faire l'arbitre du match Croatie-Yougoslavie !* », explique-t-il.

Nous aurons moins de chance avec la capitaine norvégienne, qui arotte son capucino à quelques tables de là. Sollicitée pour donner son analyse sur le résultat du match Norvège-Maroc (2-2), elle nous répond d'un ton propre à réfrigérer toute une compagnie de saïbors : « *I have definitely no interest for football* », ce qui signifie en langage militaire R.A.S. (rien à secouer).

La pêche aux informations secrètes et exclusives sera plus fructueuse avec le sergent Willy de W, un bon Flamand qui exerce ici les fonctions de coordinateur de la répartition interne des informations estimes, beef vaigues : « *Le Mondial, sava-tu, c'est l'OTAN à l'envers ! Les Américains sont tout petits, et ils risquent même de se faire croquer par l'Iran. Et nous, les Belges, quand on aura passé l'obstacle hollandais, on peut rêver d'être les rois du monde !* ».

C'est alors que nous revînt en tête une vieille ritournelle de comique trouper qui ne nous lâcha pas de la soirée : « *Le colonel était d'Action française ! Le commandant était franc-maçon ! Le capitaine était pour le diocèse* », etc. Jusqu'au deuxième-classe qui était « *au PMU* ». Tout cela pour faire, dit la chanson, d'excellents soldats.

SUR LES ECRANS DU MONDE
UNE TELEVISION PAR JOUR

Programme unique sur les sept chaînes du Chili

« *S'IL N'Y AVAIT pas les telenovelas, beaucoup de femmes seraient condamnées à attendre la fin de la Coupe du monde avant de retourner à la télé* », s'exclame une journaliste qui n'arrive pas à comprendre pourquoi le journal télévisé du soir - qui, au Chili, est un marathon d'une heure 1 - consacre plus de 35 minutes au football.

Avec sept chaînes généralistes, la télé chilienne bat de véritables records en matière de temps réservé au foot. Seuls les exploits de Marcelo Rios, le numéro 3 du tennis mondial, réussissent parfois à se frayer une place honorable dans une télévision pour qui cette Coupe du monde risque d'être une aubaine.

Avant la rencontre Italie-Chili du jeudi 11 juin, les téléspectateurs avaient eu le loisir de découvrir dans ses moindres recoins Bordeaux, la ville où le pays a fait son retour en Coupe du monde après seize années d'absence. Les sept chaînes n'ont pas moins bien traité Lens et Saint-Etienne, les deux autres villes où doit se produire la sélection. Dès 7 heures du matin, les deux chaînes les plus importantes, TVN (Télévision Nationale de Chili, la seule chaîne de service public) et UCTV, propriété de l'université catholique de Santiago, sont en liaison directe avec leurs envoyés spéciaux à Bordeaux et Paris.

Installée sur une péniche située entre le pont de l'Alma et le pont d'Iéna, TVN produit une émission « *familiale* » avec une animatrice qui est entourée d'un cuisinier venu spécialement de Santiago, des

journalistes, sportifs ou pas, et des invités, notamment des Chiliens de Paris. Eloignés parfois depuis des années de leur pays, ils ne manquent pas de trouver un peu « *folklo* » tout ce déploiement rien que pour le football. UCTV a, quant à elle, profité de la Coupe du monde pour lancer une nouvelle émission grâce à laquelle elle compte briser le monopole de la chaîne publique sur le créneau matinal.

La retransmission des matches occupe la tranche 11-17 heures (heure chilienne). Les bulletins d'information de la mi-journée et du soir consacrent ensuite au moins la moitié de leur temps au ballon rond. La seule respiration qui est laissée aux footballeurs est celle des telenovelas (version latino-américaine de la sitcom) qui, sur toutes les chaînes, précèdent invariablement la grande-messe de l'information de 21 heures. Là, on refait obligatoirement un nouveau détour par la France, avant un plongeon dans les émissions aux titres sans équivoque : « *Visages du Mondial* », « *La Nuit du Mondial* », « *Viens avec moi au Mondial* », « *Le meilleur du Mondial* ».

On arrive ainsi au journal de minute, qui repasse encore une fois par la France. Ce n'est que vers 1 heure du matin que le ballon tend à s'arrêter et que quelques films et autres « *Dossiers X* » osent apparaître ici ou là. Mais pas tout à fait. Car, pour TVN, c'est l'heure de diffuser deux matches de la journée.

Eduardo Olivares, à Santiago

INTERNET
www.lemonde.fr/mondial98

L'INTERNAUTE est fureteur. C'est ainsi qu'on débattait sur le forum du Monde avant même qu'il ne soit officiellement ouvert. Depuis, on s'y crêpe virtuellement le chignon à propos de la vraie nature d'Aimé Jacquet, faux dur ou vrai mou, à moins que le sélectionneur national ne soit un pur despote masqué. Dans les dernières heures,

ce sont les pénalités attribuées plus ou moins à la légère qui ont déchainé la colère de nos internautes. Ils reçoivent le problème de l'arbitrage et de la vidéo, évacué par la FIFA. Pourquoi refuser obstinément qu'une faute évidente pour des millions de téléspectateurs soit corrigée ?

STRATÉGIES
LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Cachez cette bière que je ne saurais voir

Budweiser, partenaire du Mondial privé de publicité, cherche à contourner les interdits

LE CAS n'est pas banal. Anheuser-Busch est l'un des douze très officiels partenaires de la Fédération internationale de football association (FIFA), mais personne n'a le droit de le savoir. Du moins en France. Ici, le brasserie américain est interdit de publicité et ne peut associer la Coupe du monde de football à la promotion de sa « *Bud* », une bière blonde « *des plus rafraîchissantes* », selon la publicité.

La loi Evin interdit depuis janvier 1993 la présence publicitaire des marques d'alcool dans les stades. Anheuser-Busch a donc été contraint, après un lobbying forcé auprès des gouvernements Juppé et Jospin, de céder en décembre 1997 à la société Casto ses panneaux achetés à prix d'or autour des dix terrains. Le brasserie américain et son agence de publicité DDB Needham savent, depuis 1995, date de la signature de leur contrat avec la FIFA, qu'ils ne peuvent diffuser en France des films ou imprimer des affiches qui associent leur produit-phare au football. Mais quelles sont exactement les actions interdites et celles autorisées ? Apparemment, personne ne le sait vraiment.

Dans l'après-midi du jeudi 11 juin, l'état-major de Anheuser-Busch demandait officiellement au comité français d'organisation de l'autoriser à distribuer ses dossiers dans les centres de presse situés dans les stades. Alors qu'Adidas, Canon, Opel et autres Mastercard font une active promotion de leur contribution à la Coupe du monde auprès des 8 000 journalistes, les dossiers Bud étaient jusqu'à jeudi après-midi peu ou prou interdits de séjour.

Après une première hésitation, et conseil pris auprès d'un avocat, Philippe Villemus, le « *M. Marketing* » du CFO, a finalement donné son « *feu vert* », estimant que lesdits dossiers « *donnent des informations sur l'entreprise et ne font pas forcément la publicité du produit* ».

Il y a aussi l'épineuse question de l'artillerie publi-promotionnelle. Budweiser peut-il distribuer des pins, casquettes, affiches et autres tee-shirts publicitaires ? Lors du match d'ouverture au Stade de France, mercredi 10 juin, quelques casquettes ornées d'un sobre « *B* » étaient distribuées avec des dossiers de presse aux journalistes de passage dans la tente Anheuser-Busch située dans le village officiel. Une affiche de footballleur surmontée du logo Budweiser était apposée discrètement sur un mur à l'étage. Est-elle autorisée ? « *Nous sommes dans un espace privé* », affirme Florence Delorme, la responsable d'Anheuser-Busch pour la France.

Quelques pins ouvertement « *interdits* » - puisqu'ils associent Budweiser au logo France 98 - ont discrètement circulé... Toujours avec parcimonie. « *Nous sommes encore en discussion avec le CFO* », confiait Tony Panturo, responsable

du marketing sportif chez Anheuser-Busch qui tente les derniers aménagements réglementaires. « *Nous ne voulons pas qu'ils soient interprétés de façon si conservatrice que cela en devienne injuste et excessif. Nous acceptons les règles, mais pas les abus* ».

GOBELET PUDIQUE
Si dans les buvettes des centres de presse, la Bud est vendue comme n'importe quelle autre boisson autorisée, les buvettes ouvertes au public sont logées à une autre enseigne. Après avoir cédé ses panneaux à Casto, Anheuser-Busch a vendu - pour un montant confidentiel - le droit de vendre de la bière sans alcool à Kronenbourg, son distributeur en France depuis mars 1996. Mais attention ! Il n'est pas question qu'une autre marque de bière pénètre à l'intérieur de

l'enceinte des stades. Alors ! La Tourtel (Kronenbourg) est d'abord versée dans un gobelet puis donnée au client, qui n'est pas censé voir la marque.

Enfin reste la publicité. Interdit de télévision, Bud est actuellement affichée sur des panneaux publicitaires en France depuis le mois de mai, et jusqu'en septembre, sans référence à l'événement sportif. En revanche, Anheuser-Busch, qui dépense plus de 1,5 milliard de francs en publicité sportive à la télévision aux Etats-Unis, consacra environ 90 millions de francs au parrainage télévisé des matches de la Coupe du monde sur ABC et ESPN aux Etats-Unis et des flashes info de CNN International et Eurosport. Mais ces deux-là ne seraient-elles pas reçues en France par satellite ?

Florence Amalou

L'Hôtel Drouot met en vente la mémoire du football

C'EST UN VÉRITABLE trésor qui se cache dans une remise du 11^e arrondissement de Paris. Sur les étagères, des dizaines de médailles et médailles, des affiches encadrées, des lithographies, des estampes, des pendules, des présentoirs, des autographes, des maillots de joueurs, des ballons, des trophées et des bas-reliefs y sont numérotés et rangés en attendant d'être embarqués pour l'Hôtel Drouot où, dimanche 14 juin, se déroulera une vente aux enchères exceptionnelle. « *Football du monde* », dirigée par les commissaires-priseurs Jean Morelle et Pascal Marchandet.

Cette vente, qui a reçu l'agrément officiel du comité français d'organisation (CFO), est la première consacrée uniquement aux objets du football. « *Elle a nécessité plus d'un an de travail et de recherches* », dit Françoise Lepeuve, expert en objets de sports, qui organise des ventes sur ce thème deux fois par an.

Les objets sélectionnés, en provenance de plusieurs collections à travers le monde, sont estimés à près de 600 000 francs. Parmi eux, on trouve un exceptionnel bas-relief en bronze de 1931 signé Abel La Fleur, le sculpteur du trophée de la première Coupe du monde, « *en témoignage affectueux à son président Jules Rimet* » (estimation 25 000 francs), l'affiche entoilée de la Coupe du monde de 1938 (25 000 francs) ainsi que sa maquette datée et signée, une carte postale représentant une vue de Montevideo datant de 1950 et signée par toute l'équipe de France dont Lucien Laurent, le premier buteur de l'histoire de la Coupe du monde (12 000 francs) et de nombreux maillots de joueurs (Patrice Loko, Youri Djorkaeff, Zinedine Zidane, Eric Cantona ou Didier Deschamps) estimés entre 3 000 et 10 000 francs chacun.

« *Malgré un marché asséché par les collectionneurs depuis de nombreuses années, j'ai pu récupérer des objets rarissimes comme cette carte postale dont son propriétaire ne savait que faire ou ce régime triple signé Riquel, intitulé "Le Tacle"* », explique Françoise Lepeuve, qui a pris soin de mettre également aux enchères un grand nombre de lots accessibles à toutes les bourses. « *Cette vente est certainement l'occasion unique de procurer des objets que l'on n'avait pas vu passer en vente depuis très longtemps* », poursuit l'expert.

La vente, prévue pour durer près de quatre heures, débutera avec les objets consacrés aux grands joueurs dont ceux concernant le « *roi Pelé* », annoncé à la vente. Il pourra acheter quelques raretés le concernant comme cette affiche, estimée à 12 000 francs, du film *Les Rois du football* qui retrace sa vie et celle de sa famille dans les années 50. Pour l'exposition des 350 lots, l'Hôtel Drouot a aménagé l'endroit avec fausse pelouse et ambiance très footballistique. Une manière d'attirer collectionneurs et conservateurs de musée, dont celui de la FIFA, qui pourront acquérir cette exceptionnelle mémoire du football.

Daniel Psemny

* Hôtel Drouot, dimanche 14 juin à 14 heures. Exposition publique samedi 13 juin de 11 heures à 18 heures. Téléphone pendant l'exposition et la vente : 01-48-02-00-09.

La FIFA va devoir réviser sa politique de billetterie

Les escroqueries sont le fait de fédérations nationales, comme au Cameroun, ou de voyagistes

AU CAMEROUN, le président de la Fédération de football (Fecafoot), Vincent Onana, est en prison, soupçonné d'avoir détourné quelques milliers des 7 525 billets du Mondial attribués à sa fédération. Au Japon, le président de l'association des agents de voyages demande au CFO « *de prendre des mesures immédiates afin de sortir de ce "cul-de-sac"* [en français dans le texte] et de mettre sans délai à notre disposition les [13 000] tickets demandés ». En Belgique, 10 000 supporters ont acheté des billets à une agence spécialisée dans les places de théâtre qui a fait faillite. Aux Pays-Bas, René van der Kerkhof, ancien international reconverti en intermédiaire, n'a pu honorer une commande de 550 billets pour le match Pays-Bas - Belgique du samedi 13 juin. Son avocat soupçonne la FIFA d'avoir « *revendu des tickets à des supporters brésiliens via un éditeur équipementier sportif* ». Malaisie.

En France, la filiale du groupe ISL Worldwide, bras séculier commercial de la FIFA pour la gestion des droits du Mondial, s'est vue sommée par sa maison mère « *de s'expliquer et d'entamer rapidement une action en justice* » contre le « *consultant marketing indépendant* » avec lequel elle travaillait et qui aurait « *mis en place une fausse opération de revente de billets* ». Problème : ce consultant indélicat, dont le nom n'a pas été communiqué, a pour actionnaire minoritaire... ISL Worldwide.

Le Mondial ne fait pas la « *une* » des journaux uniquement pour des raisons sportives. Et il ne s'agit plus de l'organisation caillouteuse des réservations téléphoniques ou de l'arbitraire répartition des places entre les différents pays. Il s'agit d'escroqueries en bonne et due forme. Le monde du football découvre que



Plus artisanal : le recours au marché noir, près du stade.

c'est en son sein qu'il faut parfois chercher les responsables de ces malversations.

La tentation était grande pour certains d'user de leur position privilégiée pour contourner les règles de fer édictées par le CFO. En tout, 2 648 000 billets ont été émis pour les soixante-quatre matches du Mondial 98. Mais la demande était « *ou moins dix fois supérieure* », dit-on au CFO.

Le comité avait prévu trois sources d'approvisionnement. La vente directe, réalisée par ses soins, concernait 1 878 000 billets. Près de 1,1 million ont été livrés au grand public : 755 000 vendus, souvent à prix d'or, aux entreprises, aux collectivités ou à de riches spectateurs ; 358 000 réservées aux partenaires techniques et commerciaux ;

129 000 consacrées aux opérations d'animation, « *la plupart du temps en direction des jeunes* », justifie-t-on au CFO. La FIFA a préempté 632 000 tickets pour elle et ses fédérations nationales, qui pouvaient les gérer à leur guise. La plupart ont mis un point d'honneur à servir en priorité leurs licenciés et les supporters.

SOUS-TRAITANCE
Ne restaient aux professionnels du tourisme désireux de profiter du Mondial pour vendre des voyages en France que 138 000 places, soit 5,2 % du total. Des places attribuées à dix-sept tour-opérateurs (TO) exclusifs, sélectionnés sur appel d'offres parmi cent cinquante candidats, et répartis sur toute la planète. Libre

à eux, ensuite, de sous-traiter avec les agences de leur choix, dans les pays de leur zone, la commercialisation des billets. Un système dont le CFO n'endosse la paternité que du bout des lèvres. Les organisateurs français voulaient initialement se doter d'un TO par pays. Mais Bruxelles ne voulait pas en entendre parler, au nom du respect des règles de la concurrence.

Dès lors, comment s'étonner que nombre de voyagistes aient dérapé, prévoyant des milliers de billets qu'ils n'avaient pas mais étaient en mesure de leur vendre par des voies parallèles ? Sans parler des vrais escrocs, qui ont vendu des billets virtuels avant de s'évanouir dans la nature. Les fédérations étaient le maillon faible du dispositif. Celle du Cameroun aurait ainsi vendu 3 500 billets à Great Portland Entertainment (GPE), un voyagiste liquidé par la justice britannique fin mai, après avoir laissé une ardoise de... 40 000 commandes outre-Manche ! Contacté par *Le Monde* avant son incarcération, Vincent Onana, le président de la Fecafoot, a assuré n'avoir « *jamais signé de contrat avec la moindre société anglaise* ».

Il reste à savoir si la FIFA va saisir la justice, comme l'a déjà fait à plusieurs reprises le CFO, ou si elle préférera laver son linge sale en famille. Un parfum de règlement de comptes s'épave déjà au sein de l'organisation, quelques jours seulement après l'élection de Sepp Blatter à la succession de Joao Havelange. En tout cas, la prochaine Coupe du monde n'échappera pas à une remise à plat du système de répartition des places. Au profit, peut-être, des vrais amateurs de football.

Pascal Galliker et Frédéric Pöhl

Handwritten text in Arabic script: *50 من اليا*

هكذا امت الأهل

dir

ITALIE-CHILI 2-2

GROUPE B - JEUDI 11 JUIN
17 h 30, Parc Lescure, à Bordeaux.
• Temps lourd et ensoleillé, avec deux vents oranges au milieu de chaque mi-temps. • Terrain en bon état, pelouse rendue glissante par la pluie. • Ambiance animée grâce aux nombreux supporters chiliens.
• 32 000 spectateurs
Arbitre : M. Lucien Ousmane Bouchardou (Niger), assisté de MM. Dante (Mal) et Mansri (Tunisie)

Résumé Rencontre spectaculaire, et très agitée. Après avoir ouvert rapidement la marque, les Chiliens ont insisté leur jeu, avec une permanente occupation du terrain. Mais les Sud-Américains, avec une grande agressivité et de belles passes techniques, sont restés dans la partie, Salas marquant deux fois à la fin de la première mi-temps et au début de la seconde. Marquint de fait dans les actions offensives, ne jouant qu'avec un seul attaquant, il a permis à l'Italie d'égaliser à égalité, puis sur un jeu très contrôlé, à cinq minutes du coup de sifflet final.

ITALIE : Di Livio (jeu irrégulier), Cannararo (jeu irrégulier), Chiesa (77', jeu dangereux).
CHILI : Parraguez (85', jeu dangereux), Acuna (85', jeu irrégulier).

CHILI : Salas (45', après un cafouillage dans les 6 m, tacle du pied gauche au centre du but) ; Salas (50', à la lutte avec Cannararo, des 6 m à gauche, frappe de la tête qui rentre à mi-hauteur sur la droite).

ITALIE : 55 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 31) dont 10 occasions (4 + 3) ; 16 tirs (8 + 10) dont 8 contrés (2 + 4) et 5 parés (2 + 3) par Tapia.
CHILI : 44 positions d'attaque dans les 30 m (24 + 20) dont 5 occasions (2 + 3) ; 13 tirs (7 + 6) dont 4 contrés (2 + 2).

EN FAVEUR DE L'ITALIE : 19 coups francs (14 + 5) dont 1 hors-jeu (0 + 1), et 3 corners (2 + 0).
EN FAVEUR DU CHILI : 19 coups francs (11 + 8) dont 1 hors-jeu (0 + 1), et 1 corner (1 + 0).

Résumé Roberto Baggio, auteur d'une passe décisive et d'un but, s'est trouvé impliqué dans les meilleures actions offensives de son équipe. Il a largement justifié sa sélection de dernière minute. Critiqué pour avoir manqué un tir au but décisif lors de la finale du Mondial 94, il n'a pourtant pas hésité à tirer le penalty qui a permis à l'Italie d'égaliser. Baggio s'est constamment mis en évidence par son toucher de balle, ses déviations et sa lucidité dans le jeu offensif.

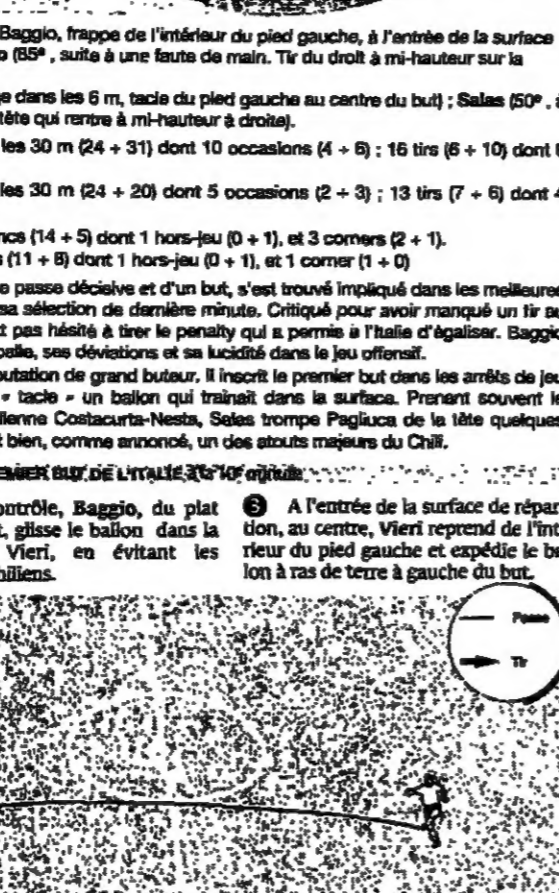
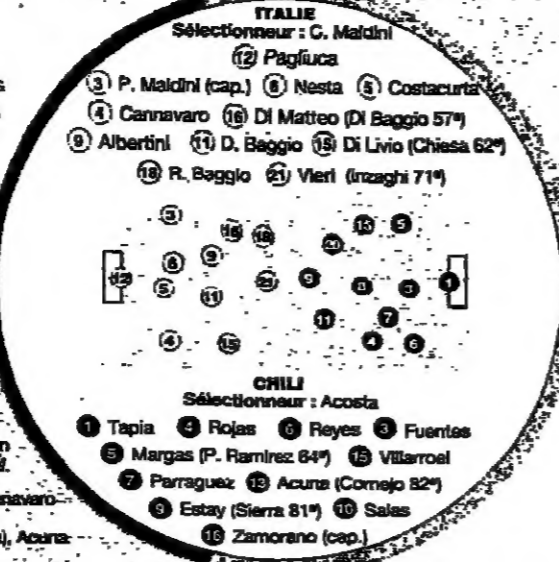
CHILI : Marcelo Salas a justifié sa réputation de grand buteur. Il inscrit le premier but dans les arrêts de jeu de la première mi-temps, en reprenant vivement d'un « tacle » un ballon qui traînait dans la surface. Prenant souvent le dessus, dans le jeu aérien, sur la charnière centrale italienne Costacurta-Nesta, Salas trompe Pagliuca de la tête quelques minutes après la reprise. Son entente avec Zamorano est bien, comme annoncé, un des atouts majeurs du Chili.

LES PENALTIES : Roberto Baggio (11e minute).

1. Après avoir récupéré un ballon, Chiesa adresse une passe en profondeur de plus de 60 m vers Baggio, dont il a vu le démarrage sur l'aile gauche.

2. Sans contrôle, Baggio, du plat du pied droit, glisse le ballon dans la course de Vieri, en évitant les défenseurs chiliens.

3. A l'entrée de la surface de réparation, au centre, Vieri reprend de l'intérieur du pied gauche et expédie le ballon à ras de terre à gauche du but.



CAMEROUN-AUTRICHE 1-1

GROUPE B - JEUDI 11 JUIN
21 heures, Stadium municipal, à Toulouse.
Temps froid et venteux. Terrain en bon état. Pelouse glissante. Ambiance bon enfant, animée par les supporters camerounais. • 36 000 spectateurs.
Arbitre : M. Epifanio Gonzalez Chavez (Paraguay), assisté de MM. Galvan Soto (Paraguay) et Salinas Rostran (Honduras)

Résumé Match de qualité technique moyenne, très crispé jusqu'à l'entame du dernier quart d'heure. Les deux équipes ont longtemps hésité à se lancer à fond. Les Autrichiens, mieux organisés mais peu touchants, ont paru gênés par les qualités physiques et techniques des Camerounais, qui arrivaient mal, de leur côté, à enchaîner leurs actions. Les meilleures occasions, de part et d'autre, ne surviennent que sur des tirs lointains, jusqu'à l'exploit individuel de Njankana. L'Autriche profite d'une erreur de marquage de la jeune défense camerounaise, dans les ultimes instants du match, pour égaliser.

CAMEROUN : Ipooua (31', jeu dangereux).
AUTRICHE : Pfeffer (38', jeu irrégulier).

CAMEROUN : Njankana (77', après deux dribbles côté gauche, frappe de l'intérieur du pied droit, des 12 m, qui entre au centre du but à mi-hauteur, entre Konsel et Pfeffer).

AUTRICHE : Polster (90', suite à une déviation de la tête de Pfeffer, tir des 6 m à droite, du pied droit et en force, sous la transversale).

CAMEROUN : 46 positions d'attaque dans les 30 m (22 + 24) dont 7 occasions (4 + 3) ; 17 tirs (8 + 9) dont 4 contrés (0 + 4) et 5 parés (4 + 1) par Konsel.
AUTRICHE : 48 positions d'attaque dans les 30 m (18 + 30) dont 7 occasions (2 + 5) ; 13 tirs (5 + 8) dont 3 contrés (2 + 1) et 4 parés (1 + 3) par Songo'o.

EN FAVEUR DU CAMEROUN : 15 coups francs (8 + 7) dont 2 hors-jeu (0 + 2), 6 corners (2 + 4).
EN FAVEUR DE L'AUTRICHE : 18 coups francs (10 + 8) dont 3 hors-jeu (2 + 1), 6 corners (2 + 4).

Résumé CAMEROUN : Rigobert Song a bien tenu son rôle de chef de défense. Dominant dans le jeu aerien, anticipant les appels de balle des attaquants autrichiens, il a sans cesse remplacé ses jeunes coéquipiers moins expérimentés, comme ils l'ont montré sur le but autrichien. Song a été moins efficace dans la relance, cherchant souvent à solliciter directement ses attaquants.

AUTRICHE : Anton Polster, seul véritable attaquant de pointe, a eu le mérite de concrétiser son occasion la plus nette, dans les arrêts de jeu, inscrivant son 45e but en 92 sélections. Jusque-là, malgré quelques tentatives de la tête, il s'était démené en vain, peu aidé par ses coéquipiers du milieu.

LE BUT DU CAMEROUN à la 77e minute

1. Pierre Njankana récupère un ballon dans sa moitié de terrain, et libre de tout marquage, place une accélération sur l'aile gauche.

2. A l'approche de la surface, il évite le tacle de Fierlinger par un dribble adroit.

3. Entré dans les 18 m, il écarte Schuster d'un crochet très précis de gauche.

4. Il fait deux pas vers le centre, et arme un tir violent du pied droit, qui file en plein centre à mi-hauteur, entre Konsel et Pfeffer, qui n'arrive pas à dévier le ballon de la tête.



Roberto Baggio dissipe un vrai cauchemar grâce à un penalty peut-être virtuel

Bordeaux. Deux buts de Salas ont permis longtemps au Chili d'espérer battre l'Italie

LE STADE aux couleurs rouge et bleu criait « Chi-chi-chil... le-le-le... Viva Chile ! » La foule scandait de joyeux « Ok ! » Elle avait fait aussi une ola, mais une seule. Il était 19 h 15 au Parc Lescure de Bordeaux. Le Chili menait 2-1 contre l'Italie. Il restait cinq minutes à jouer et on allait saluer la première grande surprise du Mondial. Le soleil était revenu, après une série de violentes bourrasques. Football pluvieux, football heureux...
Cesare Maldini a le visage fermé. L'entraîneur de la Squadra avait fait entrer peu avant deux attaquants supplémentaires pour tenter de forcer le sort, Filippo Inzaghi et Enrico Chiesa en renfort de Roberto Baggio. Trois attaquants dans l'équipe d'Italie ! C'est dire que l'instinct est grave. Baggio, justement, a la balle sur le côté droit, un peu à l'extérieur de la surface de réparation. Chiesa a croisé sa course avec la sienne et il se trouve au centre maintenant avec Demetrio Albertini. Baggio les a vus.
L'ancien petit prodige de la Fiorentina et de la Juventus centre du pied gauche. Il veut contourner Ronaldo Fuentes qui lui fait face. L'arrière gauche chilien se tient à l'intérieur de la surface, à demi fléchi sur les jambes, les bras écartés pour assurer son équilibre. La balle vient frapper sa main droite, son poing exactement, qu'il tient serré. Personne n'a bien vu, mais chacun dans le stade sent qu'il s'est passé quelque chose. Baggio lève les bras pour crier à la foule. Chiesa aussi. L'arbitre a vu, il siffle en pointant du doigt la trace de crête blanche qui marque l'endroit du penalty.
Dans le rond central, Marcelo Salas regarde ses coéquipiers entourer l'arbitre et protester. Ainsi tout cela pour rien ? Tant d'efforts, de courage, tant de talent démentré à ceux qui doutaient de ses qualités, lui le jeune indien, avant-centre vedette du club argentin de River Plate. Ils ont vu, ceux-là, ce

qu'il savait faire : deux buts signés de son surnom, « le matador ». Le premier, c'était dans les arrêts de jeu de la première mi-temps. On était à la 47e minute. Un ultime corner pour le Chili qui presse fort, depuis quelques minutes. C'est Fabian Estay, l'ailier gauche, qui le tire. A 10 mètres du but, il y a Ivan Zamorano qui tente de se libérer du marquage d'Alessandro Nesta. Le duo qu'il forme avec Salas, on le surnomme le « Za-Sa ». Zamorano, on l'appelle aussi « l'hélicoptère ». Le bien-nommé. « Za » fait une sorte de figure à la Michael Jordan et propulse la balle vers le but de la tête. Elle est déviée, au passage, et boum, Salas la reprend du pied gauche. Sous la barre.
TOUT ÇA POUR RIEN ?
Le deuxième but, il l'a mis au début de la deuxième mi-temps. Cinquante minutes. La défense italienne se dégage mal. Clarence Acuna centre de volée. Salas, qui a beau mesurer un petit mètre soixante-treize, saute mieux que le grand Cannararo qui est accroché à son short depuis le début de la partie. Tête. Lucarne. 2-1 pour le Chili.
Tout ça donc pour rien ? Ses efforts à lui, Salas, et ceux de toute l'équipe qui se bat depuis une heure et demie à n'en plus pouvoir. Et ceux du public, tous ces Chiliens bariolés et chantants, venus de la région, de la France, de l'Europe et du Chili aussi, qui sont venus par milliers les soutenir. Ils savent, les supporters, que les garçons ont vite le mal du pays, et qu'il doivent se sentir comme chez eux pour donner le meilleur d'eux-mêmes. Et bien le Parc Lescure, ce soir, c'est Santiago. C'est un morceau de Chili qui se tait puis qui gronde et qui hurle : « Y a pas pé-mo ! »
La balle a-t-elle bien touché la main ? Certes ! Mais y a-t-il eu geste intentionnel ? Tout est là. Y a-t-il eu volonté de tricher ? Non,

Fuentes il ne l'a pas fait exprès de mettre sa main. Oui, mais cette main, ce poing serré, a quand même empêché la balle de parvenir à destination. Alors ? On a connu des pénalités bien plus discutables, c'est tout ce qu'on peut dire. A-t-il eu tort, a-t-il eu raison, le Nigérien Lucien Bouchardou ? Nelson Acosta, l'entraîneur chilien, aura l'élégance de ne pas en faire une histoire. Rare. « La situation était compliquée, a-t-il dit. Il a sifflé. C'est comme ça. » Un coup de destin.
Baggio a pris la balle dans ses mains et il la dépose sur le cercle de craie, à 11 mètres du but de Nelson Tapia. On éprouve cette curieuse impression de revivre une scène qu'on a déjà vue. Passadena, il y a quatre ans, la finale contre le Brésil. 0-0 à la fin des prolongations. Séance de tirs au but. Baggio était le dernier à tirer pour la Squadra Azzurra. Il pouvait éviter la défaite, et il avait raté, laissant le Brésil emporter sa quatrième Coupe du monde.
Depuis, ce surdout n'était apparu qu'à de rares reprises dans l'équipe nationale. A refait surface dans le club de Bologne, si bien d'ailleurs que l'inter Milan vient de le recruter, à trente et un ans. Cesare Maldini l'a rappelé en extremis dans la sélection, et ne l'aurait pas aligné contre le Chili si Alessandro Del Piero, l'attaquant de la Juventus, n'avait pas été blessé.
Cette fois, ne pas rater. Jusqu'à ce moment, il a été presque parfait, Baggio, genre artiste. On jouait la cinquième, quand Maldini-fils balance une énorme ouverture sur l'aile gauche où Baggio s'est engagé à toute allure. Alors il a fait quelque chose de tout à fait inattendu. Tout le monde s'attendait à ce qu'il contrôle la balle, la défende chilienne la première. Eh bien pas du tout. De volée, il dévie la balle vers le centre. Et pas n'importe où : là où déboule Christian

Cameroun : les Lionceaux montrent déjà les dents

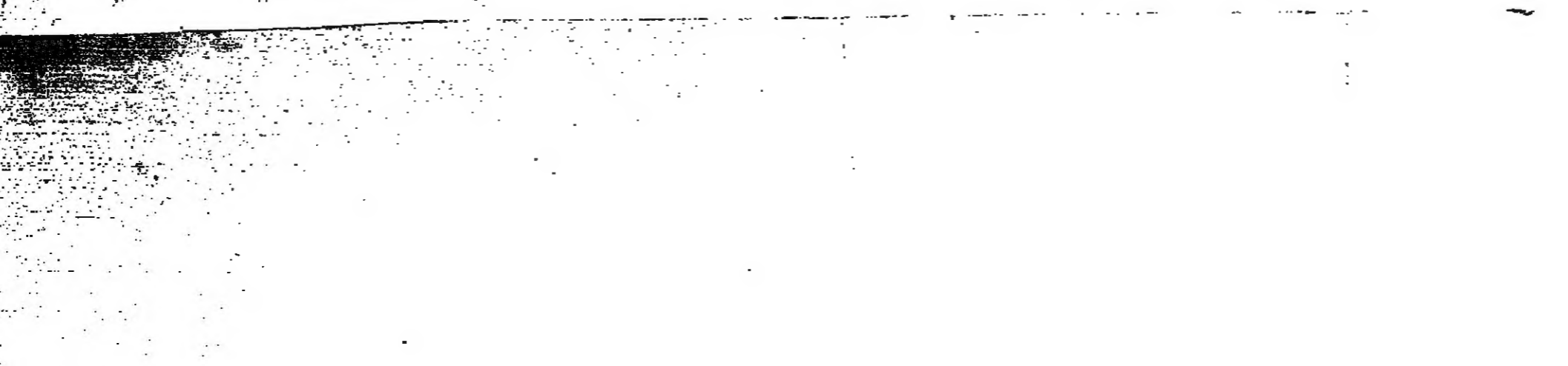
Toulouse. Des jeunes joueurs inconnus ont bousculé les Autrichiens

C'ÉTAIT au mois d'avril dernier, sur un terrain de football appartenant à une banque de Yaoundé. Claude Le Roy et son adjoint Pierre Mankowski avaient convoqué 50 jeunes joueurs à ce qu'il convient d'appeler un « stage de détection » d'une semaine.
Tout juste nommés à la tête de l'équipe nationale du Cameroun, les deux Français s'en venaient chercher des joueurs pour la Coupe du monde de football. En toute simplicité. Les noms - connus - des professionnels évoluant en Europe ne leur suffisaient pas. Persuadés que l'Afrique est un territoire inexploré par les recruteurs des grands clubs, Le Roy et Mankowski pensaient qu'en allant eux-mêmes soulever les cailloux au fond des rivières, ils trouveraient des pépites d'or.
Pierre Njankana était de ce fameux stage du mois d'avril. Agé de vingt-trois ans, ce défenseur central d'un petit club du championnat camerounais, l'Olympique Mvoloyé (dans la banlieue de Yaoundé), n'avait jamais fait parler de lui. Jeudi 11 juin, au Stadium de Toulouse, l'inconnu a marqué le but le plus important de sa jeune carrière. Une course en solitaire de 60 mètres, sept touches de balle, deux crochets, une frappe de l'intérieur du pied droit et des yeux fous à la vue de l'acte accompli. A la 77e minute du match Cameroun-Autriche, sa vie venait de basculer.
Cela n'aura pas suffi, cependant. Les Lions indomptables sont passés à deux doigts d'un exploit, jeudi. L'égalisation obtenue par l'inévitable autrichien « Toni » Polster pendant les arrêts de jeu, suite à une grossière erreur de marquage, aura rappelé à Claude Le Roy et Pierre Mankowski que la jeunesse, en football, n'a pas que des vertus. Des 32 sélections présentes en France, pas une équipe n'est capable d'aligner autant de jeunes joueurs sur la feuille de match.
A la 65e minute, un garçon de dix-sept ans et six mois, Salomon Olembe, est entré en cours de jeu ; alors que sur le banc se trouvait le cadet de la Coupe du monde, Samuel Eto'o, dix-sept ans et trois mois.
Si ces deux surdoués n'ont pas échappé à la vigilance de clubs européens (Nantes, Real Madrid), la détection entreprise au Cameroun, ce printemps, aura permis de révéler quatre nouveaux joueurs en tout, ce qui n'est pas rien. « Nous avons lancé en équipe nationale des garçons que les journalistes locaux eux-mêmes ne connaissent pas », souligne, un peu amusé, Claude Le Roy. Joseph Ndo en fait partie. L'excellent travail accompli par le défenseur sur le flanc droit, jeudi, a conforté les deux entraîneurs français dans leurs intuitions.
L'Autriche, à savoir une équipe peu inspirée et sans joueur d'exception. Mercredi 17 juin, les « nouveaux » Lions indomptables retrouveront l'Italie sur leur chemin. Un test autrement sérieux.

Pascal Guillier et Frédéric Polet

Le gardien chilien, Nelson Tapia, a effleuré le ballon, mais n'est pas parvenu à détourner le penalty de Roberto Baggio.

Frédéric Potet



« Lettres persanes » aux Iraniens d'Yssingeaux

« Le Progrès » publie des articles en farsi

SI L'ARRIVÉE de l'équipe iranienne dans la petite sous-préfecture de la Haute-Loire n'a pas bouleversé les habitudes des Yssingelais, elle a en tout cas égayé leur lecture de l'édition quotidienne du journal *La Tribune-L'Espoir-Le Progrès* (tout un programme !), qui se fend tous les jours d'un article en farsi, la langue parlée en Iran. Après le mot de bienvenue du maire, Jacques Barrot, lundi, l'annonce de la soirée persane organisée mardi 17 juin, et le point sur l'état des troupes, mercredi, les polyglottes du Velay ont pu découvrir, jeudi 11 juin, un portrait exhaustif du milieu de terrain iranien, Karim Bagheri, qui officie en Bundesliga (le championnat d'Allemagne) sous les couleurs de l'Arminia Bielefeld.

A vrai dire, la cible de cette initiative est moins l'autocritique (qui parle le farsi ni mieux ni moins bien que tous les Français réunis) que les joueurs qui répètent quotidiennement leurs gammes sportives à trois jets de pierre de la sous-préfecture. « Il s'agit d'un partenariat avec la mairie qui souhaitait procurer aux Iraniens des nouvelles locales », explique Georges Lezot, chef d'agence du quotidien qui appartient au groupe Progrès SA.

L'idée était simple, encore fallait-il y penser. Chaque jour, qua-

rante exemplaires du journal sont ainsi livrés au château de Montbarrier où séjournent les footballeurs. Pour les plus courageux d'entre eux qui s'aventurent jusqu'aux pages intérieures, ce morceau d'Iran agit sans doute comme un baume réparateur après la transpiration des entraînements.

Chaque jour, donc, un article en bel et bon français d'Yssingeaux est reproduit dans un encadré, traduit en pur et fier farsi de Téhéran. La conversion est assurée par des iraniens installés dans la région de Saint-Etienne et avec lesquels le quotidien a pris langue à la faveur du choix de la commune comme lieu de villégiature de la délégation iranienne.

« Pour l'instant, ajoute Georges Lezot, un peu déçu, on n'a pas eu encore de réactions de la part des Iraniens. » A en croire le chef d'agence, les fidèles lecteurs locaux du « journal républicain quotidien depuis le 12 décembre 1859 » ont plutôt vu d'un bon œil ces exotiques nouvelles « Lettres persanes » qui apparaissent sous formes manuscrites. Peut-être les joueurs iraniens trouveraient-ils cependant autrement plus distrayante et délassante la description ethnologique des us et coutumes politiques locaux ?

Gilles Paris, à Yssingeaux

Nantes singe mal Copacabana

Animations peu animées, élection de miss atterrante et écran géant en retard : à croire que la ville, il est vrai desservie par la météo, a perdu le goût de la fête

MONSIEUR l'adjoint au maire, cheveux blonds battus par le vent frais venu de l'océan, entouré de potentiels « bacifères » rivalisant dans l'affichage ostensible de leurs barrettes honorifiques, essaie d'annoncer à quelques centaines de badauds que la « plage de Copacabana » est officiellement ouverte. C'est compter sans les caprices d'un micro HF qui supporte mal l'éloignement de la sonorisation.

Jacques Daniel, qui représente le maire socialiste de Nantes, Jean-Marc Ayraud, parvient quand même à couper le cordon bleu-blanc-rouge qui barre dans sa largeur ladite plage installée en plein centre, sur le cours Saint-André. Il est un peu plus de 15 heures, mercredi 10 juin. Voilà officiellement lancée l'opération spéciale Coupe du monde de la cité des ducs de Bretagne - et accessoirement des petits-beurre -, baptisée « A Nantes, tout le monde joue le jeu ».

Tout le monde ? Voire. Parmi les curieux venus tâter du sable fin, certains, comme ce professeur de lycée entouré de ses enfants, paraissent étonnés de la médiocrité du site. « Je me demande si les gens de la mairie ont jamais fait le voyage de Rio », lâche-t-il dans un sourire. Un gouffre sépare ces installations, façon comices agri-

coles, du site sportif du Stade de la Beaujoire, presque près déserté mais à accueillir dans les meilleures conditions les 40 000 spectateurs qui sont attendus pour Espagne-Nigeria, le premier match disputé à Nantes, samedi 13 juin.

En attendant, cours Saint-André, deux alignements de tentes dressées de part et d'autre de la « plage » - 2 800 tonnes de sable provenant des carrières de Paur, dans l'estuaire de la Loire - peinent à soutenir l'attention des quelques promeneurs que n'ont pas effrayés des averse intermittentes.

Il y a là les sponsors du CPO qui finissent de placer leurs brochures dans des kiosques de fortune, quelques bars et plusieurs tentes vides... Dieu merci, nos confrères de Ouest-France se sont payés un aboyeur binoclard et sympathique qui met un peu de sel dans tout ça. Deux petits gradins ferment le cours, sur lesquels s'installent bientôt deux cents curieux à qui un speaker comme on n'en fait plus demande de s'enthousiasmer pour l'élection de Miss Copacabana parmi huit prétendantes sélectionnées par le comité régional Miss France... Après quelques déhanchements et effeuillages atterrants, Marine Clouet, vingt ans, étudiante en

géographie à Nantes, a été élue. Tant mieux. Un peu plus loin, sur le cours Saint-Pierre attenant, 10 000 spectateurs auraient dû assister aux premiers matches de la Coupe sur un écran géant. Ledit écran a atterri trop tard pour être prêt. Il le sera, peut-être, d'ici deux jours. Sur le quai Ceineray voisin, on finit d'installer la « guinguette Muscadet » - buffets, vins et musiques à toute heure, jusqu'au 15 juillet.

« Je me demande si les gens de la mairie ont jamais fait le voyage de Rio »

Dans une ville qui compte de nombreuses institutions culturelles, dont le CRDC (Centre régional de développement culturel) animé par Jean Blaise, et Le Royal de Luxe de Jean-Luc Courcouit - deux enseignes reconnues dans le monde entier pour la qualité et le caractère innovant de leurs productions -, personne ne comprend ce programme artistique mal fagoté. Si on n'attend pas grand-chose du « carnaval du Mondial » - 16 chars animés,

20 groupes costumés, 85 grosses têtes et 3 tonnes de confettis, le 15 juin -, quelques nuits devraient tout de même être propices à la fête, la vraie : « Hymne au ballon rond », spectacle pyrotechnique de Jacques Couturier, le 13 juin ; Cheb Mami, en concert le 16 juin - seule affiche vraiment tentante de Copacabana... ; le retour d'Afrique du Géant de Royal de Luxe flanqué de son fils noir - trois jours de parades et de musique, du 26 au 28 juin ; le Festival d'été, enfin, dont la treizième édition s'ouvre aux musiques africaines, du 1^{er} au 5 juillet. Peut-être alors le cœur de Nantes battra-t-il au rythme de la Coupe.

En attendant, les rues sont vides dès 20 heures et il n'est pas nécessaire de réserver pour dîner au restaurant. Même l'arrivée de la sélection espagnole, le 11 juin à 19 h 45, qui a pris ses quartiers dans un hôtel de la rue du Couëdic, a été l'occasion de constater le calme plat qui règne ici. Des barrières de police et les hommes afférents étaient pourtant disposés en nombre sur le parcours. On aura entendu seulement les coups de sifflet de... deux jeunes femmes supportant leurs champions aux cris de « Queridos, chicos ! ». Gracias, chicos.

Olivier Schmitt, à Nantes

LES HOMMES DE L'OMBRE

JACQUES COUTURIER
PYROTECHNICIEN

L'ancien instituteur qui réveillera la cité des ducs de Bretagne

NUL NE PEUT DIRE encore si le stade de la Beaujoire aura reçu, lors des qualifications, les nouveaux maîtres du monde du football. Mais la cité des ducs de Bretagne peut déjà tirer quelque fierté de ses retrouvailles avec un champion du monde, sacré en 1996 à Monaco à la faveur du Festival international pyrotechnique. Jacques Couturier, qui s'est choisi pour surnom « le chorégraphe des nuits magiques », instituteur vendéen converti aux feux d'artifice, a créé, en dix ans, l'une des entreprises de divertissement les plus recherchées des organisateurs de manifestations populaires.

En 1987, l'année de ses quarante ans, ce maître de l'école d'un village proche de La Roche-sur-Yon (Vendée) décide sur un coup de tête de laisser tomber son tablier pour mettre la main à la poudre. Ancien étudiant en chimie, il a déjà plusieurs années de combrance avec le feu, ordonnateur autoproduit des fêtes de La Limousinière, village comptant 87 inscrits sur les listes électorales, qu'il transforme, une fois l'an, en petite ville de 30 000 habitants venus goûter à ses prouesses pyrotechniques. Ce premier apprentissage le convainc de créer sa propre société et d'inventer des spectacles mêlant images animées, musiques et feux d'artifice.

A PARIS POUR L'AN 2000

Alors qu'elle comptait deux salariés en 1987, rêvant d'un avenir radieux dans la pépinière d'entreprises de La Roche, l'entreprise Jacques Couturier Organisation réunit aujourd'hui quarante salariés permanents et emploie chaque année plusieurs centaines d'intermittents. Cette société anonyme au capital de 364 000 francs, regroupant sept copains de longue date, a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires de 14,7 millions de francs. En dix ans d'activité, elle a fait agréer en France plus de deux cents produits, soit autant de combinaisons originales qui embrasent le ciel du monde entier. Depuis le prix gagné à Monaco, Jacques Couturier n'en finit pas d'arperter le monde : Allemagne, Chine, États-Unis, Québec ont reçu ou recevront le maître artificier. Paris en fera de même en l'an 2000 avec la création le 31 décembre 1999 à 16 h 30 de « Mon dernier soleil » et celle de « Et nous vivons d'amour », le 1^{er} janvier 2000 à 7 heures du matin.

En attendant, ce quinquagénaire rond et chaleureux, le visage habillé de sérieuses bacchantes brunes, incendiera une nouvelle

fois la nuit nantaise, samedi 13 juin dès 21 heures, sur le quai Malakoff. Quatre heures de show, quatre spectacles pyrotechniques - un « Défilé de mode » des feux d'artifice du monde entier concocté par Jacques Couturier, éternellement pédagogue ; « World Music », réalisé par l'une des rares femmes du métier, Michèle Guillet ; « Viva España », création de Juan Ignacio Perez ; et enfin « Hymne au ballon rond, Coupe 98 », la nouvelle création de Jacques Couturier, qui a dû un peu se faire violence, lui qui n'aime rien tant que le rugby...

O. S., à Nantes

LES RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE A

10/6	États-Unis	2-1
10/6	Maroc-Norvège	2-2
10/6	Écosse-Norvège	
10/6	États-Unis-Maroc	
23/6	États-Unis-Norvège	
23/6	Écosse-Maroc	

CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc	
1	États-Unis	3	1	1	0	0	2	1
2	Maroc	1	1	0	1	0	2	2
3	Norvège	1	1	0	1	0	2	2
4	Écosse	0	1	0	0	1	1	2

GROUPE B

11/6	Italie-Chili	2-2
11/6	Cameroun-Autriche	1-1
17/6	Italie-Cameroun	
17/6	Chili-Autriche	
23/6	Chili-Cameroun	
23/6	Italie-Autriche	

CLASSEMENT DES BUTEURS

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc	
1	Chili	1	1	0	1	0	2	2
2	Italie	1	1	0	1	0	2	2
3	Autriche	1	1	0	1	0	1	1
4	Cameroun	1	0	1	0	1	1	1

CLASSEMENT DES BUTEURS

1	SALAS (Chili)	2
2	R. BAGGIO (Italie)	1
3	CESAR SAMPAIO (Bresil)	1
4	COLLINS (Écosse)	1
5	EGGEN (Norvège)	1
6	HADDA (Maroc)	1
7	HADJI (Maroc)	1
8	VIERI (Italie)	1
9	NJANKA (Cameroun)	1
10	POLSTER (Autriche)	1

Retrouvez l'intégralité du supplément quotidien « Le Mondial », les résultats des matches en direct, un forum et des reportages originaux sur Internet à l'adresse www.lemonde.fr/mondial98/

On peut aller très loin avec HEC...



...Bravo aux admissibles

48 nationalités représentées sur le campus. 20% de la promotion places à l'étranger pour le premier emploi. plus de 2000 offres d'emploi reçues cette année à HEC, un corps professoral de réputation internationale, plus de 50 accords de

partenariat avec les meilleures "business schools" et universités dans le monde. HEC réserve 380 places à ceux qui réussiront les oraux avec talent. Encore bravo aux admissibles et bonne chance. La clé de la réussite c'est vous !



Le monde vous appartient



CHAMPAGNE HENRI MOUQUET & FILS, REIMS, FRANCE

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.